# analyse de l'industrie de la construction au québec en 1982

SERVICE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Office de la construction du Québec

# analyse de l'industrie de la construction au québec en 1982

# analyse de l'industrie de la construction au québec en 1982

Office
de la construction
du Québec

SERVICE
RECHERCHE &
DÉVELOPPEMENT

JUIN 1983

La reproduction du texte, en tout ou en partie, est autorisée à condition d'en mentionner la source.

Dépôt légal - 2e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-550-10198-7
ISSN 0317-5901

Cette publication a été imprimée en 2 000 exemplaires sur les presses de l'OCQ. Des exemplaires sont disponibles au Service des communications de l'OCQ

3530 ouest, rue Jean-Talon
MONTREAL (Québec)
H3R 2G3

# AVANT - PROPOS

Dans une perspective de diffusion de l'information et conformément à l'article 21.3 du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (c.F-5, r.3), l'Office de la construction du Québec présente son analyse annuelle de l'industrie québécoise de la construction pour l'année 1982. Il s'agit de la 12e édition, la première datant de l'époque de la Commission de l'industrie de la construction, soit en 1971.

Cette analyse a été réalisée par le Service recherche et développement sous la coordination de Jean-Luc Pilon, lequel fut secondé par Josée Audet, Anne Dehin, Robert Delisle, Louise C. Rodier et Serge Roy.

Nous espérons que ce document continuera d'être apprécié des partenaires de l'industrie québécoise de la construction et qu'il permettra aux divers intéressés de se familiariser à cette industrie complexe.

Le directeur du Service recherche et développement,

Jean-Marie Goyette

# TABLE DES MATIERES


| | | |
|---|---|---|
| AVANT-PROPOS | | V |
| LISTE DES TABLEAUX | | IX |
| LISTE DES GRAPHIQUES | | XI |
| INTRODUCTION | | 1 |
| 1. | L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION | 3 |
| 1.1 | L'économie québécoise en 1982 | 3 |
| 1.2 | Sommaire de l'activité de construction | 5 |
| 1.3 | Perspectives 1983 | 10 |
| 1.4 | Les relations du travail et le contexte législatif | 11 |
| 2. | LES EMPLOYEURS | 14 |
| 2.1 | Type et dimension des entreprises | 17 |
| 2.2 | Statut juridique | 28 |
| 2.3 | Mobilité interrégionale | 29 |
| 3. | LES SALARIES | 33 |
| 3.1 | Les indicateurs d'activité: emploi et heures travaillées | 34 |
| 3.2 | Statut professionnel des salariés de la construction | 38 |

3.3 Durée du travail 42

3.3.1 Le chômage saisonnier 48

3.3.2 Le roulement des salariés 51

3.3.3 Le chômage interchantier 58

3.4 Mobilité de la main-d'oeuvre 60

3.4.1 Mobilité géographique 60

3.4.2 Mobilité interemployeur 64

3.5 Salaires et avantages sociaux 66

3.5.1 Salaires 66

3.5.2 Avantages sociaux 74

CONCLUSION 81

ANNEXES

I. Définitions des principaux termes employés 85

II. Tableaux statistiques 91

III. Liste des 100 plus gros employeurs en 1982 selon les heures enregistrées à l'OCQ 127

IV. Description des régions et sous-régions de domicile 130

# LISTE DES TABLEAUX


| | | |
|---|---|---|
| 1-1 | Indicateurs économiques de l'industrie de la construction, 1973-1982 | 7 |
| 2-1 | Nombre d'employeurs actifs selon certains groupes, 1981-1982 | 18 |
| 2-2 | Répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre moyen de salariés, 1982 | 22 |
| 2-3 | Répartition des employeurs selon les heures travaillées et les salaires versés, 1982 | 25 |
| 2-4 | Répartition des entreprises de construction selon les tranches de salaires versés, 1982 | 27 |
| 2-5 | Répartition des entreprises de construction selon le statut juridique, 1982 | 29 |
| 2-6 | Répartition des employeurs selon le nombre de régions travaillées, certains groupes, 1982 | 30 |
| 3-1 | Répartition des salariés actifs dans la construction selon la région de domicile et le statut professionnel, 1982 | 39 |
| 3-2 | Répartition des salariés qualifiés selon le métier et le statut professionnel, 1982 | 41 |
| 3-3 | Répartition des salariés actifs selon le statut et le niveau d'heures travaillées dans la construction, 1980, 1981, 1982 | 43 |
| 3-4 | Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail dans l'industrie de la construction, 1982 | 46 |

| | | |
|---|---|---|
| 3-5 | Répartition des heures travaillées selon le mois, 1981-1982 | 49 |
| 3-6 | Mouvement des salariés de la construction, 1973-1982 | 53 |
| 3-7 | Répartition des salariés actifs en 1982, selon le nombre d'années consécutives de travail dans la construction | 54 |
| 3-8 | Répartition des salariés actifs sortis de la construction en 1981 selon le niveau d'heures travaillées en 1981 et le statut professionnel | 57 |
| 3-9 | Répartition des nouveaux salariés de la construction en 1982 selon le niveau d'heures travaillées en 1982 et le statut professionnel | 57 |
| 3-10 | Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982 | 59 |
| 3-11 | Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le lieu de travail, 1982 | 62 |
| 3-12 | Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le nombre d'heures travaillées dans la construction, 1982 | 67 |
| 3-13 | Salaire annuel moyen des salariés actifs dans la construction selon l'âge et le statut professionnel, 1982 | 71 |
| 3-14 | Montant et nombre de chèques émis pour les congés annuels en 1981 et 1982 | 76 |
| 3-15 | Montant des réclamations pour les divers types d'assurance en 1981 et 1982 (régime de base) | 77 |
| 3-16 | Montant et nombre de réclamations relatifs au régime supplémentaire de rentes pour les années 1981 et 1982 (régime de base) | 80 |

# LISTE DES GRAPHIQUES


1-1 Evolution du nombre d'heures travaillées par les salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction, 1973-1982 6

1-2 Heures totales et moyenne des heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction, 1973-1982 9

# INTRODUCTION

De par son rôle au sein de l'industrie de la construction, l'Office de la construction du Québec possède des informations uniques sur cette industrie. La provenance en est le rapport mensuel d'activité que tout employeur est tenu de nous faire parvenir. La diffusion de ces informations s'avère un instrument utile pour tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin au fonctionnement de cette industrie.

Le premier chapitre de ce document présente les principaux indicateurs économiques de l'industrie, de même que les évènements marquants survenus au cours de l'année au chapitre des relations du travail et à la législation relative.

Le deuxième et le troisième chapitre sont respectivement consacrés aux employeurs et aux salariés. Il s'agit dans un cas comme dans l'autre, de présenter les principales caractéristiques des agents de l'industrie. Entre autres, nous traiterons de l'évolution des heures travaillées et des gains de salaires, de même que de l'activité des entrepreneurs. Nous analyserons également les phénomènes de roulement et de mobilité, caractéristiques dominantes de l'industrie de la construction.

Nous clôturerons par quatre annexes, lesquelles permettent une vision plus approfondie de l'industrie, notamment par des tableaux statistiques concernant l'évolution chronologique de certaines variables ou détaillant certaines caractéristiques selon une analyse régionale ou professionnelle.

Finalement, soulignons qu'au niveau des statistiques, une mise à jour des données de 1981 a été effectuée; les chiffres couvrant la période 1973 à 1980 demeurent inchangés.

# I. L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Dans ce premier chapitre, nous ferons tout d'abord un rapide bilan de l'évolution de l'économie québécoise au cours de 1982. Puis, nous élaborerons davantage sur la conjoncture spécifique de l'industrie de la construction et sur ses perspectives à court-terme. Enfin, nous traiterons brièvement des évènements relatifs au régime de relations du travail et au contexte législatif de l'industrie de la construction au Québec.

## 1.1 L'économie québécoise en 1982

Déjà en 1980 et en 1981, la récession faisait sentir ses effets sur l'évolution de l'économie québécoise alors que la croissance de son volume de production s'était fortement ralentie, voire même annulée. Dès le début de 1982, la situation s'est nettement dégradée et l'année s'est soldée par une décroissance du produit intérieur brut (PIB) de 7% en termes réels. Au niveau national, la décroissance du PIB fut aussi considérable soit de 5% par rapport

à 1981. Toutes les provinces sans exception furent affectées par la récession et enregistrèrent des décroissances variant de 3% à l'Ile-du-Prince-Edouard à 7% au Québec. Outre le Québec, se retrouvaient parmi les provinces les plus touchées, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve.

La politique monétaire restrictive qu'a continué de poursuivre en 1982 la Banque du Canada, et dont l'objectif était de briser les anticipations inflationnistes par le maintien des taux d'intérêt à des niveaux très élevés, est un des facteurs importants de la détérioration de l'ensemble de l'économie. Résultat, les anticipations inflationnistes semblent effectivement ébranlées si l'on se réfère à l'évolution récente du taux d'inflation (celui-ci est passé de 12,5% en 1981 à 10,8% en 1982 et poursuit sa descente), mais ceci s'est évidemment réalisé au détriment de la demande intérieure, laquelle est maintenant grandement affaiblie.

Par ailleurs, quoique les taux d'intérêt aient amorcé, à la mi-année, un rapide mouvement à la baisse, une certaine incertitude demeura quant à leur évolution future ce qui handicapa, en partie, la reprise de la demande nationale. Ainsi les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires ordinaires ont fluctué autour de 18% jusqu'au mois d'août et ont ensuite amorcé leur descente pour atteindre 12,5% en décembre 1982.

Avec la décélération importante de la croissance économique québécoise, il n'était plus question en 1982 de création de nouveaux emplois mais plutôt de perte d'emplois, lesquelles se chiffrèrent à 145 000, soit une diminution de 5% du niveau moyen d'emploi. Pour sa part, le rythme de décroissance de la population active fut en 1982 de 2%, soit inférieur à celui de l'emploi, ce qui s'est traduit nécessairement par un accroissement du taux de chômage québécois, lequel est passé de 10,4% en 1981 à 13,8% en 1982.

La diminution de l'emploi fut généralisée à tous les secteurs mais fut tout de même moins prononcée dans les secteurs des services, de la finance, des transports et des communications. En ce qui concerne la construction, l'emploi enregistra en 1982 une diminution substantielle comme nous le verrons dans les pages suivantes.

## 1.2 Sommaire de l'activité de construction

La situation de l'industrie de la construction s'est continuellement dégradée tout au long de l'année 1982 et, en fin

de compte, elle fut un des secteurs économiques les plus touchés par la récession. L'année s'est soldée par un niveau total d'activité de 73,6 millions d'heures, ce qui comparativement aux 101,5 millions d'heures effectuées l'an dernier représente une décroissance de 27%.

Comme en témoigne le taux annuel désaisonnalisé des heures travaillées, 1982 fut une année exceptionnellement difficile pour l'industrie de la construction. En effet, le taux est successivement passé de 89 millions d'heures au premier trimestre à 75 millions, 70 millions et enfin 69 millions au quatrième trimestre, soit des niveaux définitivement d'une faiblesse sans précédent, comme l'illustre éloquemment le graphique 1-1.

**GRAPHIQUE 1-1**

Evolution du nombre d'heures travaillées par les salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction
1973 – 1982
taux annuel désaisonnalisé

Source OCQ, mai 1983

Le niveau d'emploi pour sa part chute de 18% alors qu'au cours de 1982, 77 864 salariés ont travaillé sur les chantiers de construction du Québec comparativement à 95 244 l'an dernier. Comme la demande de main-d'oeuvre a diminué davantage que le nombre de salariés actifs, il s'ensuit une baisse du nombre moyen d'heures travaillées par salarié. Celui-ci se chiffre à 945 heures, un des niveaux les plus faibles de la dernière décennie. Cette perte de 120 heures de travail par salarié se répercute évidemment sur le salaire annuel moyen, lequel s'établit à 14 960$, en baisse de 4% par rapport à l'an dernier.

Tableau I-1

Indicateurs économiques de l'industrie de la construction

1973-1982

| | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de salariés[1] | 147 179 | 150 897 | 149 679 | 146 557 | 138 518 | 123 867 | 105 128 | 97 319 | 95 244 | 77 864 |
| Heures travaillées* | 143,1 | 147,6 | 155,1 | 136,6 | 138,1 | 124,8 | 112,5 | 100,1 | 101,5 | 73,6 |
| (Heures supplémentaires)[2] | (7,4) | (8,8) | (12,6) | (10,8) | (9,4) | (8,8) | (7,5) | (6,4) | (6,4) | (3,3) |
| Moyenne annuelle des heures travaillées | 972 | 977 | 1 036 | 931 | 997 | 1 008 | 1 070 | 1 028 | 1 065 | 945 |
| Masse salariale[3]* | 853$ | 1 000$ | 1 281$ | 1 235$ | 1 422$ | 1 405$ | 1 334$ | 1 325$ | 1 478$ | 1 165$ |
| Salaire annuel moyen | 5 792$ | 6 640$ | 8 559$ | 8 424$ | 10 266$ | 11 345$ | 12 685$ | 13 616$ | 15 522$ | 14 960$ |
| Valeur des travaux de construction[4]* | 4 373$ | 5 598$ | 7 111$ | 7 903$ | 8 590$ | 8 527$ | 9 125$ | 9 354$ | 10 309$ | 10 349$ |

*en millions

Notes

1. Salariés régis par le décret de la construction ayant travaillé au moins une heure.
2. Sont incluses dans le total des heures travaillées.
3. Salaires incluant les indemnités de congés payés et de jours fériés, de même que les différentes primes, à l'exception des frais de déplacement. Pour 1975 et 1976, comprend également le montant forfaitaire pour compenser la hausse du coût de la vie.
4. Travaux de construction exécutés par l'ensemble des secteurs économiques et non pas seulement par la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

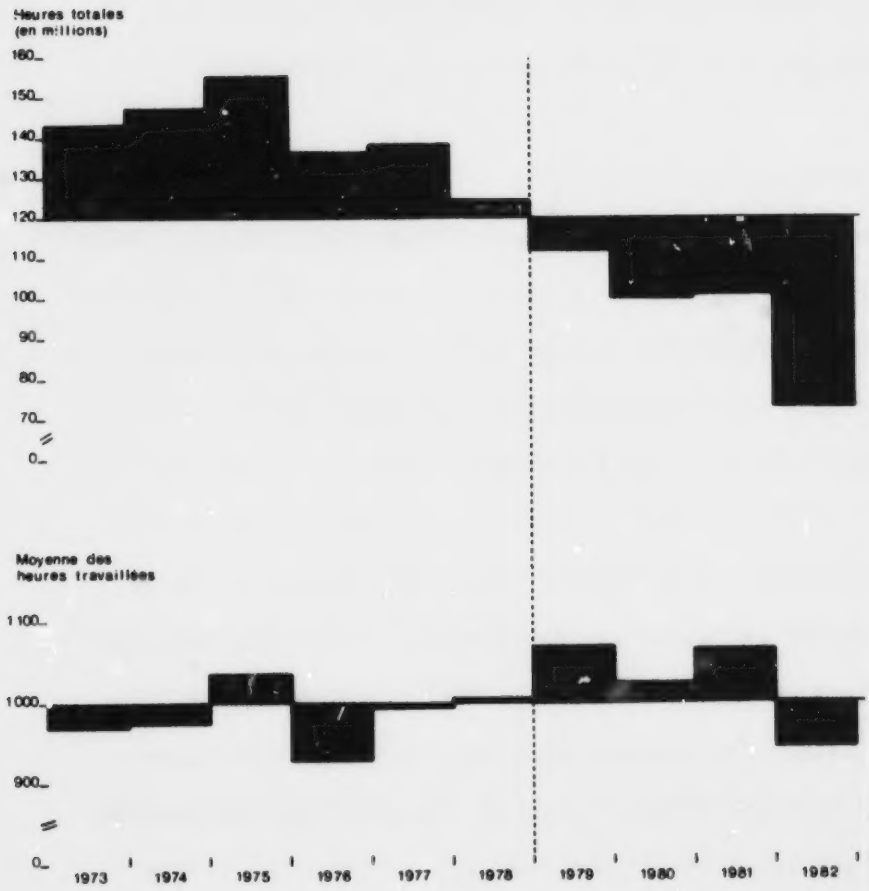
Source: OCQ, mai 1983, sauf pour les travaux de construction qui proviennent de Statistique Canada, catalogue 61-205.

Trois facteurs se sont ici conjugués pour entraîner une telle débâcle. D'une part, la remontée du secteur domiciliaire s'est fait longuement attendre et, quoique la production de ce secteur au quatrième trimestre soit très bonne, l'impact de ces mises en chantier se fera surtout sentir en 1983. D'autre part, le ralentissement marqué des travaux à la Baie James ainsi que le fait que l'activité générée par l'important volume de contrats accordés dans le bâtiment non domiciliaire en 1980 et au début de 1981 s'estompe graduellement, expliquent le reste de la décroissance.

En somme, la baisse d'activité est généralisée à tous les secteurs mais dans des mesures différentes. Ainsi, le secteur domiciliaire est le plus fortement touché en 1982; le total des mises en chantier au cours de cette période n'est que de 23 492 unités, une baisse de 21% par rapport à 1981. Du côté du bâtiment non domiciliaire, les effets de la récession pointent à l'horizon, l'activité de ce secteur amorçant une phase prononcée de déclin en raison des faibles volumes de contrats accordés à partir de la mi-année 1981. Le secteur des travaux de génie écope également, l'activité ayant substantiellement diminué à la Baie James. En fait, il s'agit pour ce seul chantier, d'une perte de plus de 6 millions d'heures travaillées par rapport à 1981. Cette diminution est toutefois compensée en partie par les travaux du gazoduc.

**GRAPHIQUE 1-2**

Heures totales et moyenne des heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction, 1973 - 1982




Source: O.C.Q., mai 1983

## 1.3 Perspectives 1983

Au cours de l'année 1983, les effets de la récession sur l'industrie de la construction devrait s'amenuiser graduellement. Toutefois, le bilan annuel devrait s'avérer négatif alors qu'environ 70 millions d'heures seront travaillées sur les chantiers de construction du Québec, une diminution de 5% comparativement à l'année 1982.

Le regain de confiance dans l'économie de la part des consommateurs, stimulé par les différentes mesures gouvernementales d'aide à l'achat de maison devraient favoriser un accroissement substantiel de la demande de logement. Ainsi, le secteur de la construction domiciliaire neuve pourrait voir son niveau d'activité augmenter de 40% à 50% par rapport, il faut bien le dire, à un niveau anémique en 1982.

Toutefois, la conjoncture du secteur du bâtiment non domiciliaire est tout à l'opposé et la reprise de ce secteur ne se fera qu'avec un certain retard sur celle du cycle de l'activité économique. D'ailleurs,la valeur des contrats accordés dans ce secteur chutait de 41% en 1982 et étant donné le décalage entre l'octroi des contrats et la réalisation de ceux-ci, nous pouvons anticiper une baisse du niveau d'activité d'environ 40% dans la construction de bâtiment non domiciliaire en 1983.

Quant aux travaux de génie, ils devraient conserver en 1983 le même niveau d'activité qu'en 1982. D'une part, les travaux du gazoduc se poursuivent et d'autre part, l'accélération de certains travaux publics, notamment le programme d'assainissement des eaux, devrait compenser la diminution des travaux de la Baie James.

## 1.4 Les relations du travail et le contexte législatif

L'évènement majeur en 1982 aura certes été les négociations pour le renouvellement de la convention collective dans l'industrie québécoise de la construction. Cette convention collective devient, par une procédure d'extension juridique, un décret[1] qui régit l'ensemble des salariés et des employeurs de la construction. Ce décret venait à échéance le 30 avril 1982.

On se rappellera que, suite au vote d'adhésion syndicale de novembre 1981, aucune des associations syndicales n'avait seule la majorité requise pour représenter l'ensemble des salariés. Au cours des mois de janvier, février et mars

---

1. L.R.Q., c. R-20, r.5.

1982, les discussions se font entre les parties syndicales pour déterminer leur droit à la négociation. Finalement, une coalition se crée entre la FTQ et le Conseil provincial (CPQMC); ils représentent 70% des salariés et ils en viennent, in extremis, à une entente de principe avec l'Association des entrepreneurs de construction du Québec (AECQ). Cette entente, d'une durée de 2 ans, prévoit des augmentations salariales de 10% par année.

Le décret est alors prolongé d'un mois[1] pour permettre la consultation des instances respectives. Les constructeurs d'habitation, entre autres, s'opposent vigoureusement à de telles hausses de salaires. L'entente de principe est finalement rejetée par l'Assemblée générale de l'AECQ. Toutefois, voulant éviter un vide juridique, le Ministre entérine l'entente de principe et l'étend par décret[2] le 31 mai 1982.

Au niveau des relations du travail, on constate que le conflit du gazoduc a repris au début de 1982. En janvier et février, il y a plusieurs manifestations devant ces chantiers pour dénoncer le monopole syndicale d'embauche. Suite à certains actes de violence, le ministre Marois intervient pour demander qu'on cesse les irrégularités et la discrimination à l'embauche. Son intervention réussit à influencer les parties et le calme revient sur les chantiers du gazoduc.

---

1. D. 1054-82 du 30 avril 1982.
2. D. 1289-82 du 31 mai 1982.

Concernant le Règlement d'application[1] de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, une modification[2] précisait en juillet 1982, que les systèmes de réfrigération de plus de 200 watts devaient être considérés comme une machinerie de bâtiment. Cette modification au champ d'application assûjettissait de la sorte au décret de la construction tous les salariés oeuvrant à l'installation de telles machines, indépendamment du fait que leur employeur soit considéré comme un employeur professionnel de la construction.

Une nouvelle loi a fait son apparition en 1982; il s'agit de la Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire[3], mieux connue sous l'appellation de Corvée-habitation. Cette loi prévoit que les travailleurs et les employeurs de la construction pourront contribuer à un fonds de relance de la construction domiciliaire qui servira à garantir un taux d'intérêt hypothécaire réduit pour une durée de trois ans à tout acheteur de maison neuve. Après entente avec les associations, la contribution des salariés et des employeurs fut établi à 12.5 cents de l'heure chacun. Le gouvernement du Québec et les institutions financières participent également à ce fonds.

---

1. L.R.Q., c. R-20, r.1.
2. D. 1688-82 du 7 juillet 1982.
3. Projet de loi no 82 sanctionné le 23 juin 1982.

Enfin, en ce qui concerne le Règlement sur le placement des salariés de l'industrie de la construction[1], il faut d'abord signaler que pour la première fois depuis 1978, l'Office a procédé le 1er mars 1982, à un véritable renouvellement des certificats de classification[2]. Comme le but du règlement est d'assurer une certaine sécurité d'emploi aux salariés de la construction selon l'ancienneté et ce, en ajustant l'offre à la demande de main-d'oeuvre, seulement 88 000 des 120 000 détenteurs ont vu leur certificat de classification renouvelé[3]. Puis, en août 1982, le Règlement sur le placement a été modifié[4]. Parmi les principaux changements, on note la disparition de la classification "temporaire", la possibilité pour un ancien salarié régulier de faire un retour dans l'industrie après une absence de 5 ans et finalement l'inscription sur une liste de réserve prioritaire des détenteurs de certificat non renouvelé ainsi que des diplômés des métiers de la construction.

---

1. L.R.Q., c. R-20, r.10.
2. Les précédents renouvellements permettaient aux détenteurs non renouvelés selon les critères du règlement d'obtenir quand même, sur demande, leur certificat de classification.
3. Signalons que sur les 32 000 salariés dont le certificat n'a pas été renouvellé, 22 000 n'avaient effectué aucune heure de travail dans l'industrie de la construction au cours des deux dernières années.
4. D. 1946-82 du 25 août 1982.

## 2. LES EMPLOYEURS

L'industrie de la construction se distingue des autres secteurs de l'économie par certaines caractéristiques qu'il est nécessaire de connaître pour mieux comprendre l'évolution que suit cette industrie. En fait, l'aptitude principale exigé aux entrepreneurs pour oeuvrer sur les chantiers de construction est certes l'adaptabilité.

Une première constatation sur ce secteur de l'économie est que son produit n'est pas fabriqué en un endroit unique comme dans le cas du secteur manufacturier mais qu'au contraire son lieu de travail est temporaire. Le produit n'est donc pas fabriqué en usine pour être ensuite acheminé au demandeur, mais est fabriqué sur place. Aussi, est-il nécessaire pour l'entrepreneur d'être mobile, c'est-à-dire de se déplacer d'un chantier à l'autre au gré des demandes des donneurs d'ouvrages.

Une autre des caractéristiques importantes de cette industrie est l'unicité du bien produit, contrairement aux

autres secteurs industriels dont chaque produit est fabriqué selon un même modèle. En somme, chaque chantier est unique en raison des exigences particulières des maîtres d'oeuvre. De plus, le chantier se modifie physiquement dans le temps et par conséquent les besoins en main-d'oeuvre également, au fur et à mesure que les travaux franchissent des stades donnés de réalisation. Le cours de la vie d'un chantier se caractérise donc par un roulement de la main-d'oeuvre qui y travaille ainsi que par une mutation constante de son aspect.

Les agents de l'industrie ont donc dû s'adapter à cette mixité en se dotant d'une structure particulière d'organisation. Aussi on retrouve dans l'industrie deux grands types d'entrepreneurs, soit les entrepreneurs généraux et les entrepreneurs spécialisés. Le premier groupe d'entrepreneurs est celui qui habituellement supervise l'ensemble des travaux, en effectue une partie, et en confie l'autre à des sous-traitants ou entrepreneurs spécialisés.

Par ailleurs, l'entrepreneur de construction doit également affronter deux types de variabilité, soit cyclique et saisonnière, qui affectent son activité. Saisonnière, car les travaux s'effectuent souvent en plein air et que par conséquent on assiste à une décélération marquée de l'activité durant les mois d'hiver et à une remontée à la fin du printemps. Cyclique, en raison de la grande vola-

tilité des dépenses d'investissements ce qui se traduit par d'importantes fluctuations du volume total d'activité, selon les années.

De plus, l'entrepreneur doit également s'adapter aux nombreux changements technologiques tant au niveau des produits utilisés, de l'équipement disponible que des nouveaux concepts de production comme par exemple la préfabrication. Le recours à ces nouvelles technologies est cependant entravé, entre autres, par la très grande variété des travaux ainsi que l'instabilité cyclique et saisonnière qui joue sur le volume d'activité.

## 2.1 Type et dimension des entreprises

Après deux ans de relative stabilité où l'activité dans l'industrie de la construction avoisina les 100 millions d'heures travaillées, 1982 s'avéra une année de très forte récession pour l'industrie de la construction . En effet, le niveau d'activité réalisé en 1982 fut de plus du quart inférieur à celui de 1981. Cette décroissance de l'activité devait bien évidemment s'accompagner d'une diminution

substantielle des effectifs chez les employeurs en construction, comme nous pouvons d'ailleurs le vérifier au tableau 2-1.

Tableau 2-1

Nombre d'employeurs actifs* selon certains groupes

1981-1982

| Groupe | 1981 Nombre | 1981 % | 1982 Nombre | 1982 % |
|---|---|---|---|---|
| Travaux généraux | 4 014 | 27,8 | 3 482 | 27,7 |
| Charpenterie-menuiserie | 1 756 | 12,2 | 1 440 | 11,4 |
| Electricité | 1 731 | 12,0 | 1 588 | 12,6 |
| Excavation | 1 091 | 7,6 | 944 | 7,5 |
| Tuyauterie | 1 092 | 7,6 | 1 007 | 8,0 |
| Maçonnerie | 934 | 6,5 | 807 | 6,4 |
| Peinture | 812 | 5,6 | 733 | 5,8 |
| Autres | 2 990 | 20,7 | 2 594 | 20,6 |
| Total | 14 423 | 100,0 | 12 595 | 100,0 |

* n'incluant pas les artisans.

Source: OCQ, mai 1983

Ainsi, les employeurs qui furent actifs dans la construction au cours de 1982 ne sont plus qu'au nombre de 12 595, soit 1 828 de moins qu'au cours de la précédente année. Cette décroissance de 13% du nombre d'entrepreneurs s'inscrit dans la tendance à la contraction du bassin d'employeurs actifs dans la construction que l'on observe depuis 1977. Il s'agit néanmoins de la plus forte baisse à être

enregistrée depuis cette date. En 1982, le nombre total d'entreprises actives dans la construction est maintenant de 23% inférieur à celui de 1977.

Par ailleurs, nous ne comptabiliserons plus dorénavant les artisans dans le groupe des employeurs étant donné que par les derniers amendements apportés au Règlement sur la tenue d'un registre et la transmission d'un rapport mensuel, le 2 février 1983 rétroactivement au 1er août 1982, l'artisan n'est plus tenu de remplir ces obligations. Les données statistiques concernant les artisans ne sont donc plus dès lors d'une grande signification. Toutefois, ceci n'affecte pas nos comparaisons, car les artisans ont également été exclus des années antérieures.

A la lumière de l'évolution des différents secteurs de la construction, on peut comprendre cette décroissance du groupe des employeurs en 1982. La forte baisse d'activité dans la construction a surtout été observée du côté résidentiel où la faiblesse de la demande de logements s'est évidemment traduite par une chute drastique de la production. Etant donné que les entrepreneurs qui oeuvrent dans le secteur domiciliaire sont règle générale

de petite taille, ils ne peuvent donc que difficilement affronter cette situation. D'autre part, du côté de la construction non-résidentielle, l'activité de ce secteur a également considérablement chuté. Cependant, les entrepreneurs actifs dans ce secteur sont de par leur taille plus grande, davantage suceptibles de s'adapter aux fluctuations de la demande.

Ainsi, on constate que toutes les catégories d'employeurs subissent des diminutions d'effectifs en 1982, diminutions non pas homogènes cependant. La plus forte diminution d'effectifs est observée dans le groupe des entrepreneurs en charpenterie-menuiserie, soit une baisse de 18% par rapport à l'an dernier, ce qui modifie évidemment leur importance au sein de l'ensemble des entrepreneurs de construction. Par ailleurs, les groupes d'entrepreneurs les moins touchés par la baisse d'activité sont les entrepreneurs en électricité, en tuyauterie et en peinture qui n'enregistrent qu'une diminution de 7% à 10%.

La répartition régionale des employeurs s'est pour sa part modifiée progressivement depuis 1978. En fait, avec la baisse continue d'activité observée dans l'industrie de la construction depuis cette époque on assiste parallèlement à une concentration des employeurs dans la région de Montréal. Alors qu'en 1978 les employeurs de la

grande région de Montréal ne regroupaient que 53% de l'ensemble des employeurs de la construction, ils représentent en 1982, 58% de ceux-ci. Cette concentration s'effectue évidemment au détriment des autres régions mais non pas d'une en particulier.

Les employeurs de l'industrie de la construction viennent de traverser une année particulièrement ardue puisque comme nous l'avons vu, leurs effectifs ont baissé de 13%. La décroissance de l'activité ne fut cependant pas uniforme sur l'ensemble du territoire, si bien que dans des régions comme le Saguenay-Lac St-Jean, La Côte-Nord, le Nord-Ouest québécois, la Mauricie-Centre du Québec et l'Est du Québec, le nombre d'employeur a diminué d'environ 20%. La région montréalaise de son côté a subi des pertes moindres puisqu'en 1982, 7 270 entreprises furent actives dans l'industrie, soit 10% de moins que l'année précédente. La seule région où le nombre d'employeurs se soit stabilisé est la région de l'Outaouais, laquelle région ne connaît qu'une baisse de 3% du nombre de ses employeurs, tout en ayant quand même subit une décroissance de 25% de son niveau d'activité en 1982.

Tableau 2-2

Répartition des principaux groupes d'employeurs

selon le nombre moyen de salariés, 1982

| Groupe | Nombre moyen de salariés | | | | | | | | Moyenne du nombre de salariés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 5 | 6 à 10 | 11 à 25 | 26 à 50 | 51 à 100 | 101 à 200 | 201 à 500 | 500 à plus | |
| Travaux généraux | 2 342 | 335 | 202 | 55 | 31 | 12 | 4 | 1 | 5,5 |
| Charpenterie-menuiserie | 1 335 | 66 | 24 | 7 | 5 | - | 3 | - | 3,3 |
| Electricité | 1 365 | 116 | 66 | 27 | 10 | 2 | 1 | 1 | 4,6 |
| Excavation | 794 | 90 | 44 | 12 | 3 | 1 | - | - | 3,9 |
| Tuyauterie | 809 | 95 | 60 | 26 | 10 | 7 | - | - | 5,7 |
| Maçonnerie | 697 | 64 | 32 | 11 | 3 | - | - | - | 3,6 |
| Peinture | 667 | 46 | 16 | 4 | - | - | - | - | 2,8 |
| Autres | 2 105 | 234 | 172 | 55 | 18 | 6 | 4 | - | 5,4 |
| Total | 10 614 | 1 046 | 616 | 197 | 80 | 28 | 12 | 2 | 4,7 |
| En % | 84,3 | 8,3 | 4,9 | 1,6 | 0,6 | 0,2 | 0,1 | - | - |

Source: OCQ, mai 1983

Le fait que l'importante baisse d'activité enregistrée en 1982 se soit traduite par une si forte décroissance du nombre des entrepreneurs qui oeuvrent dans la construction s'explique par la petite

taille des entreprises de construction. En effet, pour les petites entreprises, la baisse de l'activité s'est traduite par l'abandon des affaires tandis que pour les plus grosses, par une contraction du chiffre d'affaires et donc de l'emploi. Aussi, d'année en année, la répartition des employeurs selon leur taille est relativement stable, la proportion d'entrepreneurs ayant à leur emploi moins de 5 salariés en moyenne avoisine toujours les 85%. En somme, les mutations que nous avons observées chez les employeurs en 1982 face à la récession, témoignent de l'adaptabilité de leur organisation.

Ceci se vérifie également toujours au tableau 2-2 par le nombre moyen de salariés à l'emploi d'un entrepreneur. Celui-ci était de 5,2 salariés en 1981 et est passé à 4,7 en 1982. On y constate de plus, que le nombre moyen de salariés varie selon le type d'entreprise. Ainsi, les entrepreneurs généraux emploient en moyenne 5,5 salariés soit davantage que l'ensemble de l'industrie, et constituent de plus le groupe numériquement le plus important avec 3 482 entrepreneurs.

Pour leur part, les entrepreneurs spécialisés embauchent en moyenne 4,4 salariés. Certains types d'entreprises se démarquent cependant largement de la moyenne de l'industrie. C'est le cas notamment des chaudronniers (17), des mécaniciens d'ascenseurs (21) et des monteurs de lignes (58).

On peut d'ailleurs constater que le nombre d'entreprises qui emploient en moyenne plus de 100 salariés est passé de 58 en 1981 à 42 en 1982. En fait, les entreprises plus spécifiquement attachées au secteur de la construction non-résidentielle sont de plus grande taille que la moyenne des entreprises. Or, l'activité de ce secteur s'est dégradée tout au long de 1982, les travaux en cours tirant à leur fin, sans que de nouveaux contrats d'importance ne viennent redresser la situation. L'annexe 11 de ce document présente la liste de ces entreprises de même que de l'information sur la région de leur siège social, leur spécialité et le nombre maximum de salariés à leur emploi.

La lecture du tableau 2-3 nous confirme l'importance du groupe des entrepreneurs généraux au sein de l'industrie de la construction. On y constate que le tiers des heures travaillées et des salaires versés dans la construction l'ont été à l'emploi d'un entrepreneur général. De plus, près de la moitié des heures payées à taux majorés sont attribuables à ce groupe. Néanmoins,

Tableau 2-3

Répartition des employeurs selon les heures travaillées

et les salaires versés, 1982

(en millions)

| Groupe | Nombre d'entreprises | Heures régulières | Heures demies | Heures doubles | Heures totales | Salaires versés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Travaux généraux | 3 482 | 22,6 | 0,4 | 1,1 | 24,1 | 378,9 |
| Charpenterie-menuiserie | 1 440 | 4,6 | - | - | 4,7 | 68,1 |
| Electricité | 1 588 | 9,9 | - | 0,4 | 10,3 | 169,1 |
| Excavation | 944 | 4,0 | - | 0,1 | 4,2 | 61,7 |
| Tuyauterie | 1 007 | 7,9 | - | 0,4 | 8,3 | 138,6 |
| Maçonnerie | 807 | 2,6 | - | - | 2,7 | 38,7 |
| Peinture | 733 | 1,9 | - | - | 1,9 | 26,8 |
| Autres | 2 594 | 16,1 | 0,1 | 0,6 | 16,8 | 276,0 |
| Total | 12 595 | 69,6 | 0,7 | 2,7 | 73,0 | 1 157,9 |
| En % | - | 95,3 | 1,0 | 3,7 | 100,0 | - |

Source: OCQ, mai 1983

leur importance relative en terme d'activité au sein de l'industrie a diminué en raison des difficultés qu'a connu le secteur domiciliaire en 1982, secteur auquel de nombreux entrepreneurs généraux sont associés.

Les maîtres électriciens ainsi que les maîtres mécaniciens en tuyauterie, quoique également affectés par la récessions, réussissent tout de même à accroître leur part des heures travaillées dans l'industrie de la construction. Ainsi en 1981, ils ont réalisé 21,6 millions d'heures, soit 23% de l'activité totale. En 1982, ce sont maintenant 26% des heures qui sont travaillées par ces entrepreneurs soit 17,8 millions d'heures.

Les heures supplémentaires effectuées dans l'industrie de la construction ont presque diminué de moitié par rapport à l'an dernier. Cette décroissance est reliée en majeure partie au ralentissement des travaux à la Baie James, où les heures supplémentaires ont été réduites de 75% entre 1981 et 1982. Que ce soit chez les entrepreneurs généraux ou chez les entrepreneurs spécialisés, on observe une réduction substantielle des heures à taux majorés et aucune exception à la règle n'est observée.

Un autre indicateur de la petite taille des entreprises qui oeuvrent dans la construction est que, comme nous le constatons au tableau 2-4, près de 60% des entrepreneurs en construction versent annuellement en salaire moins de 25 000$. Les entreprises de moyenne importance dont la masse salariale versée en 1982 se situe entre 25 000$ et 100 000$, représentent pour leur part 27%

de l'ensemble des entrepreneurs. A l'opposé, seulement 162 employeurs, soit 1,3% versent plus d'un million $ en salaire.

Tableau 2-4

Répartition des entreprises de construction selon les tranches de salaires versés

1982

| Tranches de salaires | Nombre d'entreprises | Répartition en % |
|---|---|---|
| Moins de 25 000$ | 7 329 | 58,2 |
| 25 000$ à 50 000$ | 1 999 | 15,9 |
| 50 001$ à 100 000$ | 1 399 | 11,1 |
| 100 001$ à 200 000$ | 863 | 6,9 |
| 200 001$ à 500 000$ | 622 | 4,9 |
| 500 001$ à 1 000 000$ | 221 | 1,8 |
| plus de 1 000 000$ | 162 | 1,3 |
| Total | 12 595 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983

## 2.2. Statut juridique

La petite taille des entrepreneurs est également décelable à partir du statut juridique des employeurs dont la répartition est présentée au tableau 2-5. Ainsi, 16% des entreprises sont à propriétaire unique mais leur importance est toutefois minime en terme de salaires versés dans la construction, soit 2,5% de la masse salariale totale. La forme d'organisation la plus courante demeure la société (ou corporation) qui regroupe 63% des entreprises et versent près de 90% de la masse salariale de l'industrie de la construction. L'importance des entreprises à propriétaire unique a diminué fortement ces dernières années en raison notamment comme nous l'avons mentionné, du changement de statut de l'artisan. La faiblesse qu'accusa tout au long de l'année le secteur domiciliaire n'est évidemment pas étrangère à cette situation. Par ailleurs, les entrepreneurs fonctionnent de plus en plus sous le statut de société pour se prémunir des risques occasionnés par la conjoncture difficile.

Tableau 2-5

Répartition des entreprises de construction
selon le statut juridique
1982

| Statut | Entreprises | | Salaires | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Répartition | $(millions) | Répartition |
| Propriétaire unique | 2 031 | 16,1% | 28,7 | 2,5% |
| Nom collectif | 2 549 | 20,2% | 71,6 | 6,2% |
| Société | 7 971 | 62,9% | 1 036,6 | 89,5% |
| Co-entreprise | 16 | 0,1% | 17,5 | 1,5% |
| Inconnu | 82 | 0,7% | 3,5 | 0,3% |
| Total | 12 595 | 100,0% | 1 157,9 | 100,0% |

Source: OCQ, mai 1983

## 2.3 Mobilité interrégionale

La mobilité est comme nous l'avons relevé au début du chapitre, une nécessité pour l'employeur compte tenu du caractère temporaire des chantiers de construction. Comme nous le constatons à la lecture du tableau 2-6, 22% des entrepreneurs actifs dans la construction obtiennent des contrats en dehors de la région de leur siège social.

Tableau 2-6

Répartition des employeurs selon le nombre de régions travaillées, certains groupes, 1982

| Groupe | Lieu de travail | | | | | | Nombre d'entreprises |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Leur région exclusivement | Leur région et | | | Autres régions seulement | | |
| | | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | |
| Travaux généraux | 2 615 | 542 | 87 | 70 | 109 | 34 | 25 | 3 482 |
| Charpenterie-menuiserie | 1 164 | 213 | 10 | 7 | 37 | 5 | 4 | 1 440 |
| Electricité | 1 283 | 234 | 17 | 18 | 27 | 1 | 8 | 1 588 |
| Excavation | 723 | 133 | 17 | 13 | 39 | 7 | 12 | 944 |
| Tuyauterie | 782 | 157 | 17 | 17 | 27 | 5 | 2 | 1 007 |
| Maçonnerie | 675 | 95 | 4 | 4 | 20 | 5 | 4 | 807 |
| Peinture | 596 | 93 | 8 | 8 | 26 | - | 2 | 733 |
| Autres | 1 933 | 399 | 58 | 67 | 96 | 18 | 23 | 2 594 |
| Total | 9 771 | 1 866 | 218 | 204 | 381 | 75 | 80 | 12 595 |

Source: OCQ, mai 1983

Pour certains groupes cependant, tels les entreprises spécialisées dans le montage d'acier de structure, dans l'érection d'armature de béton, ou dans l'érection de lignes de transmission ou de distribution, la proportion d'entrepreneurs qui oeuvrent en dehors de leur région se situe aux alentours de 50%. En somme, c'est généralement pour les entrepreneurs actifs dans la construction non résidentielle que la nécessité d'être mobile se fait le plus sentir. Le secteur des travaux de génie en est un très bon exemple.

## 3. LES SALARIÉS

Comme nous avons pu le constater précédemment, l'industrie de la construction se distingue sous plusieurs aspects de l'ensemble des autres secteurs de l'industrie. Au nombre de ceux-ci rappelons notamment l'absence d'uniformité du milieu de travail et le caractère cyclique et saisonnier des travaux de construction.

Les conséquences de ces particularités de l'industrie sur le marché de l'emploi sont loin d'être négligeables. En premier lieu, le caractère cyclique de l'activité handicape fortement la permanence des emplois dans la construction et se traduit notamment par un roulement très élevé de la main-d'oeuvre. En second lieu, le caractère saisonnier des travaux, largement imputable à la rigueur de notre climat, impose à une large fraction de la main-d'oeuvre une période d'inactivité forcée au cours des mois d'hiver. Finalement, le salarié de l'industrie est appelé à être mobile, sa contribution sur un chantier ne constituant qu'une étape dans la réalisation d'un projet de construction. Il est donc sujet à un type de chômage propre à l'industrie: le chômage interchantier.

Nous vous présentons, au cours de ce chapitre, les principales caractéristiques de la main-d'oeuvre de l'industrie québécoise de la construction. Nous aborderons tour à tour les indicateurs d'activité, soit l'emploi et les heures travaillées, la répartition des salariés selon le statut professionnel, la durée de l'emploi, la mobilité des travailleurs, les salaires et les avantages sociaux.

## 3.1 Les indicateurs d'activité: emploi et heures travaillées

Les heures travaillées au cours d'une période donnée constituent le meilleur indicateur d'activité dans l'industrie de la construction, étant directement relié au volume de construction réalisé au cours de cette période.

On a pu assister, en 1982, à une chute record d'activité dans l'industrie de la construction. Le nombre total d'heures travaillées est en effet passé de 101,5 millions en 1981 à 73,6 millions en 1982, une baisse de 27%. Tous les secteurs ont participé à cette baisse d'activité quoique celle-ci ait particulièrement affecté les secteurs de la construction domiciliaire et des travaux de génie.

La répartition de ces heures selon les régions de travail permet de constater que cette diminution d'activité n'a épargné aucune région. On notera tout particulièrement la chute des heures travaillées à la Baie-James puisqu'on y a enregistré 3,4 millions d'heures en 1982 comparativement à 10 millions en 1981. Cette diminution est en grande partie responsable de la baisse des activités dans le secteur des travaux de génie. Le secteur de la construction domiciliaire connait également une année très difficile, ce dont témoigne le niveau anémique de nouvelles mises en chantier au cours de l'année. Finalement, le secteur de la construction de bâtiments non résidentiels ne doit qu'à la fin du boom de construction d'immeubles à bureaux, au centre-ville de Montréal, le fait de connaître une diminution d'activité moindre que pour les deux autres secteurs.

Compte tenu de cette forte baisse du nombre d'heures travaillées en 1982, il n'est pas surprenant que le niveau de l'emploi ait lui aussi chuté. Le total de 77 864 salariés actifs en 1982 représente en effet une baisse de 18,3% du nombre de salariés par rapport à 1981. Cette diminution équivaut à une baisse de plus de 17 000 du nombre de salariés actifs en 1982 et témoigne de façon éloquente de l'ampleur de la perte d'emploi dans le secteur de la construction.

Cette baisse de l'emploi a touché tous les secteurs, mais plus particulièrement les métiers plus spécifiquement reliés à la construction résidentielle et aux travaux de génie. Parmi ceux les plus affectés par cette baisse de l'emploi notons les mécaniciens de machines lourdes (-48%), les poseurs de revêtement souple (-27%), les ferrailleurs (-27%), les opérateurs d'équipement lourd (-24%) et les charpentiers-menuisiers (-21%). Les métiers pour lesquels on enregistre les diminutions les moins importantes sont ceux plus directement reliés à la construction de bâtiments non résidentiels: mécanicien d'ascenseurs (+5%), seul métier pour lequel on enregistre une hausse de l'emploi, serrurier en bâtiment (-5%), chaudronnier (-7%), ferblantier (-8%) et tuyauteur (-9%).

Chez les salariés non qualifiés, les baisses d'emploi les plus importantes sont enregistrées chez les conducteurs de camion (-49%), les manoeuvres (-25%) et les soudeurs (-25%). Par contre, les emplois plus spécifiquement reliés à la construction de lignes de transport d'énergie enregistrent une augmentation de 10% à 20%.

La lecture du tableau T-1, en annexe de ce document, permet également de constater que cette diminution de l'emploi n'épargne aucune des régions. Au nombre de celles les plus touchées par cette diminution, on remarque le Nord-Ouest québecois (-33%), l'Est du Québec (-31%), le Saguenay-Lac St-Jean (-27%), l'Estrie (-26%)

et la Côte-Nord (-26%). Ce sont là des régions plus spécifiquement orientées vers le secteur primaire, les mines notamment, qui ont été durement touchées par la récession. A l'opposé, le nombre de salariés actifs résidant dans la grande région de Montréal n'a diminué que de 13,9% en 1982. La proportion des salariés actifs résidant dans cette région s'est donc accrue de nouveau passant à 55% du total de la main-d'oeuvre active.

Un dernier indicateur de l'évolution conjoncturelle est celui des heures supplémentaires. D'ordinaire, celles-ci augmentent en période d'expansion et diminuent en période de récession. 1982 ne fait pas exception à la règle: 3,3 millions d'heures supplémentaires ont été enregistrées en 1982 comparativement à 6,4 en 1981, une baisse de près de 50%. C'est à la Baie James que cette diminution s'est faite particulièrement évidente puisque le nombre d'heures supplémentaires effectuées sur ce territoire a diminué de 2,7 millions d'heures en 1981 à 0,7 million d'heures en 1982.

## 3.2 Statut professionnel des salariés de la construction

La main-d'oeuvre de l'industrie de la construction se divise en deux grands groupes. Les salariés qualifiés, d'un côté, voient la pratique de leur métier réglementée par la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre[1]. Cette Loi définit notamment la juridiction des métiers, le mode d'admission des candidats et les règles de qualification et de rémunération des apprentis[2]. Ce groupe comprend les compagnons qui détiennent un certificat de qualification ou une attestation d'expérience et les apprentis qui possèdent un carnet d'apprenti pour l'un de ces métiers. Les salariés non qualifiés regroupent, d'autre part, tous les autres salariés qui occupent des emplois particuliers à l'industrie de la construction.

---

1. L.R.Q., c. F-5.
2. Pour plus de détails, dont la liste des 23 métiers concernés par cette loi, le lecteur consultera l'annexe I.

Tableau 3-1

Répartition des salariés actifs dans la construction selon la région de domicile et le statut professionnel, 1982

| Région | Salarié qualifié | | | Salarié non qualifié | Total | En % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnon | Apprenti | Total | | | |
| (Grd Mtl)[1] | (25 260) | (5 727) | (30 987) | (12 006) | 42 993 | 55,2% |
| Mtl métro. | 15 717 | 3 583 | 19 300 | 7 951 | 27 251 | 35,0% |
| Québec | 8 186 | 1 513 | 9 699 | 3 675 | 13 374 | 17,2% |
| Autres[2] | 12 038 | 2 556 | 14 594 | 6 903 | 21 497 | 27,6% |
| Total | 45 484 | 9 796 | 55 280 | 22 584 | 77 864 | 100,0% |
| En % | 58,4 | 12,6 | 71,0 | 29,0 | 100,0 | |

1. Comprend les régions de Montréal, nord de Montréal et sud de Montréal.
2. Comprend l'ensemble de la province sauf les régions de Montréal et Québec.

Source: OCQ, mai 1983

Le nombre de salariés actifs en 1982, c'est-à-dire ayant travaillé au moins une heure dans l'industrie au cours de cette période, s'est élevé à 77 864. Les groupes des salariés qualifiés et non qualifiés comptaient respectivement 55 280 et 22 584 individus. Avec 71,0% du total des effectifs, la proportion des salariés qualifiés s'est accrue de nouveau, puisqu'elle se situait à 70,3% en 1981. La baisse sensible des effectifs à la Baie James en 1982 explique en grande partie cette progression, puisque les salariés non qualifiés sont proportionnellement plus nombreux à travailler sur ce chantier.

Les compagnons représentaient en 1982 82,2% de la main-d'oeuvre qualifiée, soit 58,4% du total des salariés de l'industrie, comparativement à 57,2% en 1981. Le groupe des apprentis voyait au contraire son importance diminuer, notamment par rapport au groupe des compagnons, puisqu'il ne représentent plus, en 1982, que 17,8% du total de la main-d'oeuvre qualifiée, comparativement à 18,6% en 1981. Ce phénomène s'explique essentiellement par la baisse de l'embauche résultant de la conjoncture difficile que connaît l'industrie depuis le milieu de 1981.

Depuis 1978, date d'entrée en vigueur du Règlement de placement dans l'industrie, la physionomie de la main-d'oeuvre dans l'industrie s'est transformée considérablement et 1982 a vu se poursuivre les tendances amorcées depuis cette date. Au nombre de celles-ci on notera que la proportion des salariés non qualifiés est passée de 40% à moins de 30% au cours de cette période. Cette évolution a été accompagnée par l'accroissement du nombre moyen d'heures travaillées par les salariés de ce groupe, consécutif à l'adoption du Règlement de placement, alors que cette moyenne n'a que très peu varié dans le cas des salariés qualifiés, pour lesquels les conditions d'accès étaient déjà r glementées.

Les apprentis ont également vu leur nombre diminuer de façon importante au cours de cette période, puisque leur proportion relative

est passée de 23,6% du total des salariés qualifiés en 1977 à 17,8% en 1982. Toutefois, il faut voir là davantage les effets de la baisse des heures travaillées dans l'industrie au cours des dernières années que les effets du Règlement de placement puisque la moyenne des heures travaillées par cette catégorie de salariés n'a guère été modifiée par l'adoption de ce règlement. On peut donc prévoir que cette proportion augmentera au moment où l'industrie connaîtra une nouvelle phase de croissance.

Tableau 3-2

Répartition des salariés qualifiés selon le métier et le statut professionnel, 1982

| Métier | Compagnon | Apprenti | Total | Importance relative |
|---|---|---|---|---|
| Charp.-menuisier | 12 708 | 2 363 | 15 071 | 27,3% |
| Electricien | 6 608 | 1 988 | 8 596 | 15,6% |
| Tuyauteur | 5 266 | 1 553 | 6 819 | 12,3% |
| Opér. éq. lourd | 3 702 | 294 | 3 996 | 7,2% |
| Peintre | 2 435 | 539 | 2 974 | 5,4% |
| Briqueteur-maçon | 2 124 | 532 | 2 656 | 4,8% |
| Autres métiers | 12 641 | 2 527 | 15 168 | 27,4% |
| Total | 45 484 | 9 796 | 55 280 | 100,0% |

Source: OCQ, mai 1983

Ces variations ainsi que celles de l'emploi, notées précédemment, ne modifient guère l'importance relative des principaux métiers. Les six plus importants demeurent toujours les charpentiers-menuisiers (27,3%) suivis des électriciens (15,6%), des tuyauteurs (12,3%), des opérateurs d'équipement lourd (7,2%), des peintres (5,4%) et des briqueteurs-maçons (4,8%). Ces six métiers, ainsi qu'on peut le constater au tableau 3-2, regroupent plus de 70% du total des salariés qualifiés. Du côté des salariés non qualifiés, les manoeuvres et manoeuvres spécialisés représentent toujours la majeure partie des effectifs, soit environ 58% du total des salariés non qualifiés.

## 3.3 Durée du travail

La caractéristique la plus frappante du marché de l'emploi dans le secteur de la construction est sans contredit le caractère temporaire d'une fraction importante des emplois.

Les statistiques présentées au tableau 3-3 permettent de constater, tout d'abord, l'importance du nombre de salariés qui travaillent moins de 500 heures au cours de l'année. Ces salariés, au nombre de 23 035, forment 29,6% du total de la main-d'oeuvre de l'industrie. à l'opposé, les salariés ayant travaillé plus de 1 500 heures au cours de l'année, c'est-à-dire ayant travaillé de façon continue

Tableau 3-1

Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le niveau d'heures travaillées dans la construction, 1980, 1981, 1982.

| Statut professionnel / Niveau d'heures | Moins de 500 | 500 à 999 | 1 000 à 1 499 | 1 500 à 1 999 | 2 000 ou plus | Total | Moyenne annuelle des heures |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | | | | | | | |
| . nombre | 11 707 | 11 692 | 10 329 | 10 356 | 1 400 | 45 484 | 1 003 |
| . pourcentage | 25,7% | 25,7% | 22,7% | 22,8% | 3,1% | 100,0% | |
| Apprentis | | | | | | | |
| . nombre | 3 568 | 2 875 | 1 879 | 1 385 | 89 | 9 796 | 802 |
| . pourcentage | 36,4% | 29,4% | 19,2% | 14,1% | 0,9% | 100,0% | |
| Autres salariés | | | | | | | |
| . nombre | 7 760 | 5 622 | 4 555 | 3 629 | 1 018 | 22 584 | 890 |
| . pourcentage | 34,4% | 24,9% | 20,2% | 16,1% | 4,5% | 100,0% | |
| Total 1982 | | | | | | | |
| . nombre | 23 035 | 20 189 | 16 763 | 15 370 | 2 507 | 77 864 | 945 |
| . pourcentage | 29,6% | 25,9% | 21,5% | 19,7% | 3,2% | 100,0% | |
| Total 1981 | | | | | | | |
| . nombre | 21 930 | 22 541 | 22 633 | 23 687 | 4 453 | 95 244 | 1 065 |
| . pourcentage | 23,0% | 23,7% | 23,8% | 24,9% | 4,7% | 100,0% | |
| Total 1980 | | | | | | | |
| . nombre | 23 256 | 24 888 | 23 790 | 21 133 | 4 252 | 97 319 | 1 028 |
| . pourcentage | 23,9% | 25,6% | 24,4% | 21,7% | 4,4% | 100,0% | |

Source: OCQ, mai 1983

ou quasi continue ne forment que 22,9% de la main-d'oeuvre. C'est dire que sur 4 salariés actifs dans la construction au cours de 1982, 3 ont connu une période de chômage plus ou moins longue au cours de l'année.

La moyenne des heures travaillées par salarié constitue une autre preuve du caractère temporaire de beaucoup

d'emplois dans l'industrie. Celle-ci s'établit à 945 heures en 1982 et correspond grosso modo à six mois de travail à temps plein au cours de l'année. Cette moyenne est très inférieure à celle de 1981 alors que celle-ci s'était établie à 1 066 heures. Cette diminution du nombre moyen d'heures travaillées par salarié explique pourquoi l'emploi n'a pas diminué dans la même proportion que les heures travaillées.

La moyenne d'heures travaillées selon le statut professionnel révèle les même tendances que par les années passées. La moyenne des heures travaillées par les compagnons est à nouveau supérieure à celle des autres salariés, mais ne s'établit qu'à 1 003 heures, une baisse de 150 heures par rapport à 1981. Celle des apprentis se chiffre à 802 heures en baisse d'environ 80 heures par rapport à 1981, tandis que celle des salariés non qualifiés se retrouve à 890, ce qui représente une diminution d'une centaine d'heures par rapport à 1981.

Dans ce dernier cas, la moyenne des heures travaillées constitue une preuve tangible de l'efficacité du Règlement de placement pour cette catégorie de salariés puisque, malgré la conjoncture difficile, cette moyenne était, en 1982, environ 10% plus élevée qu'elle ne l'était avant l'application de ce Règlement, en 1978. L'accès aux

métiers exigeant un certificat de qualification étant déjà règlementé avant l'adoption du Règlement de placement, il était cependant prévisible que la moyenne des heures travaillées des salariés qualifiés soit inférieure aux résultats du début des années 1970.

On peut également avoir une idée du caractère temporaire de la plupart des emplois dans l'industrie en consultant le tableau 3-4, où nous trouvons une répartition des salariés en fonction du nombre de mois de travail dans l'industrie au cours de 1982. On y constate notamment que le nombre de salariés ayant été actifs au moins dix mois en 1982 ne s'établit qu'à 34,6% du nombre total des salariés, soit à peine plus du tiers des effectifs. Ces derniers se partagent toutefois plus de 57% de la masse salariale versée par les entrepreneurs aux salariés de la construction. A l'opposé, plus de 26% des salariés n'ont été actifs que quatre mois ou moins, tout en ne recueillant que moins de 7% de la masse salariale. Par rapport à 1981, on enregistre une nette progression du nombre de ces salariés, puisque la proportion des salariés actifs ayant travaillé moins de quatre mois dans l'industrie en 1981 ne représentait que 4,3% du total

des salariés. Comme nous le verrons par la suite, cette situation est en grande partie imputable à la forte baisse du volume de l'emploi en 1982.

Tableau 3-4

Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail dans l'industrie de la construction, en 1982

| Nombre de mois | Nombre de salariés | Moyenne des heures travaillées | Moyenne des salaires | Pourcentage des salariés | Pourcentage de la masse salariale |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 5 065 | 60,9 | 529 | 6,5 | 0,4 |
| 2 | 5 033 | 172,1 | 2 648 | 6,5 | 1,1 |
| 3 | 5 119 | 308,9 | 4 789 | 6,6 | 2,1 |
| 4 | 5 586 | 437,7 | 6 783 | 7,2 | 3,3 |
| 5 | 5 685 | 563,6 | 8 794 | 7,3 | 4,3 |
| 6 | 6 058 | 697,9 | 10 801 | 7,8 | 5,6 |
| 7 | 6 349 | 852,8 | 13 224 | 8,2 | 7,2 |
| 8 | 6 186 | 983,3 | 15 329 | 7,9 | 8,2 |
| 9 | 5 803 | 1 115,3 | 17 471 | 7,5 | 8,7 |
| 10 | 5 534 | 1 279,2 | 20 186 | 7,1 | 9,6 |
| 11 | 6 084 | 1 457,6 | 22 892 | 7,8 | 12,0 |
| 12 | 15 362 | 1 757,8 | 28 451 | 19,7 | 37,6 |
| Total | 77 864 | 944,6 | 14 950 | 100,0 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983

Ce caractère temporaire de la plupart des emplois dans l'industrie paraît toutefois beaucoup moins accentué dans la région de Montréal que dans le reste de la province. Ainsi, alors que la proportion des salariés ayant travaillé au moins dix mois dans l'année en 1982 se chiffrait à 43% pour les salariés domiciliés dans la grande région de Montréal, cette proportion baissait à moins de 25% à l'extérieur de cette région.

De plus, même si, traditionnellement, la moyenne des heures travaillées est plus forte pour les salariés domiciliés dans les grandes régions urbaines qu'elle ne l'est pour les autres régions, cet écart s'est creusé davantage au cours de 1982. Ainsi, les salariés de la région de Montréal voient leur moyenne diminuer à 1 042 heures en 1982, une baisse de 105 heures par rapport à 1981. Ceux de la région de Québec voient diminuer leur moyenne de 990 à 892 heures au cours des mêmes périodes, tandis que les salariés domiciliés dans les autres régions enregistrent une chute de 961 à 784 de leur moyenne d'heures travaillées.

Ce caractère temporaire de la plupart des emplois dans la construction, illustré de façon éloquente par les statis-

tiques sur la moyenne des heures travaillées et la durée de l'emploi s'explique en grande partie par la conjonction de trois facteurs: le chômage saisonnier, le chômage interchantier et le roulement des travailleurs. Nous allons tenter de cerner, au cours des pages qui vont suivre, chacun de ces aspects.

### 3.3.1 Le chômage saisonnier

En se basant sur l'emploi et les heures travaillées selon les mois (Annexe II, tableaux 10 et 11 et tableau 3-5), il nous est possible de cerner l'évolution saisonnière de l'activité de construction et ses conséquences en terme de demande de main-d'oeuvre au cours de l'année. L'examen du nombre d'heures travaillées selon les mois permet de constater que l'activité se concentre au cours des périodes d'été et d'automne. Au cours des mois de mai à octobre, soit 6 mois, il s'est effectué, en 1982, près de 60% du total des heures travaillées. On note également que le nombre d'heures enregistrées au mois d'octobre correspond au double de celui enregistré au mois de décembre. C'est chez les salariés non qualifiés que cette variabilité des heures travaillées selon les mois, mesurée par l'écart entre le mois le plus actif et celui le moins actif, est le plus

Tableau 3-5

Répartition des heures travaillées selon le mois, 1981-1982

(en millions)

| Mois | 1981 | | | 1982 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Heures rég. | Heures sup. | Heures totales | Heures rég. | Heures sup. | Heures totales |
| Janvier | 5,5 | 0,2 | 5,7 | 4,9 | 0,3 | 5,2 |
| Février | 5,6 | 0,3 | 5,9 | 4,9 | 0,3 | 5,2 |
| Mars | 6,3 | 0,3 | 6,6 | 5,0 | 0,3 | 5,3 |
| Avril | 6,8 | 0,4 | 7,2 | 5,0 | 0,2 | 5,2 |
| Mai | 10,1 | 0,6 | 10,7 | 7,2 | 0,3 | 7,5 |
| Juin | 9,3 | 0,6 | 9,9 | 6,4 | 0,3 | 6,7 |
| Juillet | 6,7 | 0,7 | 7,4 | 5,6 | 0,3 | 5,9 |
| Août | 11,3 | 0,8 | 12,1 | 6,8 | 0,3 | 7,1 |
| Septembre | 9,4 | 0,7 | 10,1 | 6,8 | 0,3 | 7,1 |
| Octobre | 10,7 | 0,8 | 11,5 | 7,7 | 0,3 | 8,0 |
| Novembre | 8,1 | 0,5 | 8,6 | 6,0 | 0,2 | 6,2 |
| Décembre | 5,3 | 0,4 | 5,7 | 3,9 | 0,2 | 4,1 |
| Total | 95,1 | 6,4 | 101,5 | 70,2 | 3,3 | 73,6 |
| En % | 93,7 | 6,3 | 100,0 | 95,5 | 4,5 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983.

important, car ceux-ci sont proportionnellement plus nombreux dans le secteur des travaux de génie dont la saisonnalité est très élevé.

Chez les salariés qualifiés, ce sont les apprentis pour lesquels on enregistre les plus fortes variations mensuelles au niveau des heures travaillées, ce qui traduit le

fait que ceux-ci sont proportionnellement moins nombreux que les compagnons à être engagés sur une base permanente. La comparaison des tableaux 10 et 11 permet d'ailleurs de constater que ces variations se font bien davantage chez les apprentis au moyen d'un ajustement du niveau de l'emploi.

Ces variations saisonnières d'activité diffèrent de façon sensible d'un métier à l'autre. Elles sont très faibles pour certains métiers notamment les électriciens, les ferblantiers, les mécaniciens d'ascenseur, les monteurs d'acier de structure, les tuyauteurs et beaucoup plus élevées dans certains autres, en particulier les briqueteurs maçons, les cimentiers applicateurs, les couvreurs, les ferrailleurs, les opérateurs d'équipement lourd et de pelles mécaniques et les peintres. En principe, les métiers du premier groupe enregistrent une moyenne d'heures travaillées plus élevée que celle de l'ensemble des salariés qualifiés, alors que le contraire se produit pour les salariés du second groupe. En 1982, seuls les opérateurs d'équipement lourd font exception à cette règle.

Ces variations saisonnières sont perceptibles au niveau de chacune des régions. De façon générale, on constate que l'activité dans les régions urbaines est légèrement plus stable que dans le reste de la province[1]. C'est le cas notamment pour la région du grand

---

1- Voir à ce sujet le tableau T-15 en annexe de ce document.

Montréal. A la Baie James, par contre, ces fluctuations sont beaucoup plus importantes. Ainsi, les 2/3 des heures enregistrées dans cette région l'ont été au cours des mois de mai à octobre. Ces variations régionales au plan de la saisonnalité des travaux de construction n'expliquent toutefois qu'une très faible part de l'écart entre Montréal et le reste de la province au plan de la moyenne des heures travaillées.

### 3.3.2 Le roulement des salariés

L'industrie de la construction est traditionnellement affectée par un roulement de sa main-d'oeuvre beaucoup plus élevé que dans le cas des autres secteurs industriels. L'année 1982 ne fait pas exception: le taux d'abandon en 1982, c'est-à-dire la proportion des salariés en 1981, n'ayant enregistré aucune heure en 1982 se chiffre à 24%, soit près d'un salarié sur quatre. Le nombre de nouvelles embauches s'établissait pour sa part à 5 173, soit un peu plus de 5% du total de la main-d'oeuvre active en 1981.

L'examen du tableau 3-6 nous permet de constater que l'adoption du Règlement de placement, en 1978, a permis de diminuer de façon notable le roulement des salariés dans l'industrie. Alors que de 1973 à 1978, le taux d'abandon se chiffrait en moyenne de 20% à 28%, il passait au cours des années subséquentes à environ 15% du total de la main-d'oeuvre. Plutôt que d'indiquer un retour à la situation du début des années 1970, le taux d'abandon de 24% atteint en 1982 est davantage le reflet de la conjoncture très difficile qu'a connue l'industrie au cours des derniers mois. On notera d'ailleurs, que le taux d'adhésion de 5,4% enregistré cette année est de loin le plus faible enregistré au cours des dernières années. On s'aperçoit, finalement, que le résultat obtenu en ajoutant les taux d'adhésion et d'abandon en 1982, soit 30%, est semblable à celui des années 1979, 1980 et 1981, tout en étant très inférieur aux résultats obtenus avant l'adoption du Règlement de placement, de l'ordre de 40% à 50%..

Evidemment, un tel roulement de la main-d'eouvre n'est pas sans diminuer la moyenne des heures travaillées par l'ensemble des salariés, puisque la majeure partie de ceux qui quittent ou intègrent l'industrie au cours d'une année n'auront travaillé que quelque mois. En prenant pour exemple l'année 1981, si nous considérons les salariés ayant été actifs, non seulement au cours de cette période, mais également au cours de 1980 et 1982, de façon à exclure les arrivées et

Tableau 3-6

Mouvement des salariés de la construction, 1973-1982

| | | |
|---|---|---|
| Salariés actifs en 1973 | | 147 179 |
| départs en 1973 | 37 237 | |
| nouveaux en 1974 | 40 955 | |
| Salariés actifs en 1974 | | 150 897 |
| départs en 1974 | 37 795 | |
| nouveaux en 1975 | 36 577 | |
| Salariés actifs en 1975 | | 149 679 |
| départs en 1975 | 35 018 | |
| nouveaux en 1976 | 31 896 | |
| Salariés actifs en 1976 | | 146 557 |
| départs en 1976 | 36 321 | |
| nouveaux en 1977 | 28 282 | |
| Salariés actifs en 1977 | | 138 518 |
| départs en 1977 | 34 307 | |
| nouveaux en 1978 | 19 656 | |
| Salariés actifs en 1978 | | 123 867 |
| départs en 1978 | 29 951 | |
| nouveaux en 1979 | 11 212 | |
| Salariés actifs en 1979 | | 105 128 |
| départs en 1979 | 18 836 | |
| nouveaux en 1980 | 11 027 | |
| Salariés actifs en 1980 | | 97 319 |
| départs en 1980 | 15 367 | |
| nouveaux en 1981 | 13 292 | |
| Salariés actifs en 1981 | | 95 244 |
| départs en 1981 | 22 553 | |
| nouveaux en 1982 | 5 173 | |
| Salariés actifs en 1982 | | 77 864 |

Source: OCQ, mai 1983

les départs, la moyenne d'heures travaillées par ces salariés s'établit à 1 336, soit environ 270 heures de plus que la moyenne de l'ensemble des salariés. Autrement dit, ce phénomène de roulement de la main-d'oeuvre est responsable, à lui seul, d'une baisse de la moyenne des heures travaillées d'environ 270 heures en 1981.

De plus, les différences marquées au plan régional au niveau des taux d'abandon, qui varient de 19% à Montréal et 21% à Québec à 35% pour les régions de la Côte Nord, du Nord-Ouest québécois et de l'Outaouais et même 46% dans l'est du Québec, expliquent en bonne partie pourquoi la moyenne des heures travaillées par salarié a chuté davantage dans ces dernières régions.

Tableau 3-2

Répartition des salariés actifs en 1982, selon le nombre d'années consécutives de travail dans la construction

| Nombre d'années consécutives d'expérience* | Salarié qualifié | | Salarié non qual. | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| 1 | 95 280 | 100,0 | 22 584 | 100,0 | 77 864 | 100,0 |
| 2 | 52 631 | 95,2 | 20 058 | 88,8 | 72 689 | 93,3 |
| 3 | 48 549 | 87,8 | 17 434 | 77,2 | 65 983 | 84,7 |
| 4 | 45 696 | 82,6 | 15 932 | 70,5 | 61 598 | 79,1 |
| 5 | 43 515 | 78,7 | 14 811 | 65,6 | 58 326 | 74,9 |
| 6 | 41 252 | 74,6 | 13 338 | 59,1 | 54 590 | 70,1 |
| 7 | 38 295 | 69,3 | 11 462 | 50,8 | 49 757 | 63,9 |
| 8 | 35 340 | 63,9 | 10 121 | 44,8 | 45 461 | 58,4 |
| 9 | 32 392 | 58,6 | 8 738 | 38,7 | 41 130 | 52,8 |
| 10 | 29 306 | 53,0 | 7 499 | 33,2 | 36 805 | 47,3 |
| 11 | 26 499 | 47,9 | 6 406 | 28,4 | 32 905 | 42,3 |
| 12 | 23 534 | 42,6 | 5 490 | 24,3 | 29 024 | 37,3 |

* Le salarié ayant travaillé en 1982 se voit accorder 1 an d'expérience, celui ayant travaillé en 1980 et en 1981 se voit accorder 2 ans d'expérience, ainsi de suite.

Source: CCQ, mai 1983

Le taux élevé de roulement que connaît l'industrie affecte également la permanence de la main-d'oeuvre au sein de l'industrie. L'examen du tableau 3-7 permet de constater, en effet, que les salariés ayant plus de 10 ans d'expérience dans l'industrie ne constituent qu'un peu moins de 50% des effectifs[1]. La comparaison avec les statistiques de 1981 révèle également que les salariés les plus expérimentés sont moins nombreux, proportionnellement, à avoir quitté l'industrie en 1982. Ainsi la proportion des salariés ayant enregistré au moins une heure chacune des 10 dernières années, de 40,5% en 1981, est passée à 47,3% en 1982. Ces statistiques traduisent sans doute le fait, qu'en cas de mises à pied, les employeurs préfèrent conserver leurs salariés les plus expérimentés.

---

1- Ces statistiques sous-estiment quelque peu la véritable proportion des travailleurs d'expérience puisque ceux-ci doivent avoir enregistré au moins une heure chaque année pour figurer dans cette catégorie. Diverses raisons peuvent cependant expliquer l'absence d'un salarié au cours d'une année sans qu'il soit possible de qualifier cette absence de véritable départ. (travail à l'extérieur de la province, maladie ou accident du travail, etc.)

Ces résultats permettent également de constater que les salariés qualifiés bénéficient d'une plus grande stabilité d'emploi que les salariés non-qualifiés. Alors que 53% des salariés qualifiés oeuvraient depuis au moins 10 ans dans l'industrie en 1982, cette proportion n'était que de 28,4% dans le cas des salariés non-qualifiés.

Finalement, les tableaux 3-8 et 3-9 nous présentent un aperçu du portrait des salariés qui ont quitté ou intégré l'industrie en 1982. On constate tout d'abord que près de 55% de ceux ayant été inactifs en 1982 avaient enregistré moins de 500 heures de travail en 1981. On peut donc penser que les abandons proviennent surtout de cette catégorie de salariés qui ne travaillaient pas, en 1981, sur une base permanente. On notera d'ailleurs qu'à peine 6% des salariés ayant quitté l'industrie, au moins provisoirement, en 1982, avaient enregistré plus de 1 500 heures l'année précédente.

En somme, et c'est là la conclusion qui se dégage naturellement des constatations qui précèdent, le marché du travail dans l'industrie de la construction semble caractérisé par la présence d'une certaine proportion de salariés plus expérimentés, compagnons pour la plupart, bénéficiant d'une meilleure stabilité d'emploi, à côté d'un second groupe dont le sort est lié bien davantage aux aléas de la conjoncture.

Tableau 3-8

Répartition des salariés actifs sortis de la construction en 1981
selon le niveau d'heures travaillées en 1981 et le statut professionnel

| Statut | Niveau d'heures travaillées en 1981 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 500 | 500 à 999 | 1 000 à 1 499 | 1 500 à 1 999 | 2 000 ou plus | Total |
| Compagnons | 5 114 | 2 990 | 1 635 | 578 | 128 | 10 445 |
| Apprentis | 1 673 | 697 | 262 | 83 | 18 | 2 733 |
| Autres salariés | 5 516 | 2 192 | 1 107 | 416 | 144 | 9 375 |
| Total | 12 303 | 5 879 | 3 004 | 1 077 | 290 | 22 553 |
| En % | 54,6 | 26,1 | 13,3 | 4,7 | 1,3 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983

Tableau 3-9

Répartition des nouveaux salariés de la construction en 1982
selon le niveau d'heures travaillées en 1982 et le statut professionnel

| Statut | Niveau d'heures travaillées en 1982 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 500 | 500 à 999 | 1 000 à 1 499 | 1 500 à 1 999 | 2 000 ou plus | Total |
| Compagnons | 1 069 | 388 | 171 | 50 | 8 | 1 686 |
| Apprentis | 504 | 277 | 130 | 47 | 4 | 962 |
| Autres salariés | 1 814 | 458 | 185 | 58 | 10 | 2 525 |
| Total | 3 387 | 1 123 | 486 | 155 | 22 | 5 173 |
| En % | 65,5 | 21,7 | 9,4 | 3,0 | 0,4 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983

### 3.3.3 Le chômage interchantier

Les statistiques dont nous disposons à l'heure actuelle ne nous permettent pas de décrire, avec toutes les nuances nécessaires, le phénomène du chômage interchantier. Les résultats du tableau 3-10 nous permettent cependant d'en présenter un bref aperçu. Celui-ci nous indique le nombre d'apparitions qu'ont enregistré les salariés actifs au cours de 1982, une apparition étant définie comme une période continue au cours de laquelle le salarié a travaillé au moins une heure à tous les mois[1].

En 1982, près de 35% des salariés actifs au cours de l'année ont enregistré au moins deux apparitions. Ce résultat, bien que sous-estimant l'ampleur du phénomène, n'en demeure pas moins très supérieur à ce que connaissent la plupart des autres secteurs industriels.

Ce sont les apprentis qui doivent faire face davantage à ce type de chômage (tableaux T-20 à T-22 en annexe). Près de 39% de ceux-ci ont en effet enregistré plus d'une apparition au cours de l'année, ce qui confirme le portrait, esquissé au cours des pages précédentes, de cette catégorie de salarié. Toutefois, contrairement à ce qu'on aurait pu penser, ce sont les salariés non qualifiés qui paraissent

---

1- Pour être enregistrée au moyen de cette technique, la période de chômage doit donc être d'une durée minimale de 1 mois.

Tableau 3-10

Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982

| Nombre de mois | Nombre de salariés | Salariés selon le nombre d'apparitions* (en %) | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 ou + |
| 1 | 5 065 | 5 065 | - | - | - |
| 2 | 5 033 | 4 123 | 910 | - | - |
| 3 | 5 119 | 3 520 | 1 424 | 175 | - |
| 4 | 5 586 | 3 371 | 1 835 | 351 | 29 |
| 5 | 5 685 | 3 042 | 2 062 | 505 | 76 |
| 6 | 6 058 | 2 867 | 2 351 | 698 | 142 |
| 7 | 6 349 | 3 142 | 2 304 | 774 | 129 |
| 8 | 6 186 | 2 908 | 2 298 | 839 | 141 |
| 9 | 5 803 | 2 426 | 2 496 | 806 | 75 |
| 10 | 5 534 | 2 329 | 2 603 | 602 | - |
| 11 | 6 084 | 2 601 | 3 483 | - | - |
| 12 | 15 362 | 15 362 | - | - | - |
| Total | 77 864 | 50 756 | 21 766 | 4 750 | 592 |

* Tout salarié qui a travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: OCQ, mai 1983

les moins affectés par ce type de chômage. Quoique le caractère saisonnier de la plupart de ces emplois réduit la probabilité que ces salariés enregistrent plus d'une apparition, il n'en demeure pas moins qu'à durée égale de travail (en termes de nombre de mois de travail), ceux-ci enregistrent moins d'apparitions que les salariés

qualifiés. Le fait que les salariés non qualifiés soient proportionnellement plus nombreux à travailler sur des chantiers plus importants, notamment dans le secteur des travaux de génie, explique la moins grande occurence du chômage interchantier chez ceux-ci. Signalons, en terminant, que la proportion des salariés ayant enregistré plus d'une apparition s'est accrue substantiellement par rapport à 1981. Il s'agit là d'une autre conséquence de la détérioration de la conjoncture au cours de 1982.

### 3.4 Mobilité de la main-d'oeuvre

En plus de devoir se déplacer d'un chantier à l'autre, le salarié de la construction doit fréquemment changer d'employeur ou même de région de travail pour se trouver un emploi. Nous allons, au cours des pages qui vont suivre, décrire brièvement ces deux dernières contraintes auxquelles doit faire face le salarié.

#### 3.4.1 Mobilité géographique

Un peu plus de 40% des salariés doivent travailler au moins une partie de l'année à l'extérieur de leur région de domicile. De

ceux-ci, environ la moitié enregistrent la totalité de leurs heures à l'extérieur.

C'est dans les travaux de génie que se recrutent la majeure partie de ces salariés. Comme les entrepreneurs de ce secteur n'emploient que très peu d'apprentis et davantage de salariés non qualifiés que dans les autres secteurs, on comprendra aisément que ces derniers soient en général plus mobiles que la moyenne des salariés, au contraire des premiers. C'est ce que confirment les statistiques apparaissant au tableau 3-11, puisqu'on s'aperçoit que si près de 50% des salariés non qualifiés travaillent une partie de l'année à l'extérieur de leur région de domicile, cette proportion diminue à 40% dans le cas des compagnons et 34% dans le cas des apprentis.

Le salaire annuel moyen établi en fonction du lieu de travail permet de constater que les salariés oeuvrant à l'extérieur de leur région de domicile bénéficient d'un salaire supérieur à ceux ayant travaillé exclusivement dans celle-ci. Ce phénomène s'explique en partie du fait que les salariés à l'emploi d'entrepreneurs en travaux de génie bénéficient d'un emploi plus stable que dans les autres secteurs.

Tableau 3-11

Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen

selon le statut professionnel et le lieu de travail, 1982

| Statut | Nombre de salariés | | | Salaire annuel moyen | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Lieu de travail | | | Lieu de travail | | |
| | Rég. de domicile excl. | Rég. de domicile et autres | Autres régions seulement | Rég. de domicile excl. | Rég. de domicile et autres | Autres régions seulement |
| Compagnons | 27 484 | 9 247 | 8 753 | 15 879 | 18 398 | 17 893 |
| Apprentis | 6 429 | 1 783 | 1 584 | 9 477 | 11 960 | 10 724 |
| Autres salariés | 11 821 | 5 357 | 5 406 | 11 429 | 16 852 | 14 261 |
| Total | 45 734 | 16 387 | 15 743 | 13 829 | 17 192 | 15 925 |

Source: OCQ, mai 1983

En pratique, on note une corrélation assez étroite entre le nombre de régions de travail et le salaire annuel du salarié. Voilà pourquoi les salariés ayant travaillé à la fois dans leur région de domicile et à l'extérieur de celles-ci bénéficient du salaire annuel moyen le plus élevé puisque tous les salariés de cette catégorie ont enregistré des heures dans au moins deux régions alors que la plupart des autres salariés n'ont travaillé que dans une seule.

Les résultats du tableau T-22, en annexe de ce document, permettent en outre de constater que la mobilité des salariés est également fonction du métier exercé par ceux-ci. Les métiers davantage présents dans le secteur des travaux de génie exigent une main-d'oeuvre plus mobile que ceux reliés à la construction domiciliaire. Ainsi, plus de 70% des briqueteurs-maçons et des peintres ne travaillent qu'à l'intérieur de leur région de domicile comparativement à 50% des opérateurs d'équipement lourd. Cette proportion diminue même à moins de 10% dans le cas des monteurs de ligne de transmission.

Par ailleurs, le tableau T-23 de l'annexe II dresse un bilan des mouvements de main-d'oeuvre d'une région à l'autre. On y constate notamment, qu'exception faite de la Baie James, chacune des régions recrute la majorité de sa main-d'oeuvre sur son territoire.

Le Montréal métropolitain se distingue cependant des autres régions du fait qu'une fraction importante des salariés qui y travaillent proviennent des régions Sud et Nord de Montréal. Ainsi, près de 63% des heures enregistrées par les salariés résidant au Nord de Montréal sont travaillées sur le territoire du Montréal métropolitain.

La Baie James demeure une source importante d'emploi pour les salariés de certaines régions. Ainsi, près de 25% des heures enregistrées par les salariés résidant dans l'Est du Québec proviennent de ce chantier. Ces travaux sont également important pour les salariés de la Côte Nord (15%), de Québec (9%) et du Nord-Ouest québécois (7%). La chute de l'activité à la Baie James n'y est pas passée inaperçue: pour l'Est du Québec, par exemple, la baisse des heures travaillées à ce titre s'est chiffrée à plus de 1,2 millions d'heures en 1982, représentant un manque à gagner de près de 20 millions en salaires pour l'économie de cette région.

### 3.4.2 Mobilité interemployeur

Il arrive fréquemment, qu'une fois son travail terminé sur un chantier, le salarié doive se trouver un nouvel emploi auprès d'un autre employeur. En 1982, le nombre de ces salariés ayant travaillé pour plus d'un entrepreneur s'est chiffré à 24 335, soit un peu plus de 30% de la main-d'oeuvre (annexe II, tableau T-24).

Les salariés qualifiés sont légèrement plus mobiles que les salariés non qualifiés. Environ 32% des salariés du premier groupe

ont travaillé pour plus d'un employeur au cours de 1982, comparativement à 29% pour ceux du second.

Pour les salariés ayant accumulé plus de 500 heures de travail en 1982, on observe que ceux n'ayant travaillé que pour un seul employeur bénéficient d'un salaire plus élevé. On peut aisément présumer que ceux-ci ont été moins affecté par le chômage interchantier. Par contre, pour ceux ayant travaillé moins de 500 heures, le salaire annuel s'accroît en fonction du nombre d'employeurs. Comme les emplois de moins d'une journée sont rares, il devient techniquement difficile pour un salarié de travailler pour 5 ou 6 employeurs sans enregistrer au moins quelques centaines d'heures alors que ceux ayant travaillé moins de 100 heures sont proportionnellement plus nombreux à avoir travaillé pour un seul employeur.

## 3.5 Salaires et avantages sociaux

### 3.5.1 Salaires

La masse salariale[1] versée aux salariés de la construction s'est élevée à 1 165 millions $ en 1982, une baisse de plus de 21% par rapport au résultat de 1 478 millions $ enregistré en 1981. La baisse des heures travaillées étant très supérieure à celle de l'emploi on ne s'étonnera pas que le salaire moyen ait lui aussi diminué. Celui-ci s'établit, en 1981, à 14 960 $, en baisse de 4% par rapport à 1981. La hausse des salaires de 10% accordée en mai 1982 à l'ensemble des salariés de la construction n'a donc pas réussi à compenser pour la diminution de la moyenne des heures travaillées.

La plus forte baisse de la moyenne des heures travaillées ayant été enregistrée par le groupe des compagnons, ceux-ci subissent une diminution de leur salaire moyen plus importante que celle des autres salariés de l'industrie. Celui-ci se chiffre à 16 779 en 1982, en baisse de 6% par rapport à 1981. Les salaires moyens des apprentis et des salariés non qualifiés s'établissaient à 10 130$ et 13 393$, une diminution de 1% par rapport à 1981.

---

1- Rappelons que les montants des salaires rapportés dans cette analyse comprennent aussi les indemnités de congés payés de même que les différentes primes prévues au décret, à l'exception des frais de déplacement; toutes les autres sources de revenu, tels les avantages sociaux, les prestations d'assurance-chômage et les gains hors de la construction sont donc exclus.

Tableau 3-12

Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le nombre d'heures travaillées dans la construction 1982

| Statut | Nombre de salariés | | | Salaire annuel moyen | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | - de 500 heures | + de 500 heures | Total | - de 500 heures | + de 500 heures | Total |
| Compagnons | 11 707 | 33 777 | 45 484 | 3 993 | 21 210 | 16 779 |
| Apprentis | 3 568 | 6 228 | 9 796 | 2 947 | 14 246 | 10 130 |
| Autres salariés | 7 760 | 14 824 | 22 584 | 3 046 | 18 810 | 13 393 |
| Total | 23 035 | 54 829 | 77 864 | 3 512 | 19 770 | 14 960 |

Source: OCQ, mai 1983

En ne considérant que les salariés qui ont effectué plus de 500 heures, on note au contraire une légère augmentation du salaire moyen, de 2% pour les compagnons, 4% pour les salariés non qualifiés et de 6% pour les apprentis. La baisse du salaire moyen dans l'industrie en 1982 est donc due au nombre plus élevé qu'en 1981 de salariés ayant effectué peu d'heures.

On peut noter, en examinant les résultats du tableau 25, en annexe à ce document, que le salaire moyen dans l'industrie de la construction n'est guère représentatif de la situation de la plupart des salariés. D'un côté, près de 40% de ceux-ci gagnent 10 000$ et moins alors que, de l'autre côté, plus de 36% d'entre eux ont reçu, en 1982, plus de 18 000$. La durée très inégale du travail selon les individus, déjà notée précédemment, constitue la cause première d'un tel éventail des salaires dans l'industrie.

Parmi les salariés oeuvrant dans l'industrie de la construction, ce sont les compagnons mécaniciens d'ascenseurs et mécaniciens de machines lourdes qui gagnent les revenus annuels les plus élevés, soit respectivement 32 013$ et 27 474$. Viennent ensuite les tuyauteurs, les calorifugeurs et les grutiers. Les compagnons de certains métiers ne gagnent par contre qu'un peu plus de 10 000$, notamment les poseurs de revêtements souples (10 225$), les platriers (11 352$) et les peintres (11 654$). Ces différences reproduisent à peu près celles que nous avons constaté au niveau de la moyenne des heures travaillées par métier, puisque les écarts de salaire entre les métiers ne dépassent pas 25%.

De façon générale, le salaire moyen des apprentis correspond à 60% de celui des compagnons du même métier. En 1982, ceux-ci variaient

de 17 694$ dans le cas des apprentis mécaniciens d'ascenseurs à 5 582$ pour les apprentis poseurs de revêtements souples.

Du côté des salariés non qualifiés, finalement, le salaire moyen présente d'importantes fluctuations selon l'occupation exercée. Les manoeuvres et les manoeuvres spécialisés ont des salaires moyens analogues à ceux des apprentis soit 11 816$ et 12 445$, tandis que certains ont un salaire moyen supérieur à celui de la plupart des compagnons, notamment dans le cas des monteurs de lignes.

Tel que stipulé dans le décret de la construction, ce sont les compagnons mécaniciens d'ascenseurs qui bénéficient du taux de salaire horaire le plus élevé, soit 17,33$ depuis le 1er mai 1982. Suivent ensuite les tuyauteurs, chaudronniers, monteurs d'acier de structure, ferblantiers, électriciens et mécaniciens de chantier qui touchent chacun 15,48$ pour la même période.

Chez les salariés non qualifiés, ce taux est de 11,55$ pour les manoeuvres et 11,92$ pour les manoeuvres spécialisés. Pour les apprentis, le taux horaire est fixé

en fonction du taux du compagnon de ce métier ainsi que du nombre de périodes d'apprentissage déjà complétées. Si on considère finalement l'ensemble des salariés, le gain horaire moyen, calculé comme le rapport de la masse salariale sur le nombre d'heures[1], s'établissait en 1982 à 15,84$, en hausse de 8,3% par rapport à 1981.

L'âge est une variable explicative importante du niveau de salaire des salariés. On s'aperçoit, à la lecture du tableau 3-13, que le salaire moyen progresse avec l'âge pour culminer entre 40 et 45 ans et décroît par la suite. Ce phénomène est particulièrement clair chez les compagnons et les salariés non qualifiés. Chez les apprentis, au contraire, le salaire moyen varie peu en fonction de l'âge.

L'accroissement du salaire en fonction de l'âge et ce, jusqu'à 45 ans, traduit le fait qu'un salarié plus expérimenté travaille en moyenne plus d'heures que les salariés récemment arrivés. En 1982 par exemple, la moyenne des heures travaillées par les compagnons ayant plus de douze années d'expérience s'établissait à 1 096 heures, comparativement à 812 pour ceux qui avaient moins de 5 ans d'expérience dans l'industrie. Un salarié plus âgé étant en général plus

---

1- Ce taux horaire moyen comprend cependant les primes et les vacances, au contraire des taux de salaire horaire dont il est question plus haut.

Tableau 3-13

Salaire annuel moyen des salariés actifs dans la construction selon l'âge et le statut professionnel, 1982

| | Salaire annuel moyen | | | | Nombre de salariés | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | compagnons | apprentis | autres | total | effectifs | % |
| Moins de 20 ans | 9 856 | 6 830 | 4 332 | 6 172 | 1 254 | 1,6 |
| 20 - 24 ans | 16 926 | 10 429 | 9 008 | 10 812 | 6 580 | 8,5 |
| 25 - 29 ans | 16 978 | 10 698 | 11 399 | 13 550 | 11 022 | 14,2 |
| 30 - 34 ans | 17 072 | 10 208 | 13 535 | 15 397 | 11 708 | 15,0 |
| 35 - 39 ans | 17 623 | 9 975 | 15 204 | 16 536 | 11 571 | 14,9 |
| 40 - 44 ans | 18 152 | 11 119 | 15 497 | 17 225 | 10 679 | 13,7 |
| 45 - 49 ans | 17 167 | 10 315 | 15 417 | 16 544 | 9 307 | 12,0 |
| 50 - 54 ans | 16 190 | 10 683 | 14 607 | 15 700 | 7 901 | 10,2 |
| 55 - 59 ans | 14 178 | 8 986 | 13 221 | 13 865 | 5 288 | 6,8 |
| 60 - 64 ans | 11 977 | 10 798 | 11 662 | 11 887 | 2 291 | 2,9 |
| 65 ou plus | 10 114 | 5 750 | 8 241 | 9 587 | 271 | 0,3 |
| Total | 16 778 | 10 130 | 13 393 | 14 960 | 77 864 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983

expérimenté, cette croissance du salaire moyen avec l'âge se comprend aisément. Comme, d'autre part, les apprentis n'ont que très peu d'années d'expérience dans leur métier, cette relation entre l'âge et l'expérience ne tient plus de sorte que leur salaire moyen demeure assez constant.

Chez les salariés non qualifiés, finalement, cette importance de l'expérience est encore plus accentuée, à cause de l'absence d'une période d'apprentissage chez cette catégorie de salariés.

Après 45 ans, toutefois, cette relation entre l'âge et le salaire moyen se renverse, puisque celui-ci diminue au fur et à mesure qu'augmente l'âge des salariés. Une partie de cette diminution provient sans doute d'un taux de roulement plus élevé chez ces salariés, mais celle-ci traduit également les difficultés qu'éprouvent les salariés plus âgés à demeurer dans l'industrie.

L'âge moyen des salariés de la construction a de nouveaux augmenté en 1982 et se situe maintenant à 39,7 ans comparativement à 39,3 ans en 1981. Ce phénomène du viellissement de la main-d'oeuvre est amorcé depuis déjà quelques années. Ainsi, en 1978, 45% des salariés étaient âgés de moins de 35 ans comparativement à 43% en 1980, 42% en 1981 et 39% en 1982. De même, la proportion des salariés âgés de plus de 50 ans est passée de 18% en 1979 à 20% en 1982.

Ce phénomène du viellissement de la main-d'oeuvre dans l'industrie est attribuable à trois causes différentes. D'une part, la conjoncture difficile des dernières années a diminué de façon sensible

le rythme des nouveaux arrivants dans l'industrie. Il y a donc moins de jeunes qui intègrent chaque année l'industrie. De plus, le rythme des départs s'est accru sensiblement en 1982, toujours en raison des difficultés qu'a connue l'industrie. Or, les départs ont été proportionnellement plus nombreux chez les salariés moins expérimentés, donc plus jeunes. A cela s'ajoute, finalement, les effets du Règlement de placement dont certaines dispositions favorisent les salariés plus âgés.

Comme on peut s'y attendre, l'âge moyen des salariés varie de façon importante en fonction de leur statut professionnel (voir tableau T-26 en annexe). Ainsi, on retrouve chez les plus de 50 ans le quart des compagnons, 19% des salariés non qualifiés et à peine un peu plus de 1% des apprentis. Les apprentis sont par contre majoritaires dans les classes d'âge les plus jeunes; 75% de ces derniers ont moins de 30 ans comparativement à 26% pour les salariés non qualifiés et 12% seulement des compagnons.

Ces statistiques permettent de confirmer que la baisse de la proportion des apprentis, constatée précédemment,

a largement contribué à l'augmentation de l'âge moyen des salariés. Nul doute qu'une nouvelle phase de croissance de l'industrie contribuera à augmenter cette proportion, pour diminuer, par le fait même, l'âge moyen de l'ensemble des salariés.

### 3.5.2 Avantages sociaux

Outre les clauses à incidences monétaires que nous venons d'énumérer, les salariés de l'industrie de la construction bénéficient d'un régime d'avantages sociaux. En effet, la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction prévoit un décret devant contenir, entre autres, des dispositions relatives à un régime complémentaire de sécurité sociale. Concrètement, le régime complémentaire de sécurité sociale se présente sous trois formes dans l'industrie de la construction: un régime d'assurance collective, un régime supplémentaire de rentes et un certain nombre de congés annuels. De plus, ces régimes ont la spécificité d'être universels, obligatoires et transférables d'un employeurs à l'autre et sont administrés par l'OCQ.

Globalement, en 1982, une somme de 210,7 millions $ a été recueillie par l'OCQ pour offrir aux salariés ces divers avantages sociaux.

### 3.5.2.1 Congés annuels et jours fériés chômés

L'adoption, en 1982, d'un nouveau décret n'a pas entrainé de modifications en regard du nombre de congés annuels ou de jours fériés chômés. Comme dans le passé, les congés annuels obligatoires[1] se répartissent sur deux périodes; une première durant l'été comprenant les deux dernières semaines civiles complètes du mois de juillet et une deuxième période de deux semaines englobant la fête de Noël et le Jour de l'an. Les jours fériés chômés sont au nombre de cinq.

Les montants alloués pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés correspondent à un pourcentage du salaire gagné par le salarié. Ainsi, à la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés un montant égal à 10% du salaire, soit 6% pour les indemnités de vacances et 4% pour les indemnités de jours fériés chômés. Les montants sont recueillis et administrés par l'OCQ qui les remet aux travailleurs lors des périodes de congés. Tel qu'indiqué au tableau 3-14, les montants remis aux travailleurs en 1982 totalisent 145 millions $ comparativement à 134 millions $ pour l'année 1981.

---

1- Il existe plusieurs exceptions qui sont prévues à la section 20 du décret de la construction (c.R -20, r.5)

Tableau 3-14

Montant et nombre de chèques émis pour les congés annuels en 1981 et 1982

| Période | 1981 | 1982 |
|---|---|---|
| Juillet | | |
| Nombre de chèques | 96 915 | 94 774 |
| Montant | 102 078 254$ | 115 440 697$ |
| Décembre | | |
| Nombre de chèques | 67 699 | 57 265 |
| Montant | 32 009 954$ | 29 658 103$ |
| Total | | |
| Nombre de chèques | 164 614 | 152 039 |
| Montant | 134 088 208$ | 145 098 800$ |

Source: OCQ, mai 1983

### 3.5.2.2 Régime d'assurance collective

Le régime d'assurance collective de l'industrie de la construction est composé de trois types d'assurance, soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire et l'assurance-maladie. En 1982, les principaux changements intervenus à ces régimes sont les suivants. Il y a eu augmentation des prestations du régime d'assurances-vie (2 000$ à 5 000$) et addition d'une nouvelle prestation en cas de décès accidentel ou mutilation (maximum 5 000$). De plus, les prestations pour invalidité de courte durée et de longue durée ont

été augmentés respectivement de 215$ / semaine à 250$ / semaine et de 700$ / mois à 750$ / mois. Le régime d'assurance-maladie prévoit maintenant le remboursement de l'achat de lunettes.

Au niveau administratif, nous devons noter que le régime d'assurance de l'industrie de la construction est passé en 1982 d'un régime assuré à un régime de "services administratifs seulement" c'est-à-dire que l'OCQ rembourse à la compagnie d'assurance les montants des réclamations plus un supplément pour l'administration.

Tableau 3-15

Montant des réclamations pour les divers types d'assurance en 1981 et 1982 (régime de base)[1]

| Type | 1981 | 1982 |
|---|---|---|
| Assurance-vie | 2 440 900$ | 2 557 050$ |
| Assurance-maladie | 6 459 986 | 7 597 170 |
| Assurance-salaire indemnités hebdomadaires | 5 923 841 | 5 802 805 |
| Assurance-salaire rente mensuelle | 873 002 | 17 775 375 |
| Total | 15 697 729$ | 17 775 357$ |

1- En 1982, les électriciens ont réclamé 280 000$ de leur régime supplémentaire d'assurance.

Source: OCQ, mai 1983

Le coût des trois régimes d'assurance est à la charge de l'employeur et il a subi une augmentation de 0,05$ en 1982 pour établir la cotisation à 0,195$[1] par heure travaillée à partir du mois de juin. Le montant total des contributions pour le régime d'assurance s'élève en 1982 à 14,3 millions $[2].

Si l'on s'attarde maintenant aux prestations versées en 1982 (tableau 3-15), on constate une augmentation de 12% comparativement à l'année dernière. Cette augmentation est par ailleurs imputable presque en totalité aux réclamations relatives au régime d'assurance-maladie et d'assurance-salaire (rente mensuelle). Les autres régimes d'assurance affichent des montants de réclamations relativement stables d'une année à l'autre.

---

1- Cette contribution ne s'applique pas aux mécaniciens d'ascenseur, membres de la Canadian Elevator Industry Welfare et de la Canadian Elevator Industry Pension Plan puisqu'ils participent à un régime pancanadien. Elle ne s'applique plus également aux électriciens, ceux-ci jouissant depuis le 28 septembre 1980 d'un régime supplémentaire d'assurance en sus du régime de base qui s'applique à tous les salariés de la construction. Leur taux de cotisation est fixé à 8,5% du taux de salaire moins 0,30$ alors que la contribution patronale est de 1,5% du taux de salaire plus 0,30$, le tout pour chaque heure travaillée.

2- Ce montant exclu les contributions du régime supplémentaire des électriciens, contritution qui s'élevaient à 514 000$ en 1982.

### 3.5.2.3 Régime supplémentaire de rentes

Le coût du régime supplémentaire de rentes est assumé tant par les employeurs que par les salariés. Le taux de contribution par heure travaillée en 1982 était de 0.30$ pour les employés et 0.305$ pour les employeurs. Le montant ainsi recueilli totalise 44,4 millions $[1]. Il faut toutefois noter qu'en 1982, 3,5 millions $ ont été soustrait du fonds de retraite pour la participation des employés au programme de Corvée-habitation.

Les prestations offertes par le régime supplémentaire de rentes sont décrites au tableau 3-16, on y remarque que le nombre de prestataires de rentes mensuelles a augmenté de 31% comparativement à l'année 1981. Parallèlement, le total des prestations mensuelles est passé de 17,8 millions $ à 27,4 millions $. Au niveau des montants forfaitaires, on dénote par contre une diminution du nombre de prestataires et des montants des prestations.

---

1- Ce montant exclu les contributions du régime complémentaire des électriciens et des peintres. Ces deux groupes d'employés ont contribué respectivement en 1982, pour 6,2 millions $ et 119 000$.

Spécifions en terminant que l'actif de la caisse de retraite était en 1982 de 1,2 milliard $ et que les revenus de placement pour cette même période s'élevaient à 118,6 millions $.

Tableau 3-16

Montant et nombre de réclamations relatifs au régime supplémentaire de rentes pour les années 1981 et 1982 (régime de base)

| Type | 1981 | | 1982 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| Prestations mensuelles de rente | 10 120 | 17 813 637$ | 14 769 | 27 435 578$ |
| Montants forfaitaires | 27 075 | 12 939 717$ | 11 697 | 10 331 053$ |

Source: OCQ, mai 1983

# C O N C L U S I O N

Les données receuillies par l'OCQ nous ont permis de faire le bilan de l'activité en 1982 dans l'industrie québécoise de la construction et également de tracer un portrait des employeurs et des salariés qui oeuvrent sur les chantiers de construction.

Dans le premier chapitre, nous avons constaté que la situation de l'industrie de la construction s'est continuellement dégradée tout au long de l'année 1982 et qu'en fin de compte, elle fut un des secteurs économiques les plus touchés par la récession. L'année s'est soldée par un niveau total d'activité de 73,6 millions d'heures, ce qui comparativement aux 101,5 millions d'heures effectuées l'an dernier représente une diminution de 27%. En 1983, les effets de la récession sur l'industrie de la construction s'amenuiseront graduellement. Toutefois, le bilan devrait demeurer négatif avec une baisse du niveau annuel d'activité d'environ 5%.

Dans le deuxième chapitre, nous avons vu que cette forte décroissance d'activité qu'a connu l'industrie de la

construction se reflète sur le nombre d'entrepreneurs qui furent actifs au cours de 1982. Ceux-ci ne sont plus que 12 595, soit 1 828 de moins qu 'en 1981. Cette baisse de 13% des effectifs des entrepreneurs, quoique s'inscrivant dans la tendance à la contraction du bassin d'employeurs qui fut observée à partir de 1977, est néanmoins la plus importante à avoir été enregistrée depuis. Les effets de la récession sont également visibles au niveau de la taille de l'entreprise. Ainsi, le nombre moyen de salariés à l'emploi d'entrepreneurs de la construction est passé de 5,2 salariés en 1981 à 4,7 en 1982.

Dans le troisième chapitre où nous abordons les caractéristiques des salariés, nous avons noté que compte tenu de la baisse record du nombre d'heures travaillées en 1982, il n'était pas surprenant que le niveau de l'emploi ait lui aussi chuté. Le total de 77 864 salariés actifs en 1982 représente en effet une baisse de 18% du nombre de salariés par rapport à 1981. Cette diminution équivaut à une baisse de plus de 17 000 du nombre de salariés actifs en 1982 et témoigne de façon éloquente de l'ampleur de la perte d'emplois dans le secteur de la construction. De même, la proportion des salariés effectuant peu d'heures s'est gonflée substantiellement, si bien que la moyenne des heures travaillées par salarié ne se chiffre plus qu'à 945 heures, une baisse de 11% par rapport au résultat de 1 065 heures enregistré en 1981.

Finalement, signalons que cette conjoncture difficile qu'a connu l'industrie en 1982 s'est traduite par une augmentation importante du nombre des départs, soit 22 553 ou 24% du nombre des salariés actifs en 1981. C'est la première fois, depuis l'adoption du Règlement de placement, que l'industrie de la construction connait un tel rythme de départ.

# ANNEXE I

A- Le recensement permanent des salariés et des employeurs est alimenté par trois sources principales:

1. les registres de l'Office de la construction du Québec sur l'identification des salariés et des employeurs de la construction;

2. les rapports mensuels des employeurs à l'Office;

3. les dossiers du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu pour les salariés dont le métier est couvert par le Règlement numéro 1 édicté en application de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

B- Définition des principaux termes employés:

1. Construction

Nous nous en tenons à la définition donnée à l'article 1 de la Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction* et des règlements qui en découlent, c'est-à-dire:

"les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments, et d'ouvrage de génie civil, exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol".

"En outre, le mot "construction" comprend l'installation, la réparation et l'entretien de machinerie et d'équipement, le travail exécuté en partie sur les lieux mêmes du chantier et en partie en atelier, le déménagement de bâtiments, les déplacements des salariés, le dragage, le gazonnement, la coupe et l'émondage des arbres et arbustes ainsi que l'aménagement de terrains de golf, mais uniquement dans les cas déterminés par règlement".

Toutefois, la construction ne comprend pas:

"1. (les) exploitations agricoles;

2. (les) travaux d'entretien et de réparation exécutés par des salariés permanents embauchés directement par un employeur autre qu'un employeur professionnel;

3. (les) travaux de construction de canalisation d'eau, d'égoûts, de pavages et de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des corporations municipales;

4. (les) travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés des entreprises minières;

---

* L.R.Q., c.R-20, Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

5. (les) travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt qui sont exécutés par les salariés des entreprises d'exploitation forestière;

6. (les) travaux de construction de lignes de transport de force exécutés par les salariés de la Commission hydro-électrique du Québec;

7. (les) travaux de pose ou de montage du verre plat;

8. (les) travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et de modification exécutés par des salariés permenents embauchés directement par les commissions scolaires, les collèges et les établissements publics visés dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

9. (les) travaux de montage, de réparation et d'entretien de machinerie de bâtiments ainsi que l'installation, le montage, la réparation et l'entretien de machinerie de production à moins qu'ils ne soient effectués par des salariés de la construction à l'emploi d'employeurs professionnels."

De plus, la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction n'assujettit pas l'artisan qui exécute des travaux de construction aux fins personnelles autres que commerciales et industrielles d'une personne physique; il en est de même de la construction en usine et des travaux exécutés par les indiens sur leurs réserves.

2. Salarié

"Tout apprenti, manoeuvre, ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié, compagnon ou commis, qui travaille pour un employeur et qui a droit à un salaire*".

3. Artisan

"Une personne physique faisant affaires pour son propre compte, qui exécute elle-même, pour autrui et sans l'aide de salariés, des travaux de construction*".

4. Employeur

"Quiconque, y compris le gouvernement du Québec, fait exécuter un travail par un salarié*".

5. Rapport mensuel

Tout employeur régi par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et par tout règlement et décret qui en découlent doit s'enregistrer à l'Office de la construction du Québec et produire mensuellement un rapport de ses activités.**

---

* R.R.Q. 1981, c.R-20, art. 1

** R.R.Q. 1981, c.R-20, r.16.

6. L'apprenti

Tout salarié en cours d'apprentissage dans l'un des 23 métiers réglementés par la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre*. L'apprentissage d'un de ces métiers est obligatoire pour celui qui veut le pratiquer et qui ne détient pas le certificat de qualification du métier ou l'équivalent. La loi**définit, entre autres, les modes d'admission des candidats, les règles de qualification et la rémunération des apprentis. Avec les compagnons (ceux qui détiennent un certificat ou une attestation d'expérience), les apprentis forment le groupe qu'il est convenu d'appeler les salariés qualifiés.

7. Salarié qualifié

Tout salarié qui détient un certificat de qualification (compagnon) ou une attestation d'expérience (compagnon) ou encore un carnet d'apprentissage (apprenti), pour un des 23 métiers (voir plus loin la liste de ces métiers) de l'industrie de la construction, dont l'exercice est réglementé par la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre. Cette définition juridique ne signifie donc pas que celui qui exerce un métier non régi par la loi est non spécialisé. En ce sens, l'expression "salarié non qualifié" traduit mal le statut professionnel de ces travailleurs.

8. Salarié non qualifié

Tout autre salarié de la construction que le salarié qualifié (voir définition au paragraphe 7). Comprend notamment les salariés (manoeuvres, manoeuvres spécialisés, conducteurs de camions, etc.) qui occupent un des emplois communs ou particuliers à l'industrie de la construction.

9. Salaires

Tous les salaires rapportés dans cette analyse comprennent la rémunération des heures régulières et supplémentaires selon les taux du décret, les primes s'il y a lieu, ainsi que les indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés. En 1980, ces indemnités représentaient 10% des salaires gagnés (art. 20.06 du décret).

10. Heures travaillées

Toutes les heures apparaissant au(x) rapport(s) mensuel(s) d'un employeur enregistré à l'O.C.Q. et pour lesquelles un montant de salaire a été rapporté.

---

* L.R.Q., c.F-5, Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

** Ici, nous faisons référence au Règlement numéro 3 édicté dans le cadre de cette loi.

11. Métier et/ou emploi travaillé

Pour les fins de notre étude, toutes les heures travaillées et les gains sont compilés de la façon suivante lorsque le salarié a travaillé dans plus d'un métier et/ou emploi:

- dans le métier exigeant une qualification s'il a travaillé à la fois dans un métier et un emploi;
- dans le métier regroupant le plus grand nombre d'heures, s'il a travaillé dans plus d'un métier;
- dans le métier pour lequel le taux de salaire est plus élevé, s'il a travaillé le même nombre d'heures dans plus d'un métier;
- dans l'emploi pour lequel le taux de salaire est le plus élevé, s'il a travaillé le même nombre d'heures dans plus d'un emploi.

12. Manoeuvre (journalier)

Toute personne qui exécute des travaux qui ne sont pas du ressort des travailleurs qualifiés de métiers, des apprentis, des travailleurs détenant une classification ou des manoeuvres spécialisés*.

13. Manoeuvre spécialisé

Toute personne qui, entre autres,

a) exécute divers travaux relatifs aux métiers de la truelle, tels que:
   - le malaxage manuel ou mécanisé des ciments et des mortiers;
   - le sciage à l'aide de la scie à maçonnerie;
   - le montage et le démontage des échafaudages préfabriqués;
   - la remise des matériaux nécessaires aux salariés spécialisés de ces métiers;
   - l'exécution de différents travaux de nettoyage dans l'exercice ce ses fonction;

b) est affectée au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac et en sac;

c) opère une bouilloire portative pour fondre les bitumes devant servir de mordant, d'isolant ou d'imperméabilisation;

d) opère les foreuses du marteau pneumatique ou mécanique;

e) râcle des matériaux bitumeux pour la construction et la réparation des pavages;

f) est responsable de la mise en marche et du contrôle d'une unité (élément) de chauffage fixe et/ou mobile pour le séchage des agrégats ou le chauffage de l'asphalte;

---

* Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, R.R.Q. 1981, c. R-20, r.5, annexe B.

g) opère toute unité de chauffage pour laquelle un certificat n'est pas nécessaire;

h) place le béton à l'aide d'un vibrateur;

i) opère une balance à plateforme pour la pesée des chargements de camion;

j) pose des isolants rigides ou semi-rigides sauf dans les cas où ces isolants sont nécessaires pour les couvertures, la tuyauterie et les conduits, ainsi qu'à l'intérieur des murs et des cavités de maçonnerie;

k) pose le calfat*.

14. Région de domicile

Toutes les statistiques, sauf indication contraire, sont basées sur la dernière région de domicile ou lieu de résidence connu des salariés. Voir l'annexe IV pour la définition des régions.

15. Arrondissement

A cause de l'arrondissement des données, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100%.

16. Nombre de périodes d'apprentissage et proportion apprenti-compagnon selon les métiers**

| Métiers | Nombre de périodes (1 période - 2 000 h) | Proportion apprenti-compagnon |
|---|---|---|
| Charpentier-menuisier | 3 | 1-5 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 3 | 1-5 |
| Grutier | 1 | 1-1 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 1 | 1-1 |
| Opérateur d'équipement lourd | 1 | 1-2 |
| Mécanicien de machines lourdes | 3 | 1-1 |
| Monteur d'acier de structure | 2 | 1-5 |
| Chaudronnier | 3 | 1-5 |
| Serrurier de bâtiment | 2 | 1-5 |
| Ferrailleur | 1 | 1-5 |
| Ferblantier | 3 | 1-2 |
| Couvreur | 1 | 1-4 |
| Peintre | 3 | 1-5 |
| Poseur de revêtements souples | 1 | 1-2 |

* Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, R.R.Q. 1981, c.R-20, r.5, annexe B.

** C.R.Q. c.F-5, r.3, annexe B.

| Métiers | Nombre de périodes (1 période - 2 000 h) | Proportion apprenti-compagnon |
|---|---|---|
| Calorifugeur | 3 | 1-5 |
| Plâtrier | 3 | 1-5 |
| Cimentier-applicateur | 2 | 1-5 |
| Briqueteur-maçon | 3 | 1-5 |
| Carreleur | 3 | 1-5 |
| Mécanicien de chantier | 3 | 1-5 |
| Electricien | 4 | 1-2 |
| Tuyauteur | 4 | 1-2 |
| Mécanicien d'ascenseur | 5 | 1-1 |

17. Salaire de l'apprenti

Les taux de salaire de l'apprenti tels qu'apparaissant dans le Règlement numéro 3 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, sont définis par rapport à celui du travailleur qualifié. Ce sont:

| Durée totale | Période | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1ère | 2e | 3e | 4e | 5e |
| 5 périodes | 50% | 60% | 70% | 85% | 85% |
| 4 périodes | 50% | 60% | 70% | 85% | - |
| 3 périodes | 60% | 70% | 85% | - | - |
| 2 périodes | 70% | 85% | - | - | - |
| 1 période | 85% | - | - | - | - |

# ANNEXE II

## Tableaux statistiques


| | | |
|---|---|---|
| T-1 | Nombre de salariés actifs dans la construction selon la région de domicile, 1973-1982 | 96 |
| T-2 | Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon les régions de domicile, 1973-1982 | 97 |
| T-3 | Salaires versés aux salariés de la construction selon les régions de domicile, 1973-1982 | 98 |
| T-4 | Nombre de salariés actifs dans l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1979-1982 | 99 |
| T-5 | Nombre d'heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1979-1982 | 100 |
| T-6 | Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois, 1973-1982 | 101 |
| T-7 | Nombre d'heures travaillées dans la construction selon le mois, 1973-1982 | 102 |
| T-8 | Salaires versés dans la construction selon le mois, 1973-1982 | 103 |
| T-9 | Répartition des salariés actifs dans la construction selon les régions de domicile et le statut professionnel, 1982 | 104 |

| | | |
|---|---|---|
| T-10 | Répartition des salariés qualifiés de la construction, selon le métier, le statut professionnel, la moyenne des heures travaillées et le salaire annuel moyen, 1982 | 105 |
| T-11 | Nombre de salariés qualifiés actifs dans la construction par métier et par région de domicile, 1982 | 106 |
| T-12 | I- Nombre de salariés actifs dans la construction, selon le mois et le statut professionnel, 1982 | 107 |
| | II- Indice des variations saisonnières de l'emploi selon le statut professionnel, 1982 | 107 |
| T-13 | I- Nombre d'heures travaillées dans la construction selon les mois et le statut professionnel, 1982 | 108 |
| | II- Indice des variations saisonnières des heures travaillées selon le statut professionnel, 1982 | 108 |
| T-14 | Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois et les régions de domicile, 1982 | 109 |
| T-15 | Indice des variations saisonnières de l'emploi selon les régions de domicile des salariés, 1982 | 110 |
| T-16 | Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de domicile, 1982 | 111 |
| T-17 | Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de travail, 1982 | 112 |
| T-18 | Répartition des salariés actifs ayant travaillé moins de 500 heures, selon le statut professionnel, 1982 | 113 |
| T-19 | Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le nombre de mois de travail dans la construction, 1982 | 114 |

| | | |
|---|---|---|
| T-20 | Répartition des compagnons actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982 | 115 |
| T-21 | Répartition des apprentis actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982 | 116 |
| T-22 | Répartition des salariés non qualifiés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982 | 117 |
| T-23 | Répartition des salariés actifs en 1982 selon le nombre d'années consécutives dans la construction et la région de domicile | 118 |
| T-24 | Répartition des salariés actifs dans la construction pour certains métiers, selon les régions de travail et les salaires, 1982 | 119 |
| T-25 | Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile et de travail, 1982 | 120 |
| T-26 | Répartition des salariés actifs dans la construction selon le nombre d'employeurs, le niveau des heures travaillées et les salaires, 1982 | 121 |
| T-27 | Répartition des salariés actifs dans la construction selon le niveau des salaires, le métier et le statut professionnel, 1982 | 122 |
| T-28 | Répartition des salariés actifs et moyenne des heures travaillées selon l'âge et le statut professionnel, 1982 | 123 |
| T-29 | Répartition des employeurs actifs selon les régions, certains groupes, 1982 | 124 |

| | | |
|---|---|---|
| T-30 | Répartition des entreprises selon les régions travaillées, 1982 | 125 |
| T-31 | Taux de salaire horaire des salariés de la construction au Québec , quelques métiers | 126 |

# TABLEAUX STATISTIQUES

T-1

Nombre de salariés actifs dans la construction selon la région de domicile, 1973-1982

| Région | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 82/81* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Inconnue | 3 | 5 | 90 | 18 | 6 | 10 | - | 9 | 5 | 1 | - |
| Est du Québec | 7 511 | 6 915 | 6 751 | 6 346 | 6 604 | 6 206 | 5 115 | 4 768 | 4 371 | 3 043 | -30,4 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 7 247 | 7 173 | 6 712 | 6 498 | 7 772 | 7 566 | 6 309 | 6 235 | 5 710 | 4 173 | -26,9 |
| Québec | 24 521 | 23 569 | 22 612 | 21 460 | 22 176 | 21 892 | 19 204 | 17 491 | 16 467 | 13 374 | -18,8 |
| Mauricie-Centre du Québec | 9 854 | 10 148 | 10 185 | 9 870 | 9 935 | 10 046 | 8 562 | 7 564 | 7 621 | 6 158 | -19,2 |
| Estrie | 5 113 | 4 690 | 4 375 | 4 525 | 4 330 | 4 063 | 3 599 | 3 205 | 2 924 | 2 157 | -26,2 |
| Montréal métro. | 52 603 | 58 029 | 59 914 | 57 490 | 48 928 | 41 146 | 35 195 | 33 058 | 31 271 | 27 251 | -12,9 |
| Sud de Montréal** | 7 546 | 8 353 | 8 609 | 8 990 | 8 421 | 7 590 | 6 464 | 5 976 | 8 335 | 6 849 | -17,8 |
| Nord de Montréal | 13 552 | 14 649 | 15 038 | 15 263 | 14 615 | 13 140 | 11 216 | 10 390 | 10 339 | 8 893 | -14,0 |
| (Grand Montréal) | (73 701) | (81 031) | (83 561) | (81 743) | (71 964) | (61 876) | (52 875) | (49 424) | (49 945) | (42 993) | (-13,9) |
| Outaouais | 5 576 | 5 964 | 5 329 | 5 840 | 5 394 | 3 976 | 2 951 | 2 605 | 2 523 | 2 040 | -19,1 |
| Nord-Ouest québec. | 4 906 | 4 374 | 3 864 | 4 185 | 4 051 | 3 357 | 2 565 | 2 531 | 2 760 | 1 854 | -32,8 |
| Baie James | - | 1 | 2 | 20 | 78 | 119 | 74 | 49 | 39 | 23 | -41,0 |
| Côte-Nord | 5 615 | 4 148 | 3 434 | 3 658 | 4 041 | 3 579 | 3 237 | 2 933 | 2 334 | 1 726 | -26,1 |
| Extérieur | 3 132 | 2 879 | 2 764 | 2 393 | 2 167 | 1 177 | 637 | 505 | 545 | 322 | -40,9 |
| Total | 147 179 | 150 897 | 149 679 | 146 557 | 138 518 | 123 867 | 105 128 | 97 319 | 95 244 | 77 864 | -18,3 |

*Variation annuelle en pourcentage

**Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: OCQ, mai 1983

T-2

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon les régions de domicile, 1973-1982

(en millions)

| Région | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 82/81* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Inconnue | 0,0 | 0,0 | 0,03 | 0,01 | 0,002 | 0,004 | - | 0,004 | 0,005 | - | |
| Est du Québec | 6,6 | 5,7 | 5,7 | 4,9 | 6,2 | 6,2 | 5,4 | 4,5 | 4,1 | 2,3 | -43,9 |
| Saguenay - Lac St-Jean | 6,3 | 6,3 | 6,0 | 5,1 | 7,6 | 7,7 | 6,7 | 6,6 | 6,1 | 3,4 | -44,3 |
| Québec | 24,9 | 23,6 | 22,7 | 19,8 | 22,6 | 23,9 | 22,2 | 17,8 | 16,5 | 11,9 | -27,9 |
| Mauricie-Centre du Québec | 8,8 | 9,2 | 9,7 | 8,5 | 9,3 | 10,1 | 9,2 | 7,2 | 8,0 | 4,9 | -38,8 |
| Estrie | 4,7 | 4,2 | 3,9 | 4,0 | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,0 | 2,6 | 1,5 | -42,3 |
| Montréal métro. | 57,4 | 63,4 | 71,1 | 60,4 | 53,0 | 43,4 | 38,5 | 36,7 | 37,2 | 30,0 | -19,4 |
| Sud de Montréal** | 7,1 | 7,8 | 8,7 | 8,0 | 8,0 | 7,2 | 6,6 | 5,8 | 8,6 | 6,1 | -29,1 |
| Nord de Montréal | 13,1 | 14,4 | 15,6 | 14,2 | 14,2 | 12,7 | 11,9 | 10,8 | 11,4 | 8,8 | -22,8 |
| (Grand Montréal) | (77,6) | (85,6) | (95,4) | (82,2) | (75,2) | (63,2) | (57,0) | (53,3) | (57,2) | (44,9) | (-21,5) |
| Outaouais | 3,7 | 4,3 | 4,1 | 3,8 | 4,4 | 2,9 | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 1,5 | -21,1 |
| Nord-Ouest québec. | 3,9 | 3,4 | 3,2 | 3,3 | 3,8 | 3,2 | 2,6 | 2,4 | 2,7 | 1,5 | -44,4 |
| Baie James | 0,0 | 0,0 | 0,002 | 0,02 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,03 | -70,0 |
| Côte-Nord | 5,4 | 4,1 | 3,0 | 3,2 | 4,2 | 3,3 | 3,4 | 3,0 | 2,1 | 1,5 | -28,6 |
| Extérieur | 1,2 | 1,2 | 1,4 | 1,1 | 1,1 | 0,6 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | -50,0 |
| Total | 143,1 | 147,6 | 155,1 | 136,5 | 138,1 | 124,8 | 112,5 | 100,1 | 101,5 | 73,6 | -27,5 |

*Variation annuelle en pourcentage

**Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: OCQ, mai 1983

T-3

Salaires versés aux salariés de la construction selon les régions de domicile, 1973-1982

(en millions)

| Région | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 82/81* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Inconnue | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,04 | 0,02 | 0,07 | - | 0,01 | 0.08 | - | |
| Est du Québec | 39,6 | 39,7 | 49,0 | 47,4 | 67,8 | 72,2 | 66,4 | 64,8 | 64,9 | 38,4 | -40,8 |
| Saguenay - Lac St-Jean | 35,8 | 41,9 | 49,2 | 46,9 | 79,6 | 87,5 | 79,5 | 87,1 | 88,3 | 55,8 | -36,8 |
| Québec | 143,6 | 156,7 | 184,5 | 175,4 | 233,3 | 268,8 | 263,5 | 238,3 | 243,8 | 191,2 | -21,6 |
| Mauricie-Centre du Québec | 51,0 | 62,9 | 79,8 | 76,1 | 95,5 | 112,2 | 107,5 | 95,3 | 117,9 | 80,9 | -31,4 |
| Estrie | 26,9 | 27,4 | 31,6 | 35,5 | 37,5 | 39,8 | 40,9 | 38,6 | 36,3 | 23,6 | -35,0 |
| Montréal métro. | 349,3 | 434,0 | 589,4 | 548,4 | 538,4 | 486,3 | 453,2 | 480,7 | 530,8 | 463,4 | -12,7 |
| Sud de Montréal** | 42,3 | 52,3 | 70,6 | 71,0 | 79,9 | 79,5 | 75,8 | 75,1 | 124,0 | 95,0 | -23,4 |
| Nord de Montréal | 78,1 | 96,9 | 127,3 | 127,2 | 144,9 | 141,9 | 140,5 | 142,0 | 166,9 | 140,8 | -15,6 |
| (Grand Montréal) | (469,7) | (583,2) | (787,3) | (746,6) | (763,2) | (707,1) | (669,5) | (697,8) | (821,7) | (699,2) | -14,9 |
| Outaouais | 21,2 | 28,2 | 32,6 | 34,0 | 43,8 | 31,3 | 25,4 | 24,1 | 27,4 | 23,2 | -15,3 |
| Nord-Ouest québec. | 22,3 | 22,5 | 26,6 | 31,1 | 41,0 | 37,8 | 31,8 | 32,3 | 39,0 | 24,3 | -37,7 |
| Baie James | 0,0 | 0,0 | 0,02 | 0,2 | 0,9 | 1,3 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 0,6 | -45,5 |
| Côte-Nord | 35,0 | 31,2 | 27,5 | 30,5 | 45,9 | 39,7 | 44,6 | 42,9 | 33,9 | 25,7 | -24,2 |
| Extérieur | 7,5 | 8,4 | 12,9 | 10,6 | 13,5 | 7,0 | 3,2 | 2,6 | 3,9 | 1,9 | -51,3 |
| Total | 852,6 | 1 002,0 | 1 281,2 | 234,8 | 1 422,0 | 1 405,3 | 1 333,6 | 1 325,1 | 1 478,3 | 1 164,9 | -21,2 |

*Variation annuelle en pourcentage

**Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: OCQ, mai 1983

T-4

Nombre de salariés actifs dans l'industrie de la construction

selon les sous-régions de domicile, 1979-1982

| Sous-régions | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|---|
| Iles-de-la-Madeleine | 273 | 297 | 312 | 229 |
| Gaspé | 596 | 538 | 483 | 326 |
| Ste-Anne-des-Monts | 395 | 354 | 327 | 220 |
| Bonaventure | 1 141 | 1 101 | 1 070 | 622 |
| Bas St-Laurent | 2 710 | 2 478 | 2 179 | 1 633 |
| Roberval | 1 028 | 877 | 772 | 580 |
| Chicoutimi | 5 281 | 5 358 | 4 938 | 3 586 |
| Rivière-du-Loup | 1 614 | 1 486 | 1 337 | 956 |
| Québec métro. | 8 819 | 8 086 | 7 809 | 6 458 |
| Charlevoix | 1 196 | 1 050 | 990 | 780 |
| Portneuf | 1 065 | 1 062 | 1 038 | 847 |
| Sud de Québec | 3 803 | 3 438 | 3 176 | 2 683 |
| Chaudière | 2 707 | 2 387 | 2 117 | 1 657 |
| Bois-Francs | 2 852 | 2 428 | 2 297 | 1 742 |
| Mauricie | 5 710 | 5 136 | 5 324 | 4 422 |
| Cantons de l'Est | 3 599 | 3 205 | 2 924 | 2 163 |
| Beauharnois | 2 828 | 2 659 | 2 644 | 2 298 |
| Rive-Sud | - | - | - | 5 879 |
| Montréal métro. | 31 383 | 30 399 | 31 272 | 16 864 |
| Laval | - | - | - | 4 498 |
| Granby | 1 930 | 1 770 | 1 594 | 1 273 |
| St-Jean | 1 722 | 1 587 | 1 482 | 1 270 |
| St-Hyacinthe | 1 716 | 1 534 | 1 486 | 1 276 |
| Richelieu | 1 096 | 1 085 | 1 129 | 718 |
| Joliette | 4 653 | 4 445 | 4 423 | 3 832 |
| Terrebonne | 5 833 | 5 354 | 5 362 | 4 689 |
| Labelle | 730 | 591 | 553 | 395 |
| Hull | 2 951 | 2 605 | 2 523 | 2 043 |
| Rouyn-Noranda | 1 688 | 1 686 | 1 799 | 1 255 |
| Abitibi | 877 | 845 | 961 | 599 |
| Baie James | 74 | 49 | 39 | 23 |
| Saguenay | 1 928 | 1 714 | 1 392 | 1 107 |
| Hingan | 1 309 | 1 219 | 942 | 619 |
| Extérieur | 637 | 505 | 545 | 321 |
| Total | 105 128 | 97 319 | 95 244 | 77 864 |

Source: OCQ, mai 1983

T-5

Nombre d'heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1979-1982

(en milliers)

| Sous-régions | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|---|
| Iles-de-la-Madeleine | 208 | 212 | 263 | 162 |
| Gaspé | 560 | 476 | 415 | 210 |
| Ste-Anne-des-Monts | 409 | 320 | 295 | 159 |
| Bonaventure | 1 189 | 1 088 | 1 065 | 468 |
| Bas St-Laurent | 3 015 | 2 442 | 2 049 | 1 262 |
| Roberval | 907 | 795 | 675 | 411 |
| Chicoutimi | 5 785 | 5 780 | 5 417 | 3 023 |
| Rivière-du-Loup | 1 837 | 1 529 | 1 329 | 752 |
| Québec métro. | 10 544 | 8 687 | 8 256 | 6 244 |
| Charlevoix | 1 507 | 1 034 | 957 | 679 |
| Portneuf | 1 184 | 1 050 | 997 | 697 |
| Sud de Québec | 4 380 | 3 467 | 3 138 | 2 363 |
| Chaudière | 2 757 | 2 081 | 1 784 | 1 198 |
| Bois-Francs | 2 950 | 2 263 | 2 178 | 1 277 |
| Mauricie | 6 265 | 4 970 | 5 807 | 3 658 |
| Cantons de l'Est | 3 568 | 3 031 | 2 562 | 1 541 |
| Beauharnois | 2 936 | 2 761 | 2 908 | 2 098 |
| Rive-Sud | - | - | - | 6 458 |
| Montréal métro. | 35 369 | 33 964 | 37 217 | 18 344 |
| Laval | - | - | - | 5 161 |
| Granby | 1 977 | 1 757 | 1 570 | 1 050 |
| St-Jean | 1 750 | 1 572 | 1 485 | 1 192 |
| St-Hyacinthe | 1 837 | 1 514 | 1 618 | 1 201 |
| Richelieu | 969 | 983 | 1 035 | 498 |
| Joliette | 4 987 | 4 713 | 4 945 | 3 980 |
| Terrebonne | 6 191 | 5 594 | 6 046 | 4 591 |
| Labelle | 681 | 481 | 439 | 258 |
| Hull | 2 238 | 1 906 | 1 932 | 1 521 |
| Rouyn-Noranda | 1 726 | 1 630 | 1 766 | 1 063 |
| Abitibi | 867 | 758 | 916 | 441 |
| Baie James | 99 | 78 | 64 | 31 |
| Saguenay | 2 234 | 1 842 | 1 388 | 1 021 |
| Ungava | 1 194 | 1 116 | 711 | 441 |
| Extérieur | 248 | 181 | 236 | 104 |
| Total | 112 520 | 100 079 | 101 469 | 73 556 |

Source: OCQ, mai 1983

T-6

Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois, 1973-1982

| Mois | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 82/81* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 66 795 | 72 132 | 69 883 | 73 060 | 67 578 | 55 928 | 49 494 | 47 665 | 46 850 | 41 687 | -11,0 |
| Février | 67 311 | 74 408 | 70 455 | 72 989 | 66 474 | 58 159 | 48 604 | 46 856 | 46 811 | 40 497 | -13,5 |
| Mars | 73 141 | 78 329 | 73 382 | 76 213 | 68 455 | 61 378 | 53 700 | 47 574 | 50 524 | 40 583 | -19,7 |
| Avril | 76 811 | 84 190 | 78 584 | 86 063 | 89 317 | 69 314 | 60 796 | 52 436 | 57 402 | 43 450 | -24,3 |
| Mai | 86 590 | 93 943 | 92 895 | 97 581 | 90 454 | 81 705 | 72 789 | 65 271 | 68 654 | 51 270 | -25,3 |
| Juin | 94 182 | 97 329 | 98 986 | 103 815 | 95 129 | 89 611 | 80 239 | 70 135 | 71 749 | 52 938 | -26,2 |
| Juillet | 92 761 | 94 681 | 99 043 | 100 127 | 93 512 | 87 341 | 77 583 | 68 591 | 71 108 | 51 981 | -26,9 |
| Août | 102 124 | 106 698 | 108 286 | 97 613 | 95 577 | 90 389 | 81 251 | 75 301 | 75 349 | 53 948 | -28,4 |
| Septembre | 102 106 | 105 007 | 108 021 | 72 222 | 96 925 | 89 473 | 81 825 | 73 739 | 73 239 | 54 247 | -25,9 |
| Octobre | 101 598 | 104 344 | 108 122 | 81 824 | 94 109 | 85 422 | 80 716 | 74 656 | 71 673 | 53 226 | -25,7 |
| Novembre | 97 404 | 100 363 | 103 064 | 90 715 | 87 261 | 79 451 | 76 498 | 69 875 | 64 180 | 48 252 | -24,8 |
| Décembre | 85 432 | 84 013 | 87 466 | 81 531 | 72 345 | 65 052 | 61 887 | 59 692 | 54 869 | 41 323 | -24,7 |
| Total | 147 179 | 150 897 | 149 679 | 146 557 | 138 518 | 123 867 | 105 128 | 97 319 | 95 244 | 77 864 | -18,3 |
| Ecart (max.-min.) | 35 329 | 34 566 | 38 403 | 31 593 | 31 103 | 34 461 | 32 331 | 28 445 | 28 538 | 13 750 | -51,8 |
| Moyenne mensuelle | 87 187 | 91 286 | 91 515 | 86 146 | 84 928 | 76 102 | 68 782 | 62 649 | 62 701 | 47 784 | -23,8 |

*Variation annuelle en pourcentage

Source: OCQ, mai 1983

T-7

Nombre d'heures travaillées dans la construction selon le mois, 1973-1982

(en millions)

| Mois | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 82/81* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 7,9 | 8,4 | 7,9 | 9,5 | 8,1 | 6,3 | 5,6 | 5,3 | 5,8 | 5,2 | -10,3 |
| Février | 8,8 | 10,3 | 9,7 | 10,2 | 8,8 | 7,7 | 6,3 | 6,3 | 5,9 | 5,2 | -11,9 |
| Mars | 11,4 | 12,0 | 10,6 | 11,3 | 9,9 | 8,6 | 7,8 | 6,3 | 6,6 | 5,3 | -19,7 |
| Avril | 9,7 | 11,6 | 10,7 | 12,5 | 11,0 | 9,5 | 7,5 | 6,3 | 7,2 | 5,3 | -26,4 |
| Mai | 12,0 | 12,6 | 14,1 | 14,4 | 12,2 | 11,3 | 10,5 | 9,7 | 10,7 | 7,4 | -30,8 |
| Juin | 14,4 | 10,9 | 13,8 | 15,2 | 13,7 | 13,0 | 12,3 | 9,8 | 9,9 | 6,7 | -32,3 |
| Juillet | 8,8 | 9,0 | 10,8 | 11,6 | 10,7 | 9,9 | 7,6 | 6,7 | 7,4 | 5,9 | -20,3 |
| Août | 16,1 | 17,9 | 18,0 | 12,7 | 14,1 | 13,7 | 12,8 | 12,0 | 12,1 | 7,1 | -41,3 |
| Septembre | 15,2 | 14,4 | 15,5 | 6,6 | 14,3 | 14,0 | 12,3 | 10,0 | 10,2 | 7,1 | -30,4 |
| Octobre | 14,4 | 15,7 | 17,3 | 10,0 | 13,9 | 11,8 | 11,7 | 11,3 | 11,5 | 8,0 | -30,4 |
| Novembre | 14,5 | 15,7 | 16,2 | 12,5 | 12,4 | 11,5 | 11,3 | 10,5 | 8,6 | 6,2 | -27,9 |
| Décembre | 10,0 | 9,0 | 10,5 | 10,0 | 9,0 | 7,6 | 6,9 | 5,9 | 5,8 | 4,1 | -29,3 |
| Total | 143,1 | 147,5 | 155,1 | 136,5 | 138,1 | 124,8 | 112,5 | 100,1 | 101,5 | 73,6 | -27,5 |
| Ecart (max.-min.) | 8,2 | 9,5 | 10,1 | 8,6 | 6,2 | 7,7 | 7,2 | 6,7 | 6,3 | 3,9 | - 9,5 |
| Moyenne mensuelle | 11,9 | 12,3 | 12,9 | 11,4 | 11,5 | 10,4 | 9,4 | 8,3 | 8,5 | 6,1 | -28,2 |

*Variation annuelle en pourcentage

Source: OCQ, mai 1983

T-8

Salaires versés dans la construction selon le mois, 1973-1982

(en millions de dollars)

| Mois | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 82/81* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 44,4 | 53,1 | 61,7 | 84,5 | 69,7 | 66,9 | 65,2 | 63,8 | 79,6 | 79,2 | - 0,5 |
| Février | 49,8 | 66,1 | 75,0 | 91,5 | 76,3 | 82,1 | 73,5 | 76,9 | 81,0 | 79,1 | - 2,4 |
| Mars | 64,2 | 77,2 | 82,7 | 101,6 | 86,4 | 92,0 | 91,0 | 78,1 | 89,9 | 80,6 | -10,3 |
| Avril | 55,0 | 68,9 | 82,3 | 110,8 | 125,7 | 102,0 | 89,3 | 79,2 | 98,3 | 79,4 | -19,2 |
| Mai | 69,4 | 92,9 | 114,8 | 131,9 | 129,0 | 127,8 | 119,7 | 122,3 | 156,0 | 108,2 | -30,6 |
| Juin | 84,2 | 73,5 | 113,9 | 139,8 | 145,3 | 148,7 | 145,6 | 133,0 | 144,5 | 108,8 | -24,7 |
| Juillet | 54,8 | 61,6 | 92,7 | 107,3 | 114,2 | 114,2 | 94,1 | 95,4 | 110,8 | 97,2 | -12,3 |
| Août | 98,6 | 121,3 | 148,5 | 113,4 | 148,3 | 155,5 | 151,6 | 161,9 | 177,7 | 115,1 | -35,2 |
| Septembre | 92,7 | 100,0 | 129,4 | 58,5 | 150,7 | 159,9 | 146,1 | 136,3 | 151,0 | 115,6 | -23,4 |
| Octobre | 88,4 | 111,4 | 148,5 | 90,0 | 148,7 | 135,9 | 139,2 | 153,5 | 171,5 | 131,5 | -23,3 |
| Novembre | 88,5 | 111,7 | 139,5 | 113,9 | 131,1 | 131,0 | 134,0 | 142,1 | 128,1 | 100,7 | -21,4 |
| Décembre | 62,5 | 64,3 | 92,2 | 91,2 | 96,6 | 89,3 | 83,5 | 82,5 | 89,9 | 69,7 | -22,5 |
| Total | 852,6 | 1 002,2 | 1 281,2 | 1 234,8 | 1 422,0 | 1 405,3 | 1 333,7 | 1 325,1 | 1 478,3 | 1 164,9 | -21,2 |
| Ecart (max.-min.) | 54,2 | 96,0 | 86,8 | 81,3 | 81,0 | 81,8 | 86,4 | 89,7 | 98,1 | 61,8 | -37,0 |
| Moyenne mensuelle | 71,1 | 83,5 | 106,8 | 102,8 | 118,5 | 117,1 | 111,1 | 110,4 | 123,2 | 97,1 | -21,2 |

*Variation annuelle en pourcentage

Source: OCQ, mai 1983

T-9

Répartition des salariés actifs dans la construction selon les régions de domicile et le statut professionnel, 1982

| Région | Salarié qualifié | | | Salarié non qualifié | Total | Pourcentage par région |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnon | Apprenti | Total | | | |
| Inconnue | - | - | - | 1 | 1 | - |
| Est du Québec | 1 785 | 271 | 2 056 | 987 | 3 043 | 3,9 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 2 257 | 566 | 2 823 | 1 350 | 4 173 | 5,4 |
| Québec | 8 186 | 1 513 | 9 699 | 3 675 | 13 374 | 17,2 |
| Mauricie-Centre du Québec | 3 574 | 758 | 4 332 | 1 826 | 6 158 | 7,9 |
| Estrie | 1 321 | 320 | 1 641 | 516 | 2 157 | 2,8 |
| Montréal métro. | 15 717 | 3 583 | 19 300 | 7 951 | 27 251 | 35,0 |
| Sud de Montréal | 4 227 | 982 | 5 209 | 1 640 | 6 849 | 8,8 |
| Nord de Montréal | 5 316 | 1 162 | 6 478 | 2 415 | 8 893 | 11,4 |
| (grand Montréal) | (25 260) | (5 727) | (30 987) | (12 006) | (42 993) | (55,2) |
| Outaouais | 1 096 | 234 | 1 330 | 710 | 2 040 | 2,6 |
| Nord-Ouest québ. | 987 | 288 | 1 275 | 579 | 1 854 | 2,4 |
| Baie James | 7 | - | 7 | 16 | 23 | - |
| Côte-Nord | 353 | 110 | 963 | 763 | 1 726 | 2,2 |
| Extérieur | 158 | 9 | 167 | 155 | 322 | 0,4 |
| Total | 45 484 | 9 796 | 55 280 | 22 584 | 77 864 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983

T-10

Répartition des salariés qualifiés de la construction, selon le métier, le statut professionnel, la moyenne des heures travaillées et le salaire annuel moyen, 1982

| | Salariés qualifiés | | | Moy. des hres travaillées | | | Salaire annuel moyen | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnon | Apprenti | Total | Compagnon | Apprenti | Total | Compagnon | Apprenti | Total |
| Briqueteur-maçon | 2 124 | 532 | 2 656 | 757 | 555 | 716 | 12 294 | 6 887 | 11 211 |
| Calorifugeur | 548 | 122 | 670 | 1 264 | 860 | 1 191 | 21 164 | 10 713 | 19 261 |
| Carreleur | 457 | 94 | 551 | 1 044 | 660 | 979 | 16 559 | 8 021 | 15 102 |
| Charpentier-menuisier | 12 708 | 2 363 | 15 071 | 860 | 642 | 826 | 13 731 | 7 897 | 12 816 |
| Chaudron | 637 | 64 | 701 | 928 | 823 | 918 | 18 220 | 12 738 | 17 719 |
| Cimentier-applicateur | 856 | 161 | 1 017 | 1 011 | 674 | 957 | 15 710 | 8 550 | 14 577 |
| Couvreur | 858 | 456 | 1 314 | 959 | 574 | 825 | 14 946 | 7 738 | 12 444 |
| Electricien | 6 608 | 1 988 | 8 596 | 1 142 | 921 | 1 091 | 19 697 | 11 139 | 17 718 |
| Ferblantier | 1 953 | 464 | 2 417 | 1 197 | 951 | 1 150 | 20 026 | 11 750 | 18 437 |
| Ferrailleur | 616 | 94 | 710 | 1 004 | 510 | 938 | 15 630 | 6 652 | 14 442 |
| Grutier | 775 | 63 | 838 | 1 200 | 902 | 1 178 | 21 665 | 13 613 | 21 060 |
| Mécanicien d'ascenseur | 540 | 214 | 754 | 1 638 | 1 398 | 1 570 | 32 013 | 17 694 | 27 949 |
| Mécanicien de chantier | 767 | 141 | 908 | 1 091 | 881 | 1 058 | 20 157 | 12 903 | 19 031 |
| Mécanicien de machines lourdes | 426 | 45 | 471 | 1 357 | 964 | 1 320 | 27 474 | 16 696 | 26 444 |
| Monteur d'acier de structure | 1 420 | 127 | 1 547 | 1 012 | 612 | 979 | 18 225 | 9 206 | 17 484 |
| Opérateur d'équipement lourd | 3 702 | 294 | 3 996 | 872 | 623 | 854 | 14 082 | 8 793 | 13 693 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 964 | 84 | 1 048 | 1 028 | 794 | 1 009 | 17 489 | 11 667 | 17 022 |
| Peintre | 2 435 | 539 | 2 974 | 798 | 607 | 764 | 11 654 | 7 050 | 10 820 |
| Plâtrier | 632 | 130 | 762 | 751 | 585 | 722 | 11 352 | 6 610 | 10 543 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 575 | 109 | 684 | 1 090 | 845 | 1 051 | 17 146 | 9 197 | 15 879 |
| Poseur de revêtement souple | 330 | 82 | 412 | 724 | 458 | 671 | 10 225 | 5 523 | 9 289 |
| Serrurier en bâtiment | 287 | 77 | 364 | 1 240 | 826 | 1 152 | 19 399 | 10 696 | 17 558 |
| Tuyauteur | 5 266 | 1 553 | 6 819 | 1 252 | 1 088 | 1 215 | 22 057 | 14 182 | 20 263 |
| Total des salariés | 45 484 | 9 796 | 55 280 | 1 003 | 802 | 967 | 16 779 | 10 130 | 15 601 |

Source: OCQ, mai 1983

T-11

Nombre de salariés qualifiés actifs dans la construction par métier et par région de domicile, 1982

| Métiers \ Région de domicile | Est du Québec | Saguenay-Lac St-Jean | Québec | Mauricie-Centre du Québec | Estrie | Montréal métro | Sud de Montréal | Nord de Montréal | Outaouais | Nord-ouest québécois | Côte-Nord | Extérieur | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Briqueteur-maçon | 67 | 114 | 402 | 247 | 96 | 1 067 | 254 | 280 | 64 | 40 | 11 | 14 | 2 656 |
| Calorifugeur | 12 | 45 | 100 | 30 | 12 | 321 | 24 | 103 | 16 | 2 | 5 | - | 670 |
| Carreleur | 4 | 24 | 114 | 25 | 25 | 294 | 16 | 23 | 3 | 6 | 11 | 6 | 551 |
| Charpentier-menuisier | 731 | 710 | 3 422 | 1 160 | 558 | 3 920 | 1 808 | 1 884 | 287 | 344 | 234 | 13 | 15 071 |
| Chaudronnier | 46 | 79 | 32 | 46 | 5 | 357 | 45 | 82 | - | 6 | 3 | - | 701 |
| Cimentier-applicateur | 33 | 30 | 142 | 61 | 18 | 594 | 37 | 52 | 13 | 12 | 15 | 10 | 1 017 |
| Couvreur | 32 | 61 | 172 | 97 | 54 | 566 | 112 | 126 | 54 | 20 | 9 | 11 | 1 314 |
| Electricien | 288 | 505 | 1 154 | 689 | 223 | 3 051 | 901 | 1 085 | 264 | 272 | 146 | 17 | 8 596 |
| Ferblantier | 39 | 145 | 398 | 176 | 62 | 1 002 | 175 | 307 | 60 | 25 | 25 | 3 | 2 417 |
| Ferrailleur | 38 | 31 | 136 | 59 | 19 | 287 | 36 | 70 | 15 | 9 | 8 | 2 | 710 |
| Grutier | 37 | 66 | 109 | 75 | 11 | 315 | 52 | 84 | 18 | 26 | 36 | 9 | 838 |
| Mécanicien d'ascenseur | 1 | 6 | 107 | 6 | 3 | 457 | 61 | 56 | 8 | 3 | - | 46 | 754 |
| Mécanicien de chantier | 69 | 67 | 54 | 183 | 12 | 255 | 92 | 95 | 6 | 41 | 30 | 1 | 908 |
| Mécanicien de machines lourdes | 75 | 37 | 105 | 34 | 6 | 84 | 20 | 54 | 2 | 10 | 43 | - | 471 |
| Monteur d'acier de structure | 96 | 124 | 207 | 141 | 30 | 511 | 99 | 151 | 26 | 65 | 94 | 3 | 1 547 |
| Opérateur d'équipement lourd | 222 | 240 | 934 | 346 | 170 | 732 | 419 | 535 | 132 | 133 | 129 | 3 | 3 996 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 44 | 72 | 269 | 95 | 43 | 176 | 106 | 126 | 41 | 35 | 39 | 2 | 1 048 |
| Peintre | 85 | 123 | 501 | 196 | 88 | 1 351 | 218 | 227 | 81 | 52 | 44 | 8 | 2 974 |
| Plâtrier | 5 | 27 | 204 | 36 | 13 | 329 | 47 | 65 | 27 | 9 | - | - | 762 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 3 | 18 | 126 | 20 | 18 | 328 | 33 | 69 | 52 | 15 | - | 2 | 684 |
| Poseur de revêtement souple | 20 | 9 | 72 | 29 | 13 | 163 | 32 | 52 | 10 | 10 | 2 | - | 412 |
| Serrurier en bâtiment | 1 | 2 | 80 | 12 | 12 | 192 | 17 | 35 | 8 | 2 | 2 | 1 | 364 |
| Tuyauteur | 108 | 288 | 859 | 569 | 150 | 2 948 | 605 | 917 | 143 | 138 | 77 | 16 | 6 819 |
| Total des salariés qualifiés | 2 056 | 2 823 | 9 699 | 4 332 | 1 641 | 19 300 | 5 209 | 6 478 | 1 330 | 1 275 | 963 | 167 | 55 280 |

Source: CCQ, mai 1983

T-12

I- Nombre de salariés actifs dans la construction, selon le mois et le statut professionnel, 1982

| Statut \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne mensuelle | Total des salariés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 26 929 | 26 126 | 26 053 | 27 615 | 31 769 | 32 362 | 31 543 | 32 558 | 32 965 | 32 389 | 29 717 | 25 743 | 29 647 | 45 484 |
| Apprentis | 4 753 | 4 505 | 4 545 | 5 025 | 6 080 | 6 267 | 6 068 | 6 544 | 6 505 | 6 413 | 5 834 | 5 029 | 5 631 | 9 796 |
| Autres salariés | 10 005 | 9 866 | 9 985 | 10 810 | 13 421 | 14 309 | 14 370 | 14 846 | 14 777 | 14 424 | 12 701 | 10 551 | 12 505 | 22 584 |
| Total | 41 687 | 40 497 | 40 583 | 43 450 | 51 270 | 52 938 | 51 981 | 53 948 | 54 247 | 53 226 | 48 252 | 41 323 | 47 784 | 77 864 |

II- Indices des variations saisonnières de l'emploi selon le statut professionnel,*1982

| Statut \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Ecarts en points (max. - Min.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 90,8 | 88,1 | 87,9 | 93,2 | 107,2 | 109,2 | 106,4 | 109,8 | 111,2 | 109,3 | 100,2 | 86,8 | 24,4 |
| Apprentis | 84,4 | 80,0 | 80,7 | 89,2 | 108,0 | 111,3 | 107,8 | 116,2 | 115,5 | 113,9 | 103,6 | 89,3 | 36,2 |
| Autres salariés | 80,0 | 78,9 | 79,9 | 86,5 | 107,3 | 114,4 | 114,9 | 118,7 | 118,2 | 115,4 | 101,6 | 84,4 | 39,8 |
| Total | 87,2 | 84,8 | 84,9 | 90,9 | 107,3 | 110,8 | 108,8 | 112,9 | 113,5 | 111,4 | 101,0 | 86,5 | 28,6 |

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne mensuelle de chaque statut, ramenée à l'indice 100.

Source: OCQ, mai 1983

I- Nombre d'heures travaillées dans la construction selon les mois et le statut professionnel, 1982

| Statut \ mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne mensuelle | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 3 393 | 3 356 | 3 375 | 3 388 | 4 620 | 4 083 | 3 521 | 4 279 | 4 293 | 4 872 | 3 835 | 2 595 | 3 80: | 45 609 |
| Apprentis | 552 | 527 | 536 | 568 | 790 | 719 | 590 | 780 | 776 | 868 | 687 | 466 | 655 | 7 858 |
| Autres salariés | 1 255 | 1 306 | 1 371 | 1 297 | 2 026 | 1 907 | 1 836 | 2 049 | 2 032 | 2 306 | 1 657 | 1 047 | 1 674 | 20 009 |
| Total | 5 200 | 5 189 | 5 282 | 5 253 | 7 436 | 6 709 | 5 947 | 7 108 | 7 100 | 8 046 | 6 180 | 4 108 | 6 130 | 73 556 |

II- Indice des variations saisonnières des heures travaillées selon le statut professionnel,*1982

| Statut \ mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Ecarts en points (max. - min.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 89,3 | 88,3 | 88,8 | 89,1 | 121,6 | 107,4 | 92,6 | 112,6 | 112,9 | 128,2 | 100,9 | 68,3 | 59,3 |
| Apprentis | 84,3 | 80,5 | 81,8 | 86,7 | 120,6 | 109,8 | 90,1 | 119,1 | 118,5 | 132,5 | 104,9 | 71,2 | 61,3 |
| Autres salariés | 75,0 | 78,0 | 81,9 | 77,5 | 121,0 | 113,9 | 109,7 | 122,4 | 121,4 | 137,8 | 99,0 | 62,5 | 75,3 |
| Total | 84,8 | 84,7 | 86,2 | 85,7 | 121,3 | 109,5 | 97,0 | 116,0 | 115,8 | 131,3 | 100,8 | 67,0 | 64,3 |

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne mensuelle de chaque statut, ramenée à l'indice 100.

Source: OCQ, mai 1983

T-14

Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois et les régions de domicile, 1982

| Région \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne mensuelle | Total des salariés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est du Québec | 796 | 792 | 890 | 957 | 1 511 | 1 760 | 1 849 | 1 958 | 1 989 | 1 884 | 1 514 | 1 169 | 1 422 | 3 043 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 1 998 | 1 815 | 1 797 | 1 854 | 2 251 | 2 382 | 2 439 | 2 589 | 2 696 | 2 587 | 2 269 | 2 026 | 2 225 | 4 173 |
| Québec | 6 109 | 5 847 | 5 855 | 6 309 | 8 385 | 9 399 | 9 291 | 9 645 | 9 414 | 9 095 | 8 167 | 7 003 | 7 877 | 13 374 |
| Mauricie-Centre du Québec | 3 327 | 3 085 | 2 885 | 2 813 | 3 311 | 3 531 | 3 590 | 3 976 | 4 026 | 3 843 | 3 362 | 2 633 | 3 365 | 6 158 |
| Estrie | 868 | 801 | 764 | 852 | 1 261 | 1 368 | 1 389 | 1 386 | 1 374 | 1 420 | 1 358 | 1 039 | 1 157 | 2 157 |
| Montréal métro. | 17 302 | 17 131 | 17 292 | 18 726 | 20 659 | 20 255 | 19 500 | 20 098 | 20 421 | 20 182 | 18 539 | 16 254 | 18 863 | 27 251 |
| Sud de Montréal | 3 381 | 3 332 | 3 336 | 3 768 | 4 574 | 4 607 | 4 525 | 4 741 | 4 748 | 4 810 | 4 443 | 3 769 | 4 170 | 6 849 |
| Nord de Montréal | 5 130 | 4 965 | 5 021 | 5 402 | 6 157 | 6 221 | 6 063 | 6 196 | 6 211 | 6 206 | 5 736 | 4 896 | 5 684 | 8 893 |
| (Grand Montréal) | (25 813) | (25 428) | (25 649) | (27 896) | (31 390) | (31 083) | (30 088) | (31 035) | (31 380) | (31 198) | (28 718) | (24 919) | (28 716) | (42 993) |
| Outaouais | 899 | 892 | 955 | 1 076 | 1 214 | 1 245 | 1 175 | 1 115 | 1 160 | 1 148 | 1 030 | 849 | 1 063 | 2 040 |
| Nord-Ouest québec. | 1 052 | 984 | 924 | 842 | 952 | 1 090 | 1 052 | 1 131 | 1 125 | 1 043 | 898 | 795 | 991 | 1 854 |
| Baie James | 15 | 15 | 15 | 10 | 18 | 15 | 15 | 13 | 13 | 9 | 7 | 8 | 13 | 23 |
| Côte-Nord | 684 | 720 | 725 | 712 | 850 | 923 | 977 | 993 | 970 | 905 | 854 | 814 | 844 | 1 726 |
| Extérieur | 126 | 117 | 123 | 128 | 127 | 142 | 116 | 107 | 100 | 94 | 75 | 68 | 110 | 322 |
| Total* | 41 687 | 40 497 | 40 583 | 43 450 | 51 270 | 52 938 | 51 981 | 53 948 | 54 247 | 53 226 | 48 252 | 41 323 | 47 784 | 77 864 |

* Inclut les salariés dont on ne connaît pas la région de domicile.

Source: OCQ, mai 1983

T-15

Indices des variations saisonnières de l'emploi selon les régions de domicile des salariés,* 1982

| Région \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Ecarts des points (max.-min.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est du Québec | 56,4 | 56,1 | 63,1 | 67,8 | 107,1 | 124,7 | 131,0 | 138,8 | 141,0 | 133,5 | 107,3 | 82,9 | 84,9 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 89,8 | 81,6 | 80,8 | 83,3 | 101,2 | 107,1 | 109,6 | 116,4 | 121,2 | 116,3 | 102,0 | 91,1 | 40,4 |
| Québec | 77,6 | 74,2 | 74,3 | 80,1 | 106,5 | 119,3 | 118,0 | 122,5 | 119,5 | 115,5 | 103,7 | 88,9 | 48,3 |
| Mauricie-Centre du Québec | 98,9 | 91,7 | 85,7 | 83,6 | 98,4 | 104,9 | 106,7 | 118,2 | 119,6 | 114,2 | 99,9 | 78,3 | 41,3 |
| Estrie | 75,0 | 69,2 | 66,0 | 73,6 | 109,0 | 118,2 | 120,1 | 119,8 | 118,8 | 122,7 | 117,4 | 89,8 | 56,7 |
| Montréal métro. | 91,7 | 90,8 | 91,7 | 99,3 | 109,5 | 107,4 | 103,4 | 116,6 | 108,3 | 107,0 | 98,3 | 86,2 | 30,4 |
| Sud de Montréal | 81,1 | 79,9 | 80,0 | 90,4 | 109,7 | 110,5 | 108,5 | 113,7 | 113,9 | 115,4 | 106,6 | 90,4 | 35,5 |
| Nord de Montréal | 90,3 | 87,4 | 88,3 | 95,0 | 108,3 | 109,5 | 106,7 | 109,0 | 109,3 | 109,2 | 100,9 | 86,1 | 23,4 |
| (Grand Montréal) | (89,9) | (88,6) | (89,3) | (97,1) | (109,3) | (108,2) | (104,8) | (108,1) | (109,3) | (108,6) | (100,0) | (86,8) | (22,5) |
| Outaouais | 84,6 | 83,9 | 89,8 | 101,2 | 114,2 | 117,1 | 110,5 | 104,9 | 109,1 | 108,0 | 96,9 | 79,9 | 37,2 |
| Nord-Ouest québec. | 106,2 | 99,3 | 93,2 | 85,0 | 96,1 | 110,0 | 106,2 | 114,1 | 113,5 | 105,3 | 90,6 | 80,2 | 33,9 |
| Baie James | 115,4 | 115,4 | 115,4 | 76,9 | 138,5 | 115,4 | 115,4 | 100,0 | 100,0 | 69,2 | 53,9 | 61,5 | 84,6 |
| Côte-Nord | 81,0 | 85,3 | 85,9 | 84,4 | 100,7 | 109,4 | 115,8 | 117,7 | 114,9 | 107,2 | 101,2 | 96,5 | 36,7 |
| Extérieur | 114,6 | 106,4 | 111,8 | 116,4 | 115,5 | 129,1 | 105,5 | 97,3 | 90,9 | 85,5 | 68,2 | 61,8 | 54,6 |
| Total | 87,2 | 84,8 | 84,9 | 90,9 | 107,3 | 110,7 | 108,8 | 112,9 | 113,5 | 111,4 | 101,0 | 86,5 | 28,7 |

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne de chaque région, ramenée à l'indice 100.

Source: OCQ, mai 1983

T-16

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de domicile, 1982

(en milliers)

| Mois / Région | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est du Québec | 100 | 107 | 118 | 113 | 221 | 245 | 248 | 269 | 258 | 280 | 199 | 110 | 2 267 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 263 | 245 | 250 | 234 | 307 | 303 | 284 | 335 | 347 | 374 | 285 | 211 | 3 439 |
| Québec | 740 | 723 | 742 | 745 | 1 141 | 1 199 | 1 077 | 1 294 | 1 226 | 1 341 | 1 024 | 675 | 11 926 |
| Mauricie-Centre du Québec | 428 | 393 | 358 | 312 | 446 | 412 | 373 | 511 | 491 | 565 | 400 | 239 | 4 929 |
| Estrie | 98 | 87 | 78 | 84 | 148 | 152 | 150 | 159 | 155 | 183 | 150 | 92 | 1 537 |
| Montréal métro. | 2 179 | 2 245 | 2 306 | 2 357 | 3 199 | 2 636 | 2 233 | 2 699 | 2 771 | 3 200 | 2 470 | 1 690 | 29 984 |
| Sud de Montréal | 402 | 392 | 392 | 410 | 635 | 543 | 483 | 592 | 593 | 704 | 547 | 360 | 6 053 |
| Nord de Montréal | 643 | 627 | 662 | 661 | 899 | 788 | 692 | 813 | 821 | 948 | 748 | 502 | 8 804 |
| (Grand Montréal) | (3 224) | (3 264) | (3 360) | (3 428) | (4 733) | (3 967) | (3 408) | (4 104) | (4 185) | (4 852) | (3 765) | (2 552) | (44 841) |
| Outaouais | 100 | 106 | 117 | 125 | 164 | 146 | 127 | 140 | 144 | 158 | 120 | 72 | 1 519 |
| Nord-Ouest québec. | 134 | 137 | 127 | 99 | 129 | 136 | 122 | 144 | 149 | 137 | 118 | 68 | 1 501 |
| Baie James | 3 | 4 | 3 | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 | 1 | 31 |
| Côte-Nord | 100 | 112 | 118 | 101 | 132 | 134 | 146 | 141 | 134 | 146 | 111 | 84 | 1 460 |
| Extérieur | 11 | 11 | 10 | 98 | 10 | 11 | 9 | 8 | 8 | 8 | 5 | 4 | 104 |
| Total* | 5 200 | 5 189 | 5 282 | 5 253 | 7 436 | 6 709 | 5 947 | 7 108 | 7 100 | 8 046 | 6 180 | 4 108 | 73 556 |

* Le total inclut les heures travaillées par les salariés dont on ne connaît pas la région de domicile.

Source: OCQ, mai 1983

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de travail, 1982

(en milliers)

| Régions \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est du Québec | 72 | 66 | 77 | 72 | 150 | 187 | 179 | 230 | 239 | 251 | 149 | 108 | 1 780 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 225 | 210 | 211 | 209 | 280 | 277 | 245 | 311 | 323 | 351 | 274 | 207 | 3 123 |
| Québec | 569 | 542 | 554 | 589 | 895 | 910 | 766 | 1 012 | 1 026 | 1 189 | 949 | 593 | 9 595 |
| Mauricie-Centre du Québec | 386 | 357 | 306 | 265 | 368 | 342 | 291 | 422 | 408 | 458 | 317 | 192 | 4 113 |
| Estrie | 77 | 66 | 59 | 66 | 123 | 126 | 122 | 132 | 129 | 157 | 126 | 75 | 1 257 |
| Montréal métro. | 2 693 | 2 733 | 2 814 | 2 899 | 3 885 | 3 192 | 2 683 | 3 326 | 3 414 | 3 944 | 3 063 | 2 116 | 36 762 |
| Sud de Montréal | 209 | 196 | 194 | 207 | 341 | 291 | 245 | 310 | 305 | 365 | 292 | 190 | 3 145 |
| Nord de Montréal | 201 | 231 | 261 | 221 | 332 | 325 | 307 | 333 | 327 | 350 | 255 | 156 | 3 300 |
| (Grand Montréal) | (2 960) | (3 009) | (3 101) | (3 170) | (4 322) | (3 577) | (3 027) | (3 735) | (3 815) | (4 409) | (3 416) | (2 341) | (40 882) |
| Outaouais | 109 | 111 | 120 | 120 | 169 | 153 | 141 | 150 | 156 | 176 | 133 | 78 | 1 618 |
| Nord-Ouest québec. | 214 | 211 | 207 | 140 | 149 | 171 | 139 | 159 | 177 | 173 | 154 | 97 | 1 991 |
| Baie James | 179 | 209 | 215 | 228 | 387 | 426 | 516 | 390 | 274 | 246 | 175 | 115 | 3 360 |
| Côte-Nord | 73 | 76 | 79 | 79 | 125 | 133 | 138 | 149 | 146 | 154 | 107 | 73 | 1 332 |
| Total[a] | 5 200 | 5 189 | 5 282 | 5 253 | 7 436 | 6 709 | 5 947 | 7 108 | 7 100 | 8 046 | 6 180 | 4 108 | 73 556 |

[a]Le total inclut les heures travaillées dans les régions inconnues et extérieures.

Source: OCQ, mai 1983.

Répartition des salariés actifs ayant travaillé moins de 500 heures, selon le statut professionnel, 1982

| Statut | Moins de 100 heures | 100-199 heures | 200-299 heures | 300-399 heures | 400-499 heures | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | | | | | | |
| nombre | 2 507 | 2 253 | 2 351 | 2 295 | 2 301 | 11 707 |
| % | 21,4 | 19,2 | 20,1 | 19,6 | 19,7 | - |
| % cumulatif | - | 40,6 | 60,7 | 80,3 | 100,0 | - |
| Apprentis | | | | | | |
| nombre | 837 | 635 | 640 | 753 | 703 | 3 568 |
| % | 23,4 | 17,8 | 17,9 | 21,1 | 19,7 | - |
| % cumulatif | - | 41,2 | 59,1 | 80,2 | 100,0 | - |
| Autres salariés | | | | | | |
| nombre | 2 363 | 1 551 | 1 322 | 1 280 | 1 244 | 7 760 |
| % | 30,5 | 20,0 | 17,0 | 16,5 | 16,0 | - |
| % cumulatif | - | 50,5 | 67,5 | 84,0 | 100,0 | - |
| Total des salariés | | | | | | |
| nombre | 5 707 | 4 439 | 4 313 | 4 328 | 4 248 | 23 035 |
| % | 24,8 | 19,3 | 18,7 | 18,8 | 18,4 | - |
| % cumulatif | - | 44,1 | 62,8 | 81,6 | 100,0 | - |

Source: OCQ, mai 1983

T-19

Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le nombre de mois de travail dans la construction, 1982

| Nombre de mois | Salarié qualifié | | | Salarié non qualifié | Total | Salarié qualifié (en %) | | | Salarié non qualifié (en %) | Total (en %) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | compagnon | apprenti | total | | | compagnon | apprenti | total | | |
| 1 | 2 228 | 653 | 2 881 | 2 184 | 5 065 | 4,9 | 6,7 | 5,2 | 9,7 | 6,5 |
| 2 | 2 473 | 672 | 3 145 | 1 888 | 5 033 | 5,4 | 6,9 | 5,7 | 8,4 | 6,5 |
| 3 | 2 646 | 748 | 3 394 | 1 725 | 5 119 | 5,8 | 7,6 | 6,1 | 7,6 | 6,6 |
| 4 | 2 800 | 868 | 3 668 | 1 918 | 5 586 | 6,2 | 8,9 | 6,6 | 8,5 | 7,2 |
| 5 | 3 136 | 807 | 3 943 | 1 742 | 5 685 | 6,9 | 8,2 | 7,1 | 7,7 | 7,3 |
| 6 | 3 334 | 885 | 4 219 | 1 839 | 6 058 | 7,3 | 9,0 | 7,6 | 8,1 | 7,8 |
| 7 | 3 598 | 846 | 4 444 | 1 905 | 6 349 | 7,9 | 8,6 | 8,0 | 8,4 | 8,2 |
| 8 | 3 620 | 827 | 4 447 | 1 739 | 6 186 | 8,0 | 8,4 | 8,1 | 7,7 | 7,9 |
| 9 | 3 544 | 711 | 4 255 | 1 548 | 5 803 | 7,8 | 7,3 | 7,7 | 6,9 | 7,5 |
| 10 | 3 488 | 650 | 4 138 | 1 396 | 5 534 | 7,7 | 6,6 | 7,5 | 6,2 | 7,1 |
| 11 | 3 886 | 727 | 4 613 | 1 471 | 6 084 | 8,5 | 7,4 | 8,3 | 6,5 | 7,8 |
| 12 | 10 731 | 1 402 | 12 133 | 3 229 | 15 362 | 23,6 | 14,3 | 22,0 | 14,3 | 19,7 |
| Total | 45 484 | 9 796 | 55 280 | 22 584 | 77 864 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source: OCQ, mai 1983

T-20

Répartition des compagnons actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982

| Nombre de mois | Nombre de compagnons | Nombre d'apparitions* en 1982 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 ou + |
| | | (en % du nombre total de salariés ayant travaillé le même nombre de mois) | | | |
| 1 | 2 228 | 2 228 | - | - | - |
| 2 | 2 473 | 1 981 | 492 | - | - |
| 3 | 2 646 | 1 738 | 810 | 98 | - |
| 4 | 2 800 | 1 550 | 1 025 | 205 | 20 |
| 5 | 3 136 | 1 597 | 1 190 | 309 | 40 |
| 6 | 3 334 | 1 450 | 1 376 | 422 | 86 |
| 7 | 3 598 | 1 655 | 1 376 | 475 | 92 |
| 8 | 3 620 | 1 583 | 1 428 | 521 | 88 |
| 9 | 3 544 | 1 393 | 1 546 | 554 | 51 |
| 10 | 3 488 | 1 417 | 1 676 | 395 | - |
| 11 | 3 886 | 1 558 | 2 328 | - | - |
| 12 | 10 731 | 10 731 | - | - | - |
| Total | 45 484 | 28 881 | 13 247 | 2 979 | 377 |

* Tout salarié qui a travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: OCQ, mai 1983

T-21

**Répartition des apprentis actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982**

| Nombre de mois | Nombre d'apprentis | Nombre d'apparitions* en 1982 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 ou + |
| | | (en % du nombre total de salariés ayant travaillé le même nombre de mois) | | | |
| 1 | 653 | 653 | - | - | - |
| 2 | 672 | 523 | 149 | - | - |
| 3 | 748 | 487 | 230 | 31 | - |
| 4 | 868 | 521 | 285 | 57 | 5 |
| 5 | 807 | 393 | 316 | 82 | 16 |
| 6 | 885 | 374 | 363 | 117 | 31 |
| 7 | 846 | 402 | 308 | 122 | 14 |
| 8 | 827 | 384 | 295 | 128 | 20 |
| 9 | 711 | 307 | 298 | 93 | 13 |
| 10 | 650 | 273 | 314 | 63 | - |
| 11 | 727 | 293 | 434 | - | - |
| 12 | 1 402 | 1 402 | - | - | - |
| Total | 9 796 | 6 012 | 2 992 | 693 | 99 |

* Voir note à T-20, annexe II

Source: OCQ, mai 1983

T-22

Répartition des salariés non qualifiés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1982

| Nombre de mois | Nombre de salariés non qualifiés | Nombre d'apparitions* en 1982 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 ou + |
| | | (en % du nombre total de salariés ayant travaillé le même nombre de mois) | | | |
| 1 | 2 184 | 2 184 | - | - | - |
| 2 | 1 888 | 1 619 | 269 | - | - |
| 3 | 1 725 | 1 295 | 384 | 46 | - |
| 4 | 1 918 | 1 300 | 525 | 89 | 4 |
| 5 | 1 742 | 1 052 | 556 | 114 | 20 |
| 6 | 1 839 | 1 043 | 612 | 159 | 25 |
| 7 | 1 905 | 1 085 | 620 | 177 | 23 |
| 8 | 1 739 | 941 | 575 | 190 | 33 |
| 9 | 1 548 | 726 | 652 | 159 | 11 |
| 10 | 1 396 | 639 | 613 | 144 | - |
| 11 | 1 471 | 750 | 721 | - | - |
| 12 | 3 229 | 3 229 | - | - | - |
| Total | 22 584 | 15 863 | 5 527 | 1 078 | 116 |

* Voir note à T-20, annexe II

Source: OCQ, mai 1983

T-23

Répartition des salariés actifs en 1982 selon le nombre d'années consécutives dans la construction et la région de domicile

| Région | Nombre d'année consécutives* | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| Inconnue | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Est du Québec | 3 043 | 3 669 | 3 416 | 3 181 | 3 010 | 2 773 | 2 400 | 2 127 | 1 893 | 1 711 | 1 490 | 1 199 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 4 173 | 3 918 | 3 688 | 3 351 | 3 153 | 2 887 | 2 430 | 2 187 | 1 983 | 1 769 | 1 557 | 1 305 |
| Québec | 13 374 | 11 645 | 10 878 | 10 345 | 9 861 | 9 084 | 8 174 | 7 500 | 6 855 | 6 260 | 5 680 | 5 050 |
| Mauricie-Centre du Québec | 6 158 | 5 847 | 5 300 | 5 053 | 4 866 | 4 533 | 4 100 | 3 769 | 3 381 | 2 946 | 2 594 | 2 231 |
| Estrie | 2 157 | 2 045 | 1 890 | 1 800 | 1 692 | 1 581 | 1 466 | 1 340 | 1 235 | 1 117 | 1 003 | 874 |
| Montréal métro. | 27 251 | 15 866 | 14 274 | 13 241 | 12 527 | 11 923 | 11 204 | 10 418 | 9 524 | 8 628 | 7 773 | 7 095 |
| Sud de Montréal | 6 849 | 11 922 | 10 837 | 10 151 | 9 658 | 9 171 | 8 485 | 7 715 | 6 915 | 6 115 | 5 422 | 4 789 |
| Nord de Montréal | 8 893 | 12 602 | 11 336 | 10 595 | 10 077 | 9 546 | 8 857 | 8 160 | 7 383 | 6 525 | 5 916 | 5 305 |
| Outaouais | 2 040 | 1 711 | 1 417 | 1 244 | 1 119 | 1 031 | 915 | 793 | 681 | 576 | 466 | 370 |
| Nord-Ouest québec. | 1 854 | 1 751 | 1 418 | 1 264 | 1 176 | 1 077 | 924 | 796 | 706 | 629 | 521 | 390 |
| Baie James | 23 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Côte-Nord | 1 726 | 1 503 | 1 370 | 1 246 | 1 064 | 870 | 708 | 600 | 527 | 492 | 452 | 367 |
| Extérieur | 322 | 210 | 159 | 127 | 123 | 114 | 94 | 56 | 47 | 37 | 31 | 29 |
| Total | 77 864 | 72 689 | 65 983 | 61 598 | 58 326 | 54 590 | 49 757 | 45 461 | 41 130 | 36 805 | 32 905 | 29 024 |
| En % | 100,0 | 93,3 | 84,7 | 79,1 | 74,9 | 70,1 | 63,9 | 58,4 | 52,8 | 47,3 | 42,3 | 37,3 |

* Les salariés sont répartis selon la région de domicile en 1982. Le salarié ayant travaillé en 1982 se voit accorder 1 an d'expérience, celui ayant travaillé en 1982 et 1981 se voit accorder 2 ans d'expérience, ainsi de suite.

Source: OCQ, mai 1983

Répartition des salariés actifs dans la construction pour certains métiers, selon les régions de travail et les salaires, 1982

| Métier | Région domicile exclusivement | Lieu de travail | | | | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Région de domicile et autres | | | Autres régions seulement | | | |
| | | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | 1 région | 2 régions | 3 régions ou + | |
| Charpentier-menuisier | 9 647 | 2 299 | 392 | 93 | 2 270 | 337 | 33 | 15 071 |
| Electricien | 5 395 | 1 363 | 199 | 44 | 1 350 | 214 | 31 | 8 596 |
| Tuyauteur | 4 181 | 1 081 | 170 | 27 | 1 091 | 233 | 36 | 6 819 |
| Peintre | 2 104 | 456 | 59 | 10 | 265 | 66 | 14 | 2 974 |
| Opérateur équipement lourd | 2 164 | 664 | 116 | 34 | 805 | 168 | 45 | 3 996 |
| Briqueteur-maçon | 1 850 | 414 | 51 | 16 | 262 | 51 | 12 | 2 656 |
| Total salariés qualifiés | 33 913 | 8 872 | 1 661 | 497 | 8 388 | 1 606 | 343 | 55 280 |
| Salariés non qualifiés | 11 821 | 4 210 | 897 | 250 | 4 018 | 995 | 393 | 22 584 |
| Total | 45 734 | 13 082 | 2 558 | 747 | 12 406 | 2 601 | 736 | 77 864 |
| | | Salaire annuel moyen ($) | | | | | | |
| Charpentier-menuisier | 12 256 | 14 310 | 15 925 | 21 386 | 12 585 | 13 681 | 18 394 | 12 816 |
| Electricien | 16 911 | 18 500 | 22 287 | 28 533 | 18 103 | 22 023 | 32 641 | 17 718 |
| Tuyauteur | 19 590 | 20 341 | 25 194 | 26 028 | 20 982 | 21 986 | 35 586 | 20 263 |
| Peintre | 10 577 | 12 019 | 13 773 | 16 455 | 8 756 | 13 427 | 18 581 | 10 820 |
| Opérateur équipement lourd | 11 862 | 15 219 | 19 382 | 26 851 | 14 409 | 19 531 | 20 034 | 13 693 |
| Briqueteur-maçon | 10 889 | 12 668 | 15 336 | 16 923 | 9 324 | 13 240 | 17 948 | 11 211 |
| Total salariés qualifiés | 14 665 | 16 490 | 19 988 | 24 047 | 16 043 | 19 117 | 24 295 | 15 601 |
| Salariés non qualifiés | 11 429 | 15 922 | 18 952 | 24 987 | 12 517 | 17 278 | 24 450 | 13 393 |
| Total | 13 829 | 16 307 | 19 625 | 24 361 | 14 901 | 18 414 | 24 378 | 14 960 |

Source: OCQ, mai 1983

T-25

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile et de travail, 1982

(en milliers)

| Région de domicile \ Région de travail | Est du Québec | Saguenay-Lac St-Jean | Québec | Mauricie-Centre du Québec | Estrie | Montréal métro. | Sud de Montréal | Nord de Montréal | Outaouais | Nord-Ouest québécois | Baie James | Côte-Nord | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est du Québec | 1 132 | 13 | 156 | 3 | - | 48 | 2 | 3 | 2 | 76 | 580 | 55 | 2 267 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 20 | 2 764 | 63 | 4 | 1 | 60 | 1 | 11 | 4 | 79 | 236 | 45 | 3 439 |
| Québec | 511 | 145 | 8 865 | 106 | 19 | 419 | 24 | 94 | 51 | 153 | 1 051 | 102 | 11 926 |
| Mauricie-Centre du Québec | 39 | 32 | 175 | 3 781 | 29 | 195 | 98 | 91 | 22 | 90 | 206 | 21 | 4 929 |
| Estrie | 4 | 8 | 41 | 41 | 1 160 | 89 | 49 | 9 | 9 | 40 | 43 | 5 | 1 537 |
| Montréal métro. | 25 | 52 | 126 | 82 | 16 | 27 050 | 526 | 604 | 85 | 132 | 487 | 70 | 29 984 |
| Sud de Montréal | 7 | 19 | 50 | 52 | 22 | 3 074 | 2 365 | 61 | 20 | 33 | 140 | 18 | 6 053 |
| Nord de Montréal | 16 | 41 | 67 | 39 | 7 | 5 554 | 77 | 2 381 | 145 | 64 | 216 | 28 | 8 804 |
| Outaouais | - | 2 | 12 | - | 1 | 167 | - | 8 | 1 225 | 8 | 50 | 1 | 1 519 |
| Nord-Ouest québec. | 7 | 12 | 9 | 2 | - | 39 | - | 2 | 3 | 1 270 | 102 | - | 1 501 |
| Côte-Nord | 17 | 32 | 27 | - | - | 29 | 1 | 35 | - | 44 | 220 | 987 | 1 460 |
| Extérieur | 2 | 2 | 4 | 2 | 31 | - | - | 2 | 51 | 3 | 1 | - | 104 |
| Total | 1 780 | 3 123 | 9 595 | 4 113 | 1 257 | 36 762 | 3 145 | 3 300 | 1 618 | 1 991 | 3 360 | 1 332 | 73 556 |

Source: OCQ, mai 1983

T-26

Répartition des salariés actifs dans la construction selon le nombre d'employeurs, le niveau des heures travaillées et les salaires, 1982

| Ont travaillé pour | Nombre de salariés | | | Salaire annuel moyen | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 500 heures | 500 heures ou plus | Total | Moins de 500 heures | 500 heures ou plus | Total |
| Compagnons et apprentis | | | | | | |
| 1 employeur | 11 561 | 25 924 | 37 485 | 3 372 | 20 753 | 15 392 |
| 2 employeurs | 2 835 | 9 025 | 11 860 | 4 681 | 19 240 | 15 760 |
| 3 employeurs | 678 | 3 366 | 4 044 | 5 557 | 19 564 | 16 383 |
| 4 employeurs | 165 | 1 184 | 1 349 | 6 048 | 18 183 | 16 699 |
| 5 employeurs | 30 | 335 | 365 | 6 241 | 18 783 | 17 752 |
| 6 employeurs ou + | 6 | 171 | 177 | 6 902 | 18 408 | 18 018 |
| Total | 15 275 | 40 005 | 55 280 | 3 748 | 20 125 | 15 600 |
| Autres salariés | | | | | | |
| 1 employeur | 6 420 | 9 624 | 16 044 | 2 794 | 18 921 | 12 468 |
| 2 employeurs | 1 062 | 3 460 | 4 522 | 4 123 | 18 763 | 15 325 |
| 3 employeurs | 208 | 1 158 | 1 366 | 4 872 | 18 323 | 16 275 |
| 4 employeurs | 64 | 425 | 489 | 5 022 | 18 125 | 16 410 |
| 5 employeurs | 6 | 107 | 113 | 5 057 | 18 606 | 17 886 |
| 6 employeurs ou + | 1 | 49 | 50 | n.d. | 17 012 | 16 789 |
| Total | 7 761 | 14 823 | 22 584 | 3 052 | 18 806 | 13 392 |
| Total | | | | | | |
| 1 employeur | 17 981 | 35 548 | 53 529 | 3 166 | 20 257 | 14 516 |
| 2 employeurs | 3 897 | 12 485 | 16 382 | 4 529 | 19 108 | 15 640 |
| 3 employeurs | 886 | 4 524 | 5 410 | 5 396 | 18 502 | 16 356 |
| 4 employeurs | 229 | 1 609 | 1 838 | 5 761 | 18 168 | 16 622 |
| 5 employeurs | 36 | 442 | 478 | 6 043 | 18 740 | 17 784 |
| 6 employeurs ou + | 7 | 220 | 227 | 6 757 | 18 097 | 17 747 |
| Total | 23 036 | 54 829 | 77 864 | 3 513 | 19 769 | 14 960 |

Source: OCQ, mai 1983

Répartition des salariés actifs dans la construction selon le niveau des salaires, le métier et le statut professionnel, 1982

| Métier ou emploi \ Tranche de salaire | - de 2 000$ | 2 000$ à 5 999$ | 6 000$ à 9 999$ | 10 000$ à 13 999$ | 14 000$ à 17 999$ | 18 000$ à 21 999$ | 22 000$ ou plus | Total | Salaire annuel moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Charpentier-menuisier** | | | | | | | | | |
| compagnon | 1 096 | 2 075 | 2 047 | 1 795 | 1 635 | 1 398 | 2 662 | 12 708 | 13 731 |
| apprenti | 387 | 706 | 537 | 357 | 193 | 112 | 71 | 2 363 | 7 897 |
| **Electricien** | | | | | | | | | |
| compagnon | 353 | 652 | 627 | 660 | 633 | 656 | 3 027 | 6 608 | 19 697 |
| apprenti | 223 | 388 | 335 | 341 | 304 | 219 | 178 | 1 988 | 11 139 |
| **Tuyauteur** | | | | | | | | | |
| compagnon | 167 | 398 | 400 | 431 | 438 | 524 | 2 908 | 5 266 | 22 057 |
| apprenti | 107 | 230 | 226 | 228 | 222 | 225 | 315 | 1 553 | 14 182 |
| **Opérateur équipement lourd** | | | | | | | | | |
| compagnon | 347 | 501 | 538 | 604 | 638 | 435 | 639 | 3 702 | 14 082 |
| apprenti | 61 | 61 | 56 | 59 | 25 | 17 | 15 | 294 | 8 793 |
| **Peintre** | | | | | | | | | |
| compagnon | 269 | 445 | 445 | 412 | 311 | 237 | 316 | 2 435 | 11 654 |
| apprenti | 89 | 186 | 137 | 66 | 38 | 13 | 10 | 539 | 7 050 |
| **Briqueteur-maçon** | | | | | | | | | |
| compagnon | 198 | 349 | 403 | 357 | 287 | 247 | 283 | 2 124 | 12 294 |
| apprenti | 112 | 160 | 126 | 71 | 38 | 16 | 9 | 532 | 6 887 |
| **Autres** | | | | | | | | | |
| compagnon | 823 | 1 261 | 1 368 | 1 374 | 1 468 | 1 403 | 4 944 | 12 641 | 18 650 |
| apprenti | 346 | 576 | 510 | 355 | 281 | 215 | 244 | 2 527 | 10 429 |
| **Total des salariés qualifiés** | | | | | | | | | |
| compagnon | 3 253 | 5 681 | 5 828 | 5 633 | 5 410 | 4 900 | 14 779 | 45 484 | 16 779 |
| apprenti | 1 325 | 2 307 | 1 927 | 1 477 | 1 101 | 817 | 842 | 9 796 | 10 130 |
| Manoeuvre | 1 043 | 1 356 | 1 269 | 1 140 | 1 009 | 832 | 1 099 | 7 748 | 11 817 |
| Manoeuvre spécialisé | 574 | 882 | 845 | 766 | 710 | 559 | 750 | 5 086 | 12 445 |
| Conducteur de camion | 99 | 109 | 131 | 176 | 109 | 93 | 199 | 916 | 14 479 |
| Soudeur | 100 | 118 | 115 | 111 | 86 | 96 | 549 | 1 175 | 20 488 |
| Monteur de ligne d'énergie et de distribution | 42 | 66 | 85 | 94 | 111 | 131 | 1 011 | 1 540 | 26 044 |
| Autres salariés non qualifiés | 1 349 | 1 219 | 837 | 692 | 496 | 479 | 1 047 | 6 119 | 11 468 |
| **Total des salariés non qualifiés** | 3 207 | 3 750 | 3 282 | 2 979 | 2 521 | 2 190 | 4 655 | 22 584 | 13 393 |
| **Total des salariés** | 7 785 | 11 738 | 11 037 | 10 089 | 9 032 | 7 907 | 20 276 | 77 864 | 14 960 |

Source: OCQ, mai 1983.

T-28

## Répartition des salariés actifs et moyenne des heures travaillées selon l'âge et le statut professionnel, 1982

| Age | Nombre de salariés | | | Moyenne des heures travaillées | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnons | Apprentis | Autres | Compagnons | Apprentis | Autres |
| Moins de 20 ans | 4 | 915 | 335 | 667 | 681 | 361 |
| 20-24 ans | 811 | 3 833 | 1 936 | 1 043 | 872 | 628 |
| 25-29 ans | 4 593 | 2 728 | 3 701 | 1 018 | 796 | 762 |
| 30-34 ans | 7 199 | 1 104 | 3 397 | 1 013 | 749 | 888 |
| 35-39 ans | 7 713 | 620 | 3 238 | 1 040 | 721 | 970 |
| 40-44 ans | 7 453 | 305 | 2 921 | 1 076 | 773 | 1 007 |
| 45-49 ans | 6 463 | 161 | 2 683 | 1 030 | 726 | 1 026 |
| 50-54 ans | 5 642 | 74 | 2 185 | 975 | 730 | 987 |
| 55-59 ans | 3 733 | 39 | 1 516 | 861 | 653 | 915 |
| 60-64 ans | 1 677 | 16 | 598 | 736 | 742 | 810 |
| 65 ans ou plus | 196 | 1 | 74 | 616 | n. d. | 562 |
| Total | 45 484 | 9 796 | 22 584 | 1 002 | 802 | 889 |

Source: OCQ, mai 1983

T-29

Répartition des employeurs actifs selon les régions, certains groupes, 1982

| Région \ Groupe | Travaux généraux | Charpenterie-menuiserie | Electricité | Excavation | Tuyauterie | Maçonnerie | Peinture | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est du Québec | 196 | 15 | 87 | 39 | 42 | 23 | 37 | 175 | 614 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 162 | 8 | 51 | 35 | 28 | 32 | 27 | 109 | 452 |
| Québec | 725 | 142 | 232 | 131 | 128 | 116 | 111 | 440 | 2 025 |
| Mauricie-Centre du Québec | 296 | 64 | 116 | 73 | 65 | 68 | 43 | 151 | 876 |
| Estrie | 173 | 31 | 60 | 48 | 41 | 33 | 30 | 92 | 508 |
| Montréal métro. | 633 | 371 | 351 | 161 | 324 | 164 | 218 | 703 | 2 925 |
| Sud de Montréal | 469 | 370 | 287 | 172 | 140 | 165 | 108 | 328 | 2 039 |
| Nord de Montréal | 561 | 387 | 285 | 194 | 179 | 174 | 115 | 411 | 2 306 |
| (Grand Montréal) | (1 663) | (1 128) | (923) | (527) | (643) | (503) | (441) | (1 442) | 7 270 |
| Outaouais | 81 | 33 | 52 | 42 | 23 | 12 | 18 | 60 | 321 |
| Nord-Ouest québéc. | 73 | 7 | 40 | 22 | 15 | 9 | 10 | 50 | 226 |
| Baie James | 5 | - | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Côte-Nord | 70 | 5 | 20 | 19 | 12 | 3 | 13 | 27 | 169 |
| Extérieur | 38 | 7 | 7 | 8 | 10 | 8 | 3 | 48 | 129 |
| Total | 3 482 | 1 440 | 1 588 | 944 | 1 007 | 807 | 733 | 2 594 | 12 595 |

Source: OCQ, mai 1983

T-30

Répartition des employeurs selon le nombre de régions travaillées, 1982

| Région du siège social | Lieu de travail | | | | | | | Nombre d'entreprises |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Leur région exclusivement | Leur région et | | | Autres régions seulement | | | |
| | | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou * | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou * | |
| Est du Québec | 478 | 103 | 8 | 6 | 15 | 1 | 3 | 614 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 350 | 68 | 10 | 7 | 8 | 3 | 6 | 452 |
| Québec | 1 561 | 267 | 58 | 63 | 47 | 11 | 18 | 2 025 |
| Mauricie-Centre du Québec | 653 | 130 | 20 | 26 | 37 | 5 | 5 | 876 |
| Estrie | 401 | 67 | 14 | 5 | 16 | 1 | 4 | 508 |
| Grand Montréal* | 5 706 | 1 101 | 95 | 94 | 173 | 21 | 20 | 7 270 |
| Outaouais | 254 | 57 | 3 | - | 7 | - | - | 321 |
| Nord-Ouest québec. | 170 | 39 | 7 | 1 | 3 | 1 | 5 | 226 |
| Baie James | 2 | 3 | - | - | - | - | - | 5 |
| Côte-Nord | 136 | 31 | 1 | - | - | - | 1 | 169 |
| Extérieur | - | - | 2 | 2 | 75 | 32 | 18 | 129 |
| Total | 9 771 | 1 866 | 218 | 204 | 381 | 75 | 80 | 12 595 |

* Comprend les régions du Montréal métropolitain, du ud de Montréal et du ord de Montréal.

Source: OCQ, mai 1983

T-31

Taux de salaire horaire des salariés de la construction au Québec*, quelques métiers

| Métier | 12 mai 1980 | 1er mai 1981 | 1er juin 1982 | 1er mai 1983 |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| Tuyauteur | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 |
| Frigoriste | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 |
| Grutier | 12,44 | 13,45 | 14,80 | 16,27 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 12,57 | 13,45 | 14,80 | 16,27 |
| Opérateur d'équipement lourd | 11,60 | 12,52 | 13,77 | 15,15 |
| Mécanicien de machines lourdes | 12,19 | 13,58 | 14,94 | 16,43 |
| Charpentier-menuisier** | 12,10 | 13,18 | 14,74 | 16,21 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 12,49 | 13,40 | 14,74 | 16,21 |
| Chaudronnier | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 |
| Monteur d'acier de structure | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 |
| Serrurier de bâtiment | 12,34 | 13,20 | 14,52 | 15,97 |
| Ferrailleur | 11,47 | 12,49 | 13,74 | 15,11 |
| Ferblantier | 13,03 | 14,07 | 15,48 | 17,03 |
| Couvreur | 11,71 | 12,97 | 14,27 | 15,69 |
| Peintre | 11,59 | 12,40 | 13,67 | 15,02 |
| Poseur de revêtements souples | 11,10 | 12,00 | 13,25 | 14,58 |
| Calorifugeur | 13,04 | 13,95 | 15,35 | 16,88 |
| Plâtrier | 12,29 | 13,15 | 14,47 | 15,91 |
| Cimentier-applicateur | 11,47 | 12,49 | 13,74 | 15,11 |
| Briqueteur-maçon | 12,56 | 13,67 | 15,04 | 16,54 |
| Carreleur | 12,70 | 13,67 | 15,04 | 16,54 |
| Electricien | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 |
| Mécanicien de chantier | 12,95 | 14,07 | 15,48 | 17,03 |
| Mécanicien d'ascenseur | 14,25 | 15,75 | 17,33 | 19,06 |
| Manoeuvre (journalier) | 9,63 | 10,30 | 11,55 | 12,71 |
| Manoeuvre spécialisé | 9,97 | 10,67 | 11,92 | 13,11 |

* Les taux de salaire pour les salariés de la Baie James sont de 5% supérieurs depuis le 12 mai 1980.

**Le taux de salaire horaire des charpentiers-menuisiers est de 13,40$ depuis le 1er janvier 1982.

Source: Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, D. 3938-80 du 17 décembre 1980 et D. 1289-82 du 31 mai 1982.

## ANNEXE III

### Liste des 100 plus gros employeurs en 1982 selon les heures enregistrées à l'OCQ

| Nom | Nombre maximum de salariés | Type | Principale place d'affaires |
|---|---|---|---|
| *1. BG Checo International Ltée | 1 105 | EL-PL | Montréal |
| 2. Hydro-Québec | 735 | EG | Montréal |
| 3. Les constructions du St-Laurent Ltée | 1 012 | EG | Québec |
| *4. Les coffrages Dominic Ltée | 602 | CM | Montréal |
| 5. Thiro Ltée | 547 | LT-LD | Mauricie |
| 6. Entreprises de pipeline Universel Ltée | 552 | SO | Montréal |
| 7. Janin Construction Ltée | 376 | EG | Montréal |
| 8. Corporation de construction national Ltée | 646 | EG | Sud de Montréal |
| 9. Hervey Pomerleau inc. | 318 | EG | Québec |
| 10. F.A. Tucker Canada Ltd | 268 | LO | Nord de Montréal |
| 11. Electricité Standard inc. | 247 | EL | Montréal |
| 12. Transelec inc. | 351 | LT | Montréal |
| 13. Pc Ben Checo Entreprise conjointe | 287 | MT | Montréal |
| *14. Standform Ltée | 377 | CM | Montréal |
| 15. Dominion Bridge-Sulzer inc. | 249 | AS | Montréal |
| 16. Cie de construction Antagon Ltée | 177 | XC | Montréal |
| 17. Arno Electrique Ltée | 196 | EG-LD | Mauricie |
| 18. Otis Elevator Company Ltd | 173 | MA | Extérieur |
| 19. Les entreprises de travaux Common Ltée | 188 | EG | Nord de Montréal |
| 20. Louisbourg Construction Ltée | 135 | EG | Nord de Montréal |
| 21. Connolly & Twizell inc. | 239 | MT | Montréal |
| 22. JPH Lessard inc. | 184 | FB | Montréal |
| 23. Adélard Laberge Ltée | 358 | MT-EL | Québec |
| 24. Construction Siglec | 300 | EG | Montréal |
| 25. Les entreprises Kiewit Ltée Division Baie James | 206 | EG | Baie James |
| 26. Mécanique Kingston (1980) inc. | 203 | AS-CM | Montréal |
| 27. Black & McDonald Ltd | 216 | EL-RF | Montréal |
| *28. Les entreprises de construction de Québec Ltée | 196 | EG | Baie James |
| 29. Marine Universal entreprise conjointe | 260 | SO | Nord de Montréal |
| 30. Groupe Beaver Construction Ltée | 214 | EG | Montréal |
| 31. Coffrages industriels Ltée | 210 | EG | Montréal |
| 32. Maintenance industrielle Ltée | 154 | EG | Montréal |
| *33. Marine industrie Ltée - Division MIL Montréal | 146 | EG | Sud de Montréal |
| 34. La Compagnie électrique Britton Ltée | 134 | EL | Montréal |
| 35. Construction SLM Ltée | 156 | MT | Sud de Montréal |
| 36. Protection incendie Viking Ltée | 128 | MT | Nord de Montréal |
| *37. Les coffrages CCC Ltée | 173 | EG | Montréal |
| 38. Louis Donolo inc. | 145 | EG | Montréal |

## ANNEXE III (suite)

| Nom | Nombre maximum de salariés | Type | Principale place d'affaires |
|---|---|---|---|
| 39. Les entreprises PEB Ltée | 126 | EG | Québec |
| 40. Walsh & Brais Inc. | 105 | EG | Sud de Montréal |
| *41. BG Chéco International Ltée - Division Baie James | 89 | EG | Baie James |
| 42. Les entrepreneurs Becker Inc. | 113 | MT-FB | Montréal |
| 43. Canfarge Ltée - Division Francon | 147 | XC | Montréal |
| 44. Chagnon 1975 Ltée | 95 | EL | Montréal |
| 45. Sonac Inc | 142 | MT-FB | Québec |
| *46. Désourdy Inc. - Division Baie James | 154 | EG | Sud de Montréal |
| *47. La Société de construction DCL Ltée | 187 | EG | Sud de Montréal |
| 48. Léo Tremblay Inc. | 102 | EL | Nord-Ouest |
| 49. Armand Guay Inc. | 113 | EG | Québec |
| 50. ICS Ltée | 157 | EL-MT | Montréal |
| 51. Ludger Harvey & Fils Ltée | 163 | MT-CV | Saguenay - Lac St-Jean |
| 52. Sako Electrique 1976 Ltée | 87 | EL | Montréal |
| 53. Charles Duranceau Ltée | 125 | EG | Montréal |
| *54. Les entreprises de construction de Québec Ltée | 80 | EG | Baie James |
| 55. Volcano Inc. | 104 | MT | Sud de Montréal |
| 56. Arno Construction Ltée | 101 | LT | Mauricie |
| 57. Corival Inc. | 85 | XC | Nord de Montréal |
| 58. JL Le Saux Ltée | 91 | EL | Nord de Montréal |
| 59. Honeywell Ltd | 79 | MT-EL | Extérieur |
| 60. Eaman Riggs Inc | 111 | CF | Sud de Montréal |
| 61. La Compagnie Asbestos Covering Ltée | 97 | CF | Montréal |
| 62. Kolostat Inc. | 81 | CV | Nord de Montréal |
| *63. Comstock Québec Ltée | 96 | EG | Montréal |
| *64. Marine Industrie (montage) Ltée | 155 | EG | Sud de Montréal |
| 65. A. Cooper et Fils Ltée | 85 | MT | Montréal |
| 66. McCuaig Jarmac Inc. | 81 | EL-RF | Montréal |
| 67. La Cie électrique Swift 1974 Ltée | 98 | EL | Montréal |
| 68. GLR Inc. | 124 | LT | Québec |
| 69. Construction MRC Ltée | 85 | CA | Montréal |
| 70. Entretien Industriel Etchemin | 65 | MT | Québec |
| 71. LD Pilon Inc. | 100 | MT-EL | Nord-Ouest |
| 72. Les entreprises Jean Robert Girard Inc. | 84 | MT | Québec |
| 73. Groupco Inc. | 84 | MT | Montréal |
| 74. Compagnie Canadienne de services d'isolation | 113 | CF | Montréal |
| 75. Société de control Johnson Ltée | 70 | EL-MT | Extérieur |
| 76. Acier D'armature RO Inc. | 83 | FE | Montréal |
| 77. Les coffrages industriels Crémazie Ltée | 225 | CM | Nord de Montréal |
| 78. Opron Inc | 137 | EG | Sud de Montréal |
| 79. Ciment Indépendant Inc. Division Démix | 83 | XC | Montréal |
| 80. John F. Wickenden Co. Ltée. | 143 | EG-CM | Mauricie |
| 81. Mécanique R.H. Ltée | 67 | RF | Nord de Montréal |

## ANNEXE III (suite)

| Nom | Nombre maximum de salariés | Type | Principale place d'affaires | Nom | Nombre maximum de salariés | Type | Principale place d'affaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 82. Patella Construction Inc. | 83 | CH | Montréal | 92. Manville Canada Inc. | 106 | EG | Sud de Montréal |
| 83. Fred Korman Inc. | 75 | EL | Sud de Montréal | 93. Les lignes Temis Ltée | 126 | LD | Québec |
| 84. Construction Simard Beaudry Inc. | 74 | EG | Montréal | 94. LBG Inc. | 111 | EG | Nord de Montréal |
| 85. Fitzpatrick Construction Ltée | 83 | EG | Montréal | 95. Maçonnerie Gagnon Inc. | 107 | BM | Montréal |
| 86. Tri Bec Inc. | 72 | MT-EL | Québec | 96. Lemay Construction Ltée | 127 | RT | Mauricie |
| 87. Arno Somec Enr. | 50 | EG | Mauricie | 97. Thomas O'Connell (1981) Inc. | 64 | MT | Montréal |
| 88. V. Tomassini & Frères Ltée | 76 | BM | Montréal | 98. Bellai Frères Ltée | 119 | EG | Estrie |
| 89. Mohtgomery Elevator Co. Ltd | 75 | MA | Extérieur | 99. P & R Desjardins Construction Inc. | 83 | EG | Montréal |
| 90. Coffrages Zanatti Ltée | 100 | CH | Montréal | 100. FX Drolet Inc. | 56 | MA | Québec |
| 91. Carol Universel Ltée | 127 | EG | Nord de Montréal | | | | |

* Ces compagnies ont effectué plus d'un enregistrement à l'OCQ en 1982 et ce, afin de différencier certains de leurs chantiers ou activités.

AS Acier de structure
BM Briqueteur-maçon
CA Cimentier applicateur
CF Calorifugeur
CH Chaudronnier
CH Charpentier-menuisier
CV Couvreur-tôlier
EG Entrepreneur général
EL Electricien
FB Ferblantier
FE Ferrailleur
LD Ligne de distribution
LT Ligne de transmission
MA Mécanicien d'ascenseur
MT Mécanicien en tuyauterie
PL Poseur de systèmes intérieurs
RF Mécanicien en tuyauterie (réfrigération)
RT Construction de route
SD Soudeur
XC Excavation

# ANNEXE IV

## Description des régions et sous-régions de domicile

| Office de la construction du Québec | | Principales villes | M.I.C. |
|---|---|---|---|
| Régions | Sous-régions | | Sous-régions correspondantes * |
| 10. Est du Québec | 10. Iles-de-la-Madeleine | Chandler, Gaspé, Murdochville | |
| | 11. Gaspé | | 1.1. Gaspé |
| | 12. Ste-Anne-des-Monts | Cap-chat, Ste-Anne-des-Monts | 1.3. Ste-Anne-des-Monts |
| | 13. Bonaventure | Bonaventure, New Richmond, Paspébiac | 1.4. Bonaventure |
| | 14. Bas St-Laurent | Amqui, Matane, Rimouski | 1.7. Bas St-Laurent |
| 20. Saguenay - Lac St-Jean | 20. Roberval | Chibougamau, Dolbeau, Roberval | 2.4. Roberval |
| | 21. Chicoutimi | Alma, Chicoutimi, Jonquière | 2.1. Chicoutimi |
| 30. Québec | 15. Rivière-du-Loup | Cabano, Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles | 3.1. Rivière-du-Loup |
| | 30. Québec métrop. | C.U.Q., Lévis, St-Romuald | |
| | 31. Charlevoix | Baie St-Paul, Clermont, La Malbaie | 3.3. Québec |
| | 32. Portneuf | Donnacona, St-Augustin, St-Raymond | |
| | 33. Sud du Québec | La Pocatière, Montmagny, Ste-Marie | |
| | 34. Chaudière | Beauceville, St-Georges, Thedford Mines | 3.5. Chaudière |
| 40. Mauricie - Centre du Québec | 40. Bois-Francs | Drummondville, Plessisville, Victoriaville | 4.1. Bois-Francs |
| | 41. Mauricie | Cap-de-la-Madeleine, La Tuque, Trois-Rivières | 4.3. Mauricie |

ANNEXE IV (suite)

Description des régions et sous-régions de domicile

| Office de la construction du Québec | | | Principales villes | M.I.C. | |
|---|---|---|---|---|---|
| Régions | | Sous-régions | | Sous-régions correspondantes* | |
| 50. | Estrie | 50. Cantons de l'Est | Asbestos, Magog, Sherbrooke | 5. | Cantons de l'Est |
| 60. | Montréal | 65. Montréal métropolitain | C.U.M., Laval, Longueuil | 6.6 | Montréal métropolitain |
| 64. | Sud de Montréal | 60. Granby | Cowansville, Farnham, Granby | 6.1 | Granby |
| | | 61. St-Jean | Iberville, St-Jean, St-Luc | 6.2 | St-Jean |
| | | 62. St-Hyacinthe | Beloeil, Mont St-Hilaire, St-Hyacinthe | 6.4 | St-Hyacinthe |
| | | 63. Richelieu | Contrecoeur, Sorel, Tracy | 6,7 | Richelieu |
| | | 64. Beauharnois | Beauharnois, Châteauguay, Valleyfield | 6.3 | Beauharnois |
| 69. | Nord de Montréal | 67. Joliette | Joliette, L'Assomption, Repentigny | 6.8. | Joliette |
| | | 66. Terrebonne | Lachute, St-Eustache, Ste-Thérèse | 6.9. | Terrebonne |
| | | 70. Labelle | Maniwaki, Mont-Laurier | 7.3. | Labelle |
| 70. | Outaouais | 71. Hull | C.R.D., Pontiac, Thurso | 7.1. | Hull |
| 80. | Nord-Ouest québecois | 80. Rouyn-Noranda | Rouyn, Témiscamingue, Val d'Or | 8.1. | Rouyn-Noranda |
| | | 81. Abitibi | Amos, LaSarre, Senneterre | 8.3. | Abitibi |
| 84. | Baie James | 84. Baie James | Municipalité de la Baie James | 10. | Nouveau Québec |
| 90. | Côte Nord | 93. Saguenay | Baie Comeau, Hauterive, Tadoussac | 9.1. | Saguenay |
| | | 91. Mingan | Port-Cartier, Schefferville, Sept-Iles | 9.3. | Mingan |

* La concordance entre le découpage territorial de M.I.C. et celui de l'O.C.Q. est presque parfaite. Cependant, on note que les villes de Chapais et Chibougamau appartiennent à la sous-région Roberval pour l'O.C.Q. et à la sous-région Chicoutimi du M.I.C. De même, la région du Nouveau Québec du M.I.C. est séparée entre les sous-régions Baie James et Mingan de l'O.C.Q.

POOR

QUALITY

ORIGINAL